

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 janvier 2023.

Quels enseignements peut-on tirer de la fin de la politique du "zéro covid" adoptée par la Chine récemment ?

Depuis mi-décembre environ les autorités chinoises ont totalement abandonné le récit de la pandémie au Sars-Cov-2. Ils ne comptent plus que les vraies victimes de ce virus, et il se trouve qu'à ce jour (12 janvier) il n'y en a eu qu'une trentaine pour 1,5 milliard de Chinois, ce qui est infinitésimal, ridiculement bas, du coup les chancelleries occidentales à la solde de Davos hurlent en chœur au scandale.

Tous les Chinois ont retrouvé la vie "d'avant" cette mystification, du coup il est annoncé par les agences de presse jusqu'à 500 millions de Chinois contaminés, ce qui ne veut pas dire malades ou qu'ils vont mourir, tandis que pratiquement tous les Chinois réduits en esclavage continuent de porter une muselière, on peut encore le vérifier sur des vidéos tournées récemment, alors il faudrait qu'on nous explique comment auraient-ils pu être contaminés si le masque les protégeait, cela ne tient pas debout. C'est donc le conte de la muselière protectrice qui est démasqué à la face du monde, notamment. En voilà une bonne chose pour la suite.

En résumé, s'il n'y a en Chine que 30 morts dû au covid-19 depuis mi-décembre et 500 millions de contaminés, cela signifie qu'en dehors d'une épidémie de tests PCR truqués, il n'a jamais réellement existé de pandémie virale dans le monde, et n'importe quel ignorant peut le comprendre au quart de tour en ayant ces éléments très simples à l'esprit. Il pourra se dire que tous les gouvernements du monde ont pris tous les peuples pour des demeurés, qu'ils les ont tous manipulés et qu'ils étaient tous malintentionnés à leur égard, pas un n'a rejeté le récit de l'OMS-Gates-Davos, pas un, tous sont au chevet du capitalisme mondial qui pour tenter de retarder sa disparition a engagé une nouvelle guerre au cœur de l'Europe.

Les tyrans osent tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît. Décryptage de leur propagande.

Covid- 19 : que sait-on de XBB.1.5, le variant "le plus transmissible" jamais détecté ? - Le HuffPost 13 janvier 2023

J-C - La totalité de ce long article relevait d'une construction idéologique qui était destinée à faire peur aux lecteurs, sauf le passage suivant :

Le HuffPost - Mais rassurez-vous, ce sous-variant, qui a été détecté pour la première fois outre-Atlantique en octobre et qui est le vecteur le plus contagieux du nouveau coronavirus connu à ce jour, représente un risque « *faible pour la population dans son ensemble* ». Le HuffPost 13 janvier 2023

J-C - Autrement dit, ils ont trouvé le moyen de mêler une vérité à 10 mensonges, arguments fallacieux ou frauduleux. Cela signifie qu'à partir de là on serait bien mal avisé de leur reprocher de

ne pas avoir dit la vérité. Ils se figurent donc irréprochables ou innocents. A ceci près que cette vérité ne pesait pas lourd car elle se retrouvait littéralement ensevelie sous un amas de contrevérités que les lecteurs étaient voués à gober et à conserver en mémoire, sinon pourquoi leur auraient-ils servi sur un plateau ou faire naître une nouvelle psychose collective ?

En conclusion, le procédé sournois retenu devait servir à influencer la population ou à la tromper délibérément. Ainsi, leur intention de nuire à la population ne fait plus l'ombre d'un doute, leur culpabilité est clairement établie.

<https://fr.news.yahoo.com/covid-19-sait-xbb-1-175121555.html>

Désinformation ou quand l'AFP prend ses désirs pour la réalité.

Chine: la fin du zéro Covid fait dévisser le commerce extérieur - AFP 13 janvier 2023

AFP - Les exportations de la Chine ont connu en décembre leur plus gros plongeon depuis le début de la pandémie, en raison d'un rebond de Covid dans le pays et d'une demande atone à l'étranger.

J-C - Laissons de côté le rapport cause à effet présent dans le titre de la dépêche de l'AFP, vérifions plutôt ce qu'il en est de la situation économique chinoise sur la base des principaux indicateurs économiques.

AFP - Sur l'ensemble de l'année 2022, les exportations du géant asiatique se tassent (+7%), après un bond de 29,9% l'année précédente.

J-C - On passe déjà d'un "*plongeon*" à un simple tassement, et ce n'est pas fini.

AFP - L'an dernier, le PIB de la Chine avait progressé de plus de 8%. Pékin s'était fixé pour 2022 une croissance d'environ 5,5%.

J-C - Voilà qui est loin d'être catastrophique, bien des économies occidentales envie la Chine !

AFP - Sur l'ensemble de l'année 2022, les importations chinoises connaissent un brutal coup de frein (+1,1%).

J-C - Quel coup dur, là pour le coup on pourrait croire que la Chine est très mal barré et que l'AFP avait raison. Sauf que...

AFP - L'excédent commercial de la Chine en décembre a malgré tout atteint les 78 milliards de dollars (71,9 milliards d'euros).

Mais ce niveau est bien inférieur au montant record de juillet (101,2 milliards de dollars).

L'excédent total pour 2022 se chiffre à 877 milliards de dollars.

J-C - Ah, c'était juste une blague ! Jugez plutôt, en France, selon les données publiées lundi dernier par les Douanes, le déficit commercial français a atteint 159,5 milliards d'euros sur les douze derniers mois, un record. Le 6 décembre 2022, le déficit commercial des Etats-Unis étaient de

136,9 milliards de dollars, mais en octobre 2022 l'excédent commercial avait atteint plus de 400 milliards de dollars en Russie.

La fin du "zéro covid" avait de quoi les rendre dingues parce qu'elle mettait en lumière leurs machinations et leurs mauvaises intentions, mais en plus ils avaient de quoi être jaloux de la Chine (et de la Russie) sur le plan économique.

Une excellente transition pour aborder l'article suivant. Gardez soigneusement en mémoire quels Etats ont engrangé un déficit ou un excédent en 2022.

Le "compte à rebours" de l'explosion du capitalisme mondial est enclenché et rien ne semble pouvoir l'arrêter.

J-C - Il faut avoir à l'esprit avant d'aborder cet article que le Courrier international est la propriété du Groupe Le Monde : Xavier Niel et Matthieu Pigasse, et qu'il publie régulièrement des hors-séries thématiques, dont un hors-série annuel en collaboration avec l'hebdomadaire britannique The Economist. (Wikipédia)

The Economist, c'est le clan Rothschild (et Agnelli) ou de l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialiste, le plus riche et puissant du monde. Quand les conséquences de la mise en œuvre de la monstrueuse stratégie qu'ils avaient élaborée leur échappent et les remplissent d'effroi, c'est qu'il est en train de se passer quelque chose qu'ils n'avaient pas prévu ou qu'ils ne parviennent pas à contrôler et cela les inquiète au plus haut point.

Les États-Unis risquent de faire exploser la mondialisation - Courrier International 13 janvier 2023

J-C – C'est l'histoire de celui qui menaçait les autres en toute impunité, qui se croyait invincible et se prenait pour le maître de l'univers, et qui un beau matin se réveille en s'apercevant qu'il est devenu une menace... pour lui-même. Franchement, on aurait tort de ne pas en rire un bon coup!

Pour un peu ce serait une bonne nouvelle, mais l'essentiel est ailleurs. Pour bien comprendre de quoi il s'agit, je pense qu'on doit commencer par la lecture attentive du dernier paragraphe fort instructif :

Courrier International - *The Economist* appelle Washington à se ressaisir pour "sauver l'ordre mondial", éviter que "le système ne s'effondre complètement, privant des populations entières de leurs moyens d'existence et remettant en cause la démocratie libérale et l'économie de marché". Et de conclure : "La tâche est immense et urgente. Le compte à rebours a commencé."

J-C - Pour un peu ils voudraient nous faire croire que c'est Biden qui déciderait de la politique des Etats-Unis, grotesque ! Ils ont dû réaliser que quelque chose ne collait pas dans leur plan et qu'il était urgent de faire marche arrière sans reconnaître la paternité des erreurs commises évidemment. Ce n'est pas parce que l'économie de marché n'existe plus depuis longtemps aux Etats-Unis, et qu'un cartel d'oligarques a pris le pouvoir ou la direction de la politique américaine, qu'il faut le crier sur tous les toits, un peu de discrétion voyons, nous allons voir pourquoi plus loin.

Par ailleurs, personne n'est censé ignorer qu'habituellement ils se fichent complètement que "*des populations entières*" soient privées "*de leurs moyens d'existence*", mais là ce qui les chagrine, c'est la tournure que prend la situation, car l'air de rien ils ont fourni une excellente occasion à de nombreux peuples pour se soulever et à autant d'Etats ou nations pour se débarrasser de la tutelle envahissante, oppressante, menaçante américaine ou occidentale, pour enfin se résoudre à régler leurs problèmes en passant par d'autres intermédiaires moins encombrant ou exigeant, entendez par là la Chine, la Russie, etc., pire, en ayant l'outrecuidance ou l'audace de revendiquer ouvertement leur souveraineté ou indépendance. Décidément, trop c'est trop pour ceux qui se prenaient pour les maîtres incontestés du monde depuis le début des années 90. Ces chefs d'Etat ont été encouragés à affronter les Américains par l'attitude de Vladimir Poutine et Xi Jinping, et ce n'est qu'un début.

Le Great Reset n'a semble-t-il pas tenu toutes ses promesses, autant dire que la suite est prometteuse et qu'on l'attend avec impatience, vous voyez qu'il n'y avait aucune raison de désespérer ou de les croire sur parole quand ils affirmaient qu'ils étaient en train de gagner la lutte des classes. Ils ne gagneront pas cette guerre, et c'est facile de comprendre pourquoi : Parce que l'ensemble des peuples sont ligüés contre leur nouvel ordre mondial totalitaire. Voilà le facteur principal qu'ils avaient eu la légèreté de négliger ou plutôt de mépriser, Cela leur sera fatal à terme, et pas seulement à eux, patience.

Les États-Unis risquent de faire exploser la mondialisation - Courrier International 13 janvier 2023

En faisant primer la compétition internationale sur la coopération, la politique industrielle et protectionniste du gouvernement Biden menace gravement l'ordre mondial, alerte "*The Economist*".

La "*nouvelle logique destructive*" adoptée par les États-Unis "*menace la mondialisation*", prévient *The Economist*, un brin alarmiste.

"Depuis 1945, l'économie mondiale fonctionne selon un système de règles et de normes garanti par l'Amérique" qui a entraîné une forte intégration économique, elle-même génératrice de croissance et de richesses. Or ce bel édifice est aujourd'hui mis en péril par le revirement de Washington, déplore le magazine libéral, en fervent partisan du libre-échange. (On s'attendait plutôt à ce qu'ils accusent Poutine d'en être l'instigateur. - J-C)

Avec sa loi dite "*sur la réduction de l'inflation*" (Inflation Reduction Act), qui prévoit de subventionner, à hauteur de plusieurs centaines de milliards de dollars, la production, aux États-Unis, "*d'énergies vertes, de voitures électriques et de semi-conducteurs*", "*le président Biden s'est affranchi des règles du libre marché pour mener une politique industrielle agressive*".

Ce faisant, "*il a déclenché une dangereuse spirale protectionniste dans le monde.*" À leur tour, certains États "*n'ont rien de plus pressé que de subventionner l'industrie verte, d'attirer les industries de pays amis et ennemis, de limiter les flux de marchandises et de capitaux. L'égoïsme national prime désormais sur l'intérêt général.*"

Et voici que s'ouvre une ère de "*la pensée à somme nulle*", que l'on peut résumer par l'adage "*vosre gain est ma perte*" (ou votre perte est mon gain). Pour illustrer cette menace qui pèse sur la mondialisation des échanges, l'hebdomadaire présente, en couverture, un dessin représentant des porte-conteneurs formant un sigma – symbole mathématique de la somme – engloutis par un tourbillon.

On l'aura compris, aux yeux du magazine britannique, rien de bon ne peut sortir d'une telle politique. Même si elle parvient à rebâtir l'industrie des États-Unis, elle fera du tort à tout le monde *“en corrodant la sécurité mondiale, en freinant la croissance et en augmentant le coût de la transition verte.”*

C'est pourquoi *The Economist* appelle Washington à se ressaisir pour *“sauver l'ordre mondial”*, éviter que *“le système ne s'effondre complètement, privant des populations entières de leurs moyens d'existence et remettant en cause la démocratie libérale et l'économie de marché”*. Et de conclure : *“La tâche est immense et urgente. Le compte à rebours a commencé.”* Courrier International 13 janvier 2023

En complément. (1)

La réunion annuelle du Forum économique mondial (FEM) de cette année à Davos se tient du 10 au 16 janvier. Alors que les mondialistes se réunissent, les organisateurs ont confirmé que le FEM accueillera 52 chefs d'État et de gouvernement et près de 600 PDG.

En outre, près de 300 ministres gouvernementaux sont attendus. Outre les chefs d'État, ces ministres gouvernementaux doivent également être limogés, déchus de leurs titres et remplacés par des personnes qui serviront les citoyens de leur pays.

Liste de quelques participants français :

Bruno Le Maire - Minister of Economy, Finance and Industrial and Digital Sovereignty of France

Laurence Boone - Minister of State for Europe of France

Olivier Becht - Minister Delegate for Foreign Trade, Economic Attractiveness and French Citizens Abroad of France

Jean-Noël Barrot - Minister-Delegate for the Digital Transition and Telecommunications of France

François Villeroy de Galhau - Governor of the Central Bank of France

Bernard Emié - General Director for External Security, Ministry of the Armed Forces of France

Rémy Rioux - Chief Executive Officer, Agence Française de Développement (AFD), France

Liste des participants gouvernementaux ou institutionnels. (10 janvier 2023)

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2023/FEM_list_2023.pdf

Vidéo. L'histoire du Forum Economique Mondial - January 13th, 2023

[https://odysee.com/\\$/embed/@JeanneTraduction:a/History-of-WEF:2?r=6rKHgmeCEdX1bto9c7WSjHtJta1RbQZy](https://odysee.com/$/embed/@JeanneTraduction:a/History-of-WEF:2?r=6rKHgmeCEdX1bto9c7WSjHtJta1RbQZy)

En complément. (2)

Interview de Nikolai Patrushev, successeur potentiel de Vladimir Poutine - 14 janvier 2023

<https://rusreinfo.ru/fr/2023/01/interview-de-nikolai-patrushev-successeur-potentiel-de-vladimir-poutine/>

En complément. (3)

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a pris la parole à l'Assemblée nationale - « *Le Venezuela a proposé de créer une Union politique des pays d'Amérique latine avec la Russie et la Chine* ».

« J'en ai parlé au téléphone avec [le président brésilien Luiz Inácio] Lula [da Silva], j'ai discuté personnellement avec le président [de la Colombie] Gustavo Petro, avec le président argentin Alberto Fernández. Un nouveau moment est venu, un moment particulier pour unir les efforts et les moyens de l'Amérique latine et des Caraïbes, pour se rapprocher de la création d'un puissant bloc de forces politiques, une puissance économique qui parlera au monde » a déclaré vendredi Maduro à l'édition « Antagoniste ».

« Cette communauté partagerait les objectifs communs dont parle notre frère aîné [président de la République populaire de Chine] Xi Jinping : une humanité unie par un destin commun. Ou [construire] ce monde multipolaire et multicentrique dont parle notre frère aîné, le président [de la Russie] Vladimir Poutine » a expliqué M. Maduro. (Source : Réseau International 15 janvier 2023)

Vive le gaz, le charbon et le progrès social, à bas l'écologie politique et la guerre de l'Otan !

Allemagne: Greta Thunberg vient soutenir le camp anti-charbon de Lützerath, presque démantelé - AFP 12 janvier 2023

Les derniers irréductibles du camp de Lützerath, qui tentent d'empêcher l'extension d'une mine de charbon dans l'ouest de l'Allemagne, vont recevoir samedi le soutien de l'activiste suédoise Greta Thunberg. L'ancien village, situé dans le bassin rhénan, entre Düsseldorf et Cologne, doit disparaître pour permettre l'extension d'une immense mine de lignite à ciel ouvert, l'une des plus grandes d'Europe, exploitée par l'énergéticien allemand RWE.

Le gouvernement juge nécessaire l'extension de la mine pour la sécurité énergétique de l'Allemagne qui doit compenser l'interruption des livraisons de gaz russe, un motif impérieux que contestent les opposants selon lesquels les réserves de lignite sont suffisantes. AFP 12 janvier 2023

Qui a dit ? Pour rire (en un ou deux mots).

Adrien Quatennens a-t-il eu raison de retourner à l'Assemblée nationale?

- "Les religions recommandent, quand il y a faute, le pardon."

Réponse : Un curé franc-maçon nommé Mélenchon jeudi sur France 2. BFMTV 12 janvier 2023

Qui aurait envie de pardonner la trahison de Mélenchon serait bien mal avisé...

La tyrannie n'est pas encore absolue en France.

Référé suspension contre la décision de la CPPAP : le tribunal donne raison à FranceSoir - FranceSoir 13 janvier 2023

Le jugement du Tribunal administratif de Paris vient de tomber. Par une décision en date du 13 janvier 2023, celui-ci vient de trancher en faveur de *FranceSoir* et a prononcé la suspension de la décision du 5 décembre 2022 par laquelle la CPPAP a refusé le renouvellement de l'inscription dans ses registres de notre site en qualité de service de presse en ligne *"jusqu'à ce qu'il soit statué au fond sur la légalité de cette décision"*.

Aussi, entre-temps, l'organe judiciaire enjoint la CPPAP *"à rétablir le régime d'aide dont bénéficiait le site préalablement à la décision refusant le renouvellement de son agrément"*. Il a été accédé à la demande du journal que soit transmise au Conseil d'État une question prioritaire de constitutionnalité qui devra traiter le sujet de la licéité de l'existence de la CPPAP.

Dans son communiqué de presse, le Tribunal administratif de Paris souligne que le juge des référés a *"considéré que le moyen tiré de ce que la CPPAP n'aurait pas statué en toute impartialité lors de sa séance du 30 novembre 2022 sur la demande de renouvellement de l'agrément dont était titulaire le site francesoir.fr était propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux sur la légalité de la décision contestée"*.

<https://www.francesoir.fr/politique-france/refere-suspension-contre-la-decision-cppap-tribunal-donne-raison-francesoir>

C'est l'AFP qui devrait être condamné et dissout.

Gardasil : 10 mensonges dans un seul article de l'AFP Factuel - FranceSoir 13 janvier 2023

TRIBUNE - Un *"article"* récent de l'AFP Factuel - la cellule *"fact-checking"* de l'Agence France-Presse (AFP) - repris par Actu Orange fait la promotion du vaccin anti-HPV (papillomavirus humain) Gardasil. Il tente de mettre en doute les faits rapportés dans ma tribune publiée par FranceSoir et ignore soigneusement les données officielles. Cette production parvient à accumuler 10 mensonges en moins de 2 500 mots sans se référer à aucun chiffre réel, tout en se présentant factuel : un exploit en matière de désinformation ! Contre-vérification en détails.

1) NON, IL N'EXISTE AUCUNE PREUVE D'EFFICACITE ANTICANCER DU GARDASIL. Prétendre le contraire, comme le fait l'AFP Factuel, est mensonger :

2) NON, EN AUSTRALIE LES CANCERS INVASIFS NE DISPARAISSENT PAS !

L'AFP Factuel ment en déclarant faux un authentique graphique officiel australien

3) EN SUÈDE, DEPUIS LA VACCINATION, LES CANCERS DU COL AUGMENTENT. Prétendre le contraire constitue un mensonge de plus...

Etc.

<https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/gardasil-10-mensonges-dans-un-seul-article-d-afp-factuel>

La médecine traditionnelle, c'est la médecine des corrompus et des empoisonneurs !

Après la mise en examen d'Éric Gandon, cette ministre alerte contre les « charlatans » - Le HuffPost 13 janvier 2023

Ce vendredi 13 janvier, Sonia Backès, la secrétaire d'État en charge de la Citoyenneté auprès du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, a réagi à la mise en examen du naturopathe Éric Gandon pour homicide involontaire, abus de faiblesse, mise en danger de la vie d'autrui et exercice illégal des professions de médecin et pharmacien.

Le praticien et son fils sont effectivement mis en cause après des décès survenus à la suite de jeûnes prolongés qu'ils avaient organisés lors de « *cures hydriques* », a annoncé le parquet de Tours jeudi 12 janvier. L'occasion pour la ministre de rappeler que ces pratiques dites « *alternatives* » comportent de nombreux risques, sanitaires comme financiers.

« *Ce dramatique événement rappelle les dangers auxquels s'exposent les individus qui décident, de gré ou non, d'abandonner les soins prodigués par la médecine traditionnelle pour leur préférer uniquement ceux délivrés par des charlatans* », peut-on lire dans un communiqué dénonçant les « *nouveaux gourous* » qui « *profitent de la vulnérabilité des personnes fragiles* ».

« *Si je comprends le désarroi que certains peuvent ressentir face à leur situation médicale, il est essentiel qu'ils n'abandonnent pas les soins traditionnels, seuls à pouvoir les guérir* », affirme encore Sonia Backès. Et d'appeler pour conclure les médias et les plateformes numériques « *à faire preuve de la plus grande responsabilité* » face au développement de ces pratiques dangereuses. Le HuffPost 13 janvier 2023

Totalitarisme. Qui complotte contre qui ? La méthode : La démagogie ou novlangue en guise de pédagogie. Le déni ou le récit se substituant à la réalité.

Réforme des retraites : Emmanuel Macron demande à la majorité présidentielle d'être « *pédagogue* » - lejdd.fr 12 janvier 2023

Pour parvenir à convaincre, le chef de l'État briefe ses soldats. Emmanuel Macron a conseillé aux représentants de la majorité présidentielle de « *ne pas être techno* » et de rappeler la situation des voisins européens, ainsi que la nécessité d'une solidarité entre générations. (La véritable « *solidarité entre générations* », cela devrait être : Les vieux à la retraite à taux plein dès 50 ou 55 ans, et les jeunes au boulot au lieu d'être au chômage ! – J-C)

Pour mieux faire accepter les propositions du gouvernement, Emmanuel Macron a incité la majorité présidentielle à éviter les termes techniques, comme « *minimum contributif* » pour parler de « *retraite minimum* », et à insister sur la comparaison européenne, en citant l'exemple des voisins de l'Hexagone qui se retirent de la vie active après 65 ans (Belgique, Espagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Allemagne...). L'accent a aussi été mis sur la solidarité entre les générations de ce système de retraite par répartition, pour « *redonner du sens au collectif, au civique* ». lejdd.fr 12 janvier 2023

Soyons féministe ou égalitariste pour une fois.

Il est dit que l'écart entre les femmes et les hommes en ce qui concerne l'espérance de vie à la retraite varie de 2 ans à 7,5 ans selon les pays en Europe. Raison de plus pour que les femmes travaillent plus longtemps et que les hommes travaillent moins longtemps !

Novlangue. Un accessoire idéologique destiné à manipuler les consciences.

- La novlangue est la langue officielle d'Océania inventée par George Orwell pour son roman d'anticipation 1984 (publié en 1949).

C'est une simplification lexicale et syntaxique de la langue destinée à rendre impossible l'expression des idées potentiellement subversives et à éviter toute formulation de critique de l'État, l'objectif ultime étant d'aller jusqu'à empêcher l'« *idée* » même de cette critique.

Hors du contexte du roman, le mot novlangue est passé dans l'usage, pour désigner péjorativement un langage ou un vocabulaire destiné à déformer une réalité, ou certaines formes de jargon.

(Source : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Novlangue>)

Pérou.

Les manifestations antigouvernementales gagnent de nouvelles régions au Pérou - Bolivar Infos 14 janvier 2023

Les manifestations antigouvernementales continuent de se propager au Pérou. De nouveaux barrages bloquent des routes, les marches et les grèves se multiplient, ainsi que des demandes de démission de la présidente Dina Boluarte pour sortir de la crise.

La tension régnait notamment dans la ville de Cusco, au lendemain de la 47ème victime abattue, nombre accumulé à l'échelle nationale depuis le début des manifestations qui ont suivi la destitution et l'emprisonnement de l'ancien président Pedro Castillo, le 7 décembre.

Les villes de Moquegua, dans le sud du pays, et de Puerto Maldonado, dans le sud de l'Amazonie, ont pris la tête de la série d'arrêts de travail, tandis que les barrages de routes se sont étendus à 26 provinces et que, dans la région méridionale de Tacna, un groupe d'agriculteurs a bloqué la route panaméricaine près du poste frontière avec le Chili.

Dans la région d'Arequipa, le blocage de la route panaméricaine a repris, fermant la route côtière menant à Lima et au reste de la côte péruvienne.

Le principal bastion de la contestation reste la région andine de Puno, où les habitants de la ville de Juliaca sont descendus dans la rue pour se joindre au cortège funèbre des 17 civils tués le 9 janvier, tous abattus, auxquels s'est ajouté le lendemain un policier incendié par un groupe.

À Juliaca, Puno et dans d'autres régions du pays, des groupes de paysans se préparent à se rendre à Lima pour protester au siège du gouvernement. bolivarinfos.over-blog.com 14 janvier 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 18 janvier 2023.

Lu.

- « Pour la 1ère fois dans l'histoire, l'inefficacité d'un médicament est imputée à ceux qui... ne le prennent pas »

- « Vous pouvez transmettre une maladie que vous n'avez pas à quelqu'un qui est vacciné contre elle. »

J-C – Cela signifie qu'une partie de la population est assez dingue pour les croire, et il ne faut surtout pas qu'elle change quelque chose.

Une bonne nouvelle tout de même.

- Le nombre de naissances au plus bas en France depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale - publicsenat.fr 17 janvier 2023

- La population chinoise a baissé pour la première fois en 60 ans - LePoint.fr 16 janvier 2023

La Chine a enregistré 9,56 millions de naissances pour 10,41 millions de décès en 2022 et a donc fait baisser sa démographie. LePoint.fr 16 janvier 2023

J-C- Ils racontaient aussi, que le même phénomène avait été constaté dans d'autres pays, et que toutes les mesures incitatives pour augmenter le nombre des naissances s'étaient avérées infructueuses.

Grève du 19 janvier 2023

Notre devoir est d'y participer sur la base de notre orientation politique, donc sans formuler la moindre illusion, j'explique pourquoi, en deux mots : Sans blocage ou paralysie de l'économie du pays, Macron ne retirera pas sa contre-réforme, or les organisateurs de cette mobilisation n'en ont pas du tout l'intention, donc l'issue est connue d'avance.

Commençons par nous poser quelques questions avant d'en arriver aux faits pour en comprendre la signification politique.

Les organisateurs de cette mobilisation ont-ils rompu leurs relations avec le tyran Macron, le représentant de l'oligarchie financière mondialiste qui arme le régime néonazi de Kiev et de l'Otan ? Non. Ont-ils rompu le dialogue social avec le gouvernement qui relève de la collaboration de classes ou du corporatisme ? Non. Sont-ils déterminés à dresser l'ensemble des travailleurs contre

Macron et l'Etat des capitalistes ou à les affronter jusqu'au retrait pur et simple de leur contre-réforme des retraites ? Non.

Dès lors, on est porté à croire qu'il est prévu à nouveau que cette première journée de mobilisation s'inscrira dans un cycle de journées d'action programmées par les dirigeants syndicaux et leurs alliés politiques de la pseudo-gauche et extrême gauche, et qu'elles sont destinées à se dérouler jusqu'au pourrissement de la situation qui profitera à Macron et son régime pour l'aider à faire passer sa contre-réforme. Tenez, les preuves si nécessaire.

- Les syndicats CGT de la branche pétrole ont annoncé la semaine dernière **plusieurs jours de grève, avec un arrêt de travail de 24 heures le 19 janvier, de 48 heures le 26 et de 72 heures à partir du 6 février**, une démarche qui «*intéresse*» la CGT Mines-Energie. AFP/RT 16 janvier 2023

Vous en voulez une autre, **LFI maintien sa marche pour les retraites le 21 janvier**. Et ainsi de suite...

Pire encore, ils sont même allés jusqu'à donner des gages de bonne conduite au gouvernement ou ils ont tenu à le rassurer :

- **Réforme des retraites : « *Il nous faudra échapper aux postures et aux blocages* », encourage Gérard Larcher - Publicsenat.fr**

- De son côté, le ministre des Comptes publics Gabriel Attal parlant notamment de LFI comme étant le « *camp du blocage* ». « ***Que cesse ce vocabulaire pour faire peur. Il n'y aura pas de blocage. Il va y avoir un exercice de démocratie qui s'appelle le droit de grève*** », rétorque Alexis Corbière (LFI). publicsenat.fr 16 janvier 2023

Ouf ! Mais ce n'est pas fini, ils avancent masqués.

- **En meeting, la Nupes appelle à « *faire trembler les murs de l'Élysée* » - AFP/lepoint.fr 17 janvier 2023**

- **Réforme des retraites : « *Je pense que la grève générale est un outil utile* », considère Alexis Corbière - Publicsenat.fr 16 janvier 2023**

La « *grève générale est un outil utile* », mais le blocage du pays, non ! Ne cherchez pas, ils sont comme cela.

Ces gens-là osent tout. Ils croient qu'en tenant en permanence un double langage on ne pourra pas déterminer leur nature sociale ou qui ils sont réellement, afin d'éviter qu'on les démasque et qu'on les caractérise d'agents de la réaction, mais ils se trompent. Car en se livrant à cet exercice de grand écart, en reprenant à leur compte les arguments ou les besoins de la réaction, ils ne font que diviser nos propres forces au profit de Macron et du patronat.

Ils se sont défendus de vouloir bloquer le pays, donc ils ne feront rien pour que cela arrive, et si malgré tout cela se produisait, sans le condamner ouvertement, ils feraient tout pour empêcher que ce blocage persiste ou prenne davantage d'ampleur, donc, ils continueront de s'y opposer jusqu'au bout. C'est logique ou ils sont fidèles à eux-mêmes, puisqu'ils ont fait allégeance à la Ve République ou ils ont tenu à faire savoir qu'ils n'étaient pas vraiment des révolutionnaires mais des commis du régime en place.

Comment voulez-vous qu'il en soit autrement avec des syndicats pourris jusqu'à l'os par plus de 70 ans de corruption et de trahison ? S'en remettre à eux, c'est littéralement suicidaire ou être complice de nos bourreaux, on a suffisamment donné, trop, beaucoup trop, c'est insensé de continuer dans cette voie comme le font tous ceux qui se réclament de l'extrême gauche ou du trotskysme qui leur servent opportunément de caution de gauche.

Pendant qu'on y est, on va continuer de nettoyer les écuries d'Augias du mouvement ouvrier.

Dorénavant je ne me caractériserai plus d'extrême gauche ou de trotskyste, revenons aux principes de base du marxisme, de gauche sera suffisant, c'est-à-dire partisan d'un changement de régime économique et politique ou du socialisme de Marx et Engels puisque c'est la seule alternative au capitalisme. Pourquoi se compliquer la vie quand on peut faire simple, être de gauche signifie être révolutionnaire et socialiste, être d'extrême gauche ou trotskyste ne signifie plus qu'être un réformiste bourgeois ou un conciliateur, un agent masqué du régime capitaliste, nous ne tenons pas à faire partie.

Grève du 19 janvier contre la réforme des retraites : un « million » de manifestants dans la rue ? - Le HuffPost 15 janvier 2023

Réforme des retraites : 93% des actifs contre le report de l'âge légal, selon l'institut Montaigne - RT 13 janvier 2023

Les actifs, soit les personnes ayant actuellement un emploi, seraient seulement 7% à se dire favorables au report de l'âge légal de départ à la retraite, que la réforme annoncée par le gouvernement fixe à 64 ans.

Le rejet du report de l'âge légal *«concerne tous les actifs sans distinction»*, précise l'institut avec une *«opposition plus marquée chez les plus jeunes que chez les seniors, qui sont pourtant davantage concernés par la réforme à court terme»*. *«Ce rejet traverse toutes les catégories socio-professionnelles, toutes les professions, les salariés du secteur public comme du privé»*, assure l'étude. Le texte précise en outre que les opinions exprimées ne sont pas liées aux conditions individuelles de travail. *«Nous sommes en présence d'une dynamique collective qui dépasse de beaucoup la simple question des retraites et qui traduit une crise politique plus générale (défiance vis-à-vis des gouvernements, sentiment général d'injustice) sans doute accompagnée d'une forme d'anesthésie par rapport à la situation des finances publiques»*, analyse l'économiste Bertrand Martinot, cité dans l'étude. RT 13 janvier 2023

Grève contre la réforme des retraites : les syndicats de police appellent à la mobilisation - RT 14 janvier 2023

Les appels à la grève se multiplient. Après le secteur des transports et de l'énergie, c'est au tour des forces de l'ordre d'appeler à la mobilisation. Tous les syndicats policiers seront présents à la manifestation prévue à Paris le 19 janvier.

«On ne touche pas au statut spécial des policiers» : tel est le slogan du bloc syndical majoritaire, qui réunit 13 syndicats de policiers et personnels techniques, scientifiques et administratifs, conduit par Alliance-CFE-CGC et Unsa police. Ces derniers ont reçu le renfort de la CGT Intérieur, qui a écrit au ministère de l'Intérieur. Courrier, en date du 12 janvier, qui *«vaut donc préavis de grève pour tous les personnels du ministère de l'Intérieur»* fait valoir le syndicat. RT 14 janvier 2023

Situation au Pérou.

Manifestations au Pérou: l'état d'urgence décrété dans la capitale Lima - BFMTV 15 janvier 2023

Le gouvernement péruvien a décrété samedi l'état d'urgence dans la capitale Lima et plusieurs autres régions en raison des manifestations contre la présidente Dina Boluarte qui ont fait au moins 42 morts dans le pays depuis cinq semaines.

Cette mesure, en vigueur pour 30 jours, autorise l'armée à intervenir pour maintenir l'ordre et entraîne la suspension de plusieurs droits constitutionnels comme la liberté de circulation et de réunion et l'inviolabilité du domicile, selon un décret publié samedi soir au journal officiel.

Outre la capitale, les départements de Cusco et Puno (sud) sont notamment soumis à l'état d'urgence, de même que le port de Callao, à côté de Lima.

Plus d'une centaine de barrages routiers bloquaient samedi la circulation à travers le Pérou, principalement dans le sud, épiscentre de la contestation, mais également autour de Lima.

Qui a osé déclarer que vous étiez responsable de l'augmentation du tarif de l'électricité ?

- « Alors d'abord, je rappelle une chose. Le prix de l'électricité, quand il s'est envolé au mois de septembre-octobre, c'est pas parce qu'il était lié au prix du gaz, mais c'est parce que chacun craignait qu'il y ait une rupture d'approvisionnement d'électricité. Et donc, cette perspective de rupture a créé des prix qui se sont envolés parce que les consommateurs sont allés dire : « Moi, je suis prêt à payer plus pour ne pas être coupé à aucun moment. »

Réponse : La ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher. (Source : lemediaen442.fr 16 janvier 2023)

Comme la muselière, pas pour les chiens : Pour les Français !

Souffrance animale: l'Assemblée nationale vote l'interdiction des "colliers de dressage" - BFMTV 16 janvier 2023

Totalitarisme. Présumé coupable, présumée innocente ! La désunion qui valait bien l'Union nationale ! Contre qui, devinez ?

J-C - Les hommes et les femmes qu'ils n'ont cessé de monter les uns contre les autres pour ensuite les culpabiliser et les réprimer, leur rendre la vie impossible, avez-vous remarqué qu'ils avaient usé du même procédé tout au long des trois dernières années ?

En France, on vit donc au royaume de l'injustice qui consacre les méfaits commis par un régime d'oppression qu'ils soutiennent tous à bout de bras.

Violences conjugales : l'Assemblée unanime pour une aide d'urgence aux victimes - BFMTV 16 janvier 2023

J-C - Pour qu'on comprenne bien qu'ils sont uniquement animés de mauvaises intentions, ils vont jusqu'à encourager les séparations ou les divorces, le *"le premier départ"* doit être le bon ou définitif. En prime ces inquisiteurs établissent la présomption de culpabilité des hommes, ce qui est condamnable.

Dans leur société abjecte, les hommes et les femmes isolées avec ou non des enfants sont les plus faibles ou vulnérables, les plus faciles à manipuler... Cela fait partie de leur stratégie du chaos ou de la déstabilisation de la société pour la remodeler selon leurs critères et besoins.

BFMTV - Avec cette aide, *"le premier départ"* du foyer ne doit plus être *"un faux départ"*, a souligné la ministre Isabelle Rome, chargée de l'égalité femmes-hommes. Car actuellement, des victimes sous *"emprise ou dépendantes financièrement n'ont parfois pas d'autres choix que de revenir à la case départ, dans ce huis clos avec leurs agresseurs"*, a-t-elle déploré. BFMTV 16 janvier 2023

A lire.

Israël aide l'Ukraine à blanchir ses nazis Par Ali Abunimah et Asa Winstanley (The Electronic Intifada 23 décembre 2022) - Mondialisation.ca, 29 décembre 2022

<https://www.mondialisation.ca/israel-aide-lukraine-a-blanchir-ses-nazis/5673691>

Israël-États-Unis. La sanctuarisation d'Israël: objectif constant de l'OTAN 2/4 Par René Naba (Madaniya.info) - Mondialisation.ca, 12 janvier 2023

<https://www.mondialisation.ca/israel-etats-unis-la-sanctuarisation-disrael-objectif-constant-de-lotan/5673964>

80 000 personnes contre la réforme de la justice en Israël, "un pays où même les juges manifestent" - Courrier International 15 janvier 2023

Environ 80 000 personnes se sont rassemblées sur la place Habima, manifestant contre le controversé projet de réforme de la justice voulu par le gouvernement de Benyamin Netanyahu. Dans la foule, Ayala Procaccia, ancien juge de la cour suprême. *"Un pays où les juges sortent dans la rue pour manifester est un pays où toutes les lignes ont été franchies"*, a-t-il clamé.

Depuis son investiture il y a deux semaines, le gouvernement très marqué à droite de Netanyahu *"s'est embarqué dans une série d'initiatives législatives"*, note le *Washington Post*. Le camp au pouvoir parle de corriger des déséquilibres dans les trois branches du gouvernement. Mais, précise le quotidien américain, *"les critiques disent que ces mesures s'apparentent à un coup d'État qui*

détruira le système de séparation des pouvoirs, sauvera Netanyahou de l'inculpation dans trois cas de corruption et encouragera ses partenaires extrémistes religieux à mettre en avant des législations soutenant l'expansion de colonies juives en Cisjordanie".

La réforme propose par exemple, indique Haaretz, de laisser le parlement passer outre une décision de la cour suprême invalidant une loi ou d'introduire plus d'hommes et femmes politiques dans le comité qui nomme les juges.

"On commence à ne plus reconnaître notre pays", a confié au Times of Israel Reut, venue avec trois générations de sa famille. "On n'aime pas ce qu'il se passe. Je ne sais pas si manifester changera quelque chose mais si on ne fait rien, c'est sûr, rien ne changera", a-t-elle encore expliqué.

La foule a chanté des slogans comme *"Bibi rentre chez toi !", "honte" et "démocratie"*, décrit le Jerusalem Post. *"Après une semaine de tension croissante et de rude rhétorique", le quotidien souligne que les organisateurs ont refusé d'avoir des politiciens actifs à la tribune pour apparaître le moins partisan possible. On a entendu notamment Dan Netanyahou, le cousin du premier ministre, comparer les mesures proposées à celles de l'Allemagne nazie. "Les acclamations les plus fortes ont été réservées à l'ancienne ministre de la justice Tzipi Livni", rapporte encore le Jerusalem Post. "Un gouvernement en Israël est entré en guerre contre les institutions démocratiques elles-mêmes pour pouvoir régner sans contrainte", a-t-elle dénoncé. "Pas de débat, pas de critique légitime mais une prise de contrôle du politique. Non, les élections ne donnent pas à ceux au pouvoir le droit de détruire la démocratie".*

Le rassemblement s'est terminé sans incident majeur. *"Malgré les consignes de la semaine dernière du ministre de la sécurité nationale Itamar Ben-Gvir d'utiliser les canons à eau sur les manifestants, jusqu'à 22 heures, ces mesures de contrôle de la foule n'avaient pas été utilisées", observe Haaretz.*

Mille policiers avaient été déployés. *"Notre objectif principal est de gérer ceux qui commettent du vandalisme ou des violences. On ne s'occupe pas de choses triviales",* avait annoncé Ami Ashad, le chef de la police locale. Ynetnews a cru y voir une pique à l'interdiction d'agiter le drapeau palestinien décrétée par le ministre Ben Gvir. Courrier International 15 janvier 2023

Quand le néonazisme et la xénophobie font partie des valeurs assumées occidentales ou de la "communauté internationale".

Open d'Australie: les drapeaux russes et biélorusses interdits en tribunes - AFP 17 janvier 2023

Les drapeaux russes et biélorusses sont désormais interdits en tribunes à l'Open d'Australie, a annoncé mardi la Fédération nationale de tennis, saisie en ce sens par la diplomatie ukrainienne, une décision qualifiée *"d'inacceptable politisation du sport"* par Moscou.

"Les drapeaux russes et biélorusses sont bannis à l'Open d'Australie", a déclaré la Fédération australienne dans un communiqué, précisant que l'interdiction prenait *"immédiatement"* effet.

Depuis l'invasion russe en Ukraine il y a bientôt un an, les joueurs russes et biélorusses ont concouru sous bannière neutre à des compétitions, y compris à l'Open d'Australie. AFP 17 janvier 2023

Les législateurs savent qu'on nous empoisonne délibérément depuis des lustres.

J-C - Dès lors comment ceux qui détiennent le pouvoir pourraient-ils avoir de bonnes intentions à l'égard de la population ? Cela n'existe pas.

Corinne LALO : « Ces perturbateurs hormonaux qui nous empoisonnent » - TV5MONDE – YouTube

Le vaccin, Omicron... Les voix s'élèvent à mesure que les données apparaissent, les journalistes mainstream s'agacent eux-mêmes devant ce mensonge trop grotesque. Les digues commencent à tomber. La vidéo ci-dessous va certainement pousser les Français à réfléchir face aux propos de Corinne Lalo, journaliste spécialisée dans la santé depuis trente ans. Une attention particulière aux enfants et aux femmes.

Corinne Lalo — qu'on ne peut pas traiter de complotiste — est journaliste grand reporter à la télévision, spécialisée dans la santé. Elle a couvert de grandes affaires telles que celle du sang contaminé, du « nuage de Tchernobyl », de la vaccination contre l'hépatite B, la grippe H1N1 et du Mediator. Invité sur TV5 dans l'émission L'invité, le présentateur Patrick Simonin ose poser les questions interdites sur le vaccin comme, par exemple, l'effet hormonal dans les ovaires/testicules ou encore la dangerosité de vacciner les enfants. Les réponses de la journaliste grand reporter depuis trente ans, spécialisée dans la santé, est sans appel :

« Le vaccin anti-covid de Pfizer ou Moderna, selon les textes mêmes fournis par les laboratoires aux agences régulatrices comme l'Agence du médicament européenne, le disent. La protéine Spike produite à partir du vaccin par le corps lui-même doit normalement plus ou moins rester à l'endroit de l'injection du vaccin. Mais, en fait, on la retrouve partout dans les organes. On la retrouve dans le cerveau et on la retrouve dans le foie. On la retrouve également — et c'est là qu'il y a un effet hormonal — dans les ovaires et dans les testicules. Et dans les ovaires, ça a un effet délétère sur la formation des follicules et des ovules. » « On est toujours dans un produit qui est expérimental. C'est un produit qui est en phase d'essais cliniques, donc en matière d'essais cliniques, il faut être très, très prudent. Les essais cliniques ne seront finis qu'en 2023. Donc, il faut une extrême prudence avec un produit qui est expérimental. On ne l'utilise pas dans une vaccination de masse un produit qui est expérimental, ça n'a jamais été fait. C'est aberrant. »

L'entretien.

<https://www.youtube.com/watch?v=UGeFrqmxyE&t=197s>

Le commentaire que j'ai rédigé et envoyé à 3 membres de ma famille en France.

(Je vous invite surtout à observer attentivement ma méthode d'analyse qui vaut pour n'importe quel sujet.)

Je vais te raconter rapidement comment j'ai interprété les propos de madame Lalo que je ne connaissais pas.

En l'écoutant, je n'ai pas été vraiment surpris, car j'avais déjà lu ou entendu tout cela ailleurs depuis des années, à la différence près qu'elle a rassemblé un tas de données sur les liens possibles entre de nombreuses substances chimiques principalement et certaines maladies auto-immunes ou endocriniennes.

J'avoue n'avoir jamais étudié ce sujet, mais je vais m'y mettre pour mieux comprendre de quoi il s'agit, car cela pourrait aussi avoir un lien avec mes problèmes actuels de santé, auxquels je n'ai pas trouvé d'explication satisfaisante, hormis une perturbation du fonctionnement du cerveau dont j'ignore l'origine exacte, je commence seulement à en avoir une petite idée après avoir regardé une vidéo d'un jeune naturopathe qui maîtrise bien son sujet. Donc je suis aussi très motivé.

Tout ce déballage qui intervient maintenant et qui de plus passe sur une chaîne de télé d'Etat m'a questionné. Si on devait le prendre à la lettre, pour avoir tous été en contact fréquents ou permanents avec l'une ou l'autre ou plusieurs de ces substances à la fois, on devrait en déduire que nous sommes tous gravement intoxiqués et qu'on va tous en mourir, ce qui est pour le moins préoccupant ou même effrayant pour les esprits fragiles, tu me suis ?

Par conséquent, quelque part son message a le même pouvoir que celui sur le covid-19 destiné à créer une atmosphère de psychose collective ou mortifère parmi la population, ce qui expliquerait pourquoi il n'a pas été censuré par les inquisiteurs qui veillent à tout ce qui est diffusé sur les chaînes de télé publiques. Finalement, il irait dans leur sens ou leur rendrait service d'une certaine manière ou c'est tout du moins la conclusion à laquelle ils seraient parvenus et qui ne me semble pas dénuée d'intérêt au premier abord.

Je crois qu'il serait malsain d'en rester au contenu de cet entretien. Qu'on y adhère ou qu'on le rejette, les deux attitudes contradictoires sont possibles et pour un peu s'annulent ou se neutralisent, de sorte que personne ou presque n'en tirera les enseignements politiques qui s'imposent, à savoir en admettant qu'on y adhère, qu'un tel régime criminel ne devrait pas exister, ce double niveau de lecture explique aussi peut-être pourquoi il est passé sur TV5 Monde, car au final il est inoffensif pour le capitalisme et ceux qui sont aux commandes. On est toujours dans la dénonciation des excès du capitalisme, mais cela ne va jamais jusqu'à la rupture avec le capitalisme, ceci explique cela.

La liste impressionnante des produits mis en cause, et dont la toxicité est ignorée par la plupart des gens, laisse rêveur. Et qu'elle ait été diffusée intentionnellement ou en connaissance de cause l'est davantage encore, cela a de quoi laisser perplexe comme je l'ai signalé précédemment. Mieux ou pire, on peut en déduire que ces poisons étant présents partout, il serait vain de tenter d'y échapper, alors que faut-il en déduire ou quelle attitude adopter ?

Pour répondre à cette question il est peut-être utile de lire les commentaires à la suite de cette vidéo.

La plupart sans surprise adhèrent à son contenu, laissons-les de côté. En aparté, il en va de même généralement sur le Net, les vidéos s'adressent essentiellement à des convertis, donc elles ne présentent aucun danger pour le pouvoir, fin de la parenthèse. En revanche, parmi ceux qui le rejettent, certains ont fourni une argumentation qui se voulait honnête ou sincère pour soutenir leur position, et en les lisant attentivement, on ne peut pas s'empêcher de leur donner raison parfois. C'est le cas de celui qui raconte, que dans sa famille ils mesurent tous entre 1,80 et 2 mètres, donc ils ne croient pas un instant que ces substances décrites comme des perturbateurs endocriniens entraîneraient une diminution de la taille de la population en générale.

Effectivement, sur ce point précis il a raison, et ce serait se comporter en vulgaire dogmatique de ne pas tenir compte de cet argument. Maintenant, la question est d'en comprendre la signification, qu'est-ce que cela veut dire ?

Nous sommes tous différents et nous vivons tous dans des environnements différents, nous sommes tous confrontés à des conditions d'existence ou de travail différentes, par conséquent nous réagirons différemment à ces substances comme à tout le reste d'ailleurs. La taille de ce monsieur et de sa famille prouve que les perturbateurs endocriniens n'ont pas eu d'impacts sur leur taille, mais qui dit qu'ils n'en ont pas ou n'en auront pas sur leur santé, il ne nous le dit pas et nous n'en saurons rien, peu importe.

Tout ce qu'on peut diagnostiquer, c'est que d'une manière ou d'une autre, tôt ou tard à des degrés divers ils en seront victimes, à moins qu'ils aient eu un mode de vie et des conditions de travail particulièrement saines, qu'ils aient adopté une alimentation équilibrée, qu'ils aient vécu dans un environnement naturel et qu'ils aient échappé au stress ou aux pressions psychologiques qui provoquent toute sorte de dégâts cérébraux ou physiologiques, bref, autant de conditions avantageuses ou mêmes idylliques dont ne pourrait bénéficier qu'une infime partie de la population, si elle existe réellement ou encore.

Cela m'amène à conclure, qu'outre toutes ces conditions individuelles ou extérieures propres à chacun d'entre nous, au cours de notre vie, un jour ou l'autre pendant des périodes plus ou moins longues, nous serons forcément exposés à une ou plusieurs de ces substances chimiques, et en fonction de la combinaison d'une multitude de facteurs qu'elles rencontreront, elles pourront jouer un rôle plus ou moins nuisible sur notre santé, ou au contraire s'avérer inopérantes, parce qu'elles n'auront pas trouvé un terrain favorable pour accomplir leurs méfaits.

Finalement, pour aborder sereinement ce sujet, il fallait faire preuve de mesure et de discernement, car on s'aperçoit que tout est une question de rapports, dosages ou proportions, bref, d'équilibres, comme la plupart du temps dans la vie.

On pourrait dire qu'on part tous dans la vie avec au moins un handicap quelle que soit notre condition sociale, ne serait-ce que celui de ne pas savoir quel sens donner à notre propre existence ou notre propre ignorance. C'est à nous par la suite que revient de faire en sorte de ne pas en accumuler inutilement. Mais le plus souvent la société ne nous en laisse guère l'opportunité, et nous finissons par crouler sous le poids des poisons que le régime nous a imposés insidieusement, l'industrie chimique, agro-alimentaire, pharmaceutique, etc. on peut même ajouter inoculés volontairement pour des raisons purement mercantiles et nuire au passage à notre santé, d'où la nécessité impérieuse et urgente de le renverser...

Après la viande et les produits carnés à proscrire, le poisson ! Voilà comment nous pourrions être réduits à l'état végétatif.

Manger un poisson aux Etats-Unis revient à boire de l'eau contaminée pendant un mois - AFP 17 janvier 202

Consommer un poisson d'eau douce pêché dans les lacs et rivières américains revient à boire durant un mois de l'eau contaminée avec des polluants dits "éternels", les PFAS, selon une nouvelle étude publiée mardi.

Ces produits chimiques ont été développés dans les années 1940 pour résister à l'eau et à la chaleur. On les retrouve dans les revêtements anti-adhérents, les textiles ou les emballages alimentaires.

Mais le caractère indestructible de ces PFAS, les per- et polyfluoroalkylées, implique qu'ils se soient accumulés avec le temps dans l'air, le sol, les eaux des lacs et rivières, la nourriture et jusqu'au corps humain.

Les appels se sont multipliés pour une réglementation plus stricte de l'utilisation des PFAS, qui sont nocifs pour la santé, avec des conséquences hépatiques, un taux de cholestérol élevé, une réponse immunitaire réduite et plusieurs sortes de cancers.

Les chercheurs ont voulu mesurer la contamination des poissons d'eau douce en analysant 500 échantillons prélevés dans les lacs et rivières américains entre 2013 et 2015.

Le taux médian de contamination était de 9,5 microgrammes par kilo, selon leur étude publiée dans Environmental Research. Sur l'ensemble des échantillons contaminés, trois-quarts étaient des PFOS, un des contaminants les plus courants et les plus nocifs parmi les milliers qui constituent les PFAS.

Manger un poisson d'eau douce revient à boire pendant un mois de l'eau contaminée à hauteur de 48 parties de PFOS par milliard de milliards. L'eau est considérée saine à boire si elle ne contient pas plus de 0,2 partie de PFOS par milliard de milliards, selon l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA), dans sa nouvelle recommandation.

Les taux de PFAS constatés dans les poissons d'eau douce pêchés dans la nature se sont avérés 278 fois plus élevés que ceux identifiés dans les poissons d'élevage vendus dans le commerce.

Pour Patrick Byrne, chercheur en pollution environnementale à l'Université britannique John Moores de Liverpool, les PFAS sont *"probablement la plus grande menace chimique pour l'espèce humaine au 21e siècle"*.

"Cette étude est importante car elle fournit la première preuve de la transmission étendue des PFAS directement des poissons à l'homme", a-t-il dit.

L'étude est publiée après l'initiative du Danemark, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suède qui ont soumis, vendredi dernier, une proposition d'interdiction d'utilisation des PFAS à l'Agence européenne des produits chimiques.

Cette proposition prolonge le constat des cinq pays selon lequel l'utilisation des PFAS n'était pas suffisamment contrôlée. AFP 17 janvier 2023

J-C – Pourquoi ont-ils attendu 80 ans pour se livrer à une telle étude, parce qu'ils en soupçonnaient les résultats dès le départ et il y avait trop de capitaux en jeu, comme toujours quoi.

Haro sur l'Afrique ! Ils convoitent toutes les richesses de l'Afrique au détriment des Africains.

Forum économique mondial : à Davos, l'Afrique vante ses potentiels - LePoint.fr 17 janvier 2023

Le premier grand rendez-vous économique mondial qui réunit les grands décideurs économiques et de nombreuses personnalités politiques ainsi que la société civile pour aborder l'état du monde et discuter des priorités pour les années à venir, le Forum économique mondial (WEF), rouvre cette semaine ses portes à Davos, petite station de ski des Alpes suisses, sur le thème « *Coopération dans un monde fragmenté* ».

Les attentes sont grandes quant au rôle que pourrait jouer le continent africain dans le façonnement de l'avenir de l'économie mondiale. Avec plus de 1 500 dirigeants du secteur privé et dix chefs d'État, l'Afrique veut plus que jamais muscler sa présence et faire entendre sa voix.

C'est un fait : dans ce monde fracturé, l'Afrique s'est retrouvée au cœur d'une guerre d'influence sans précédent, notamment entre la Chine et l'Occident. La Chine a accru son engagement en Afrique ces dernières années, notamment à travers l'initiative chinoise « *la Ceinture et la Route* » du président Xi Jinping. Les dirigeants occidentaux cherchent également à approfondir leur engagement avec l'Afrique, reconnaissant le potentiel de croissance et de développement du continent.

Les dirigeants africains sont confrontés à des marges de manœuvre budgétaires drastiquement réduites depuis la pandémie, et leurs pays sont plus vulnérables face à la dette.

Malgré ces perspectives sombres, les experts entrevoient pour l'Afrique des pistes sérieuses pour renouer avec une croissance plus vigoureuse et durable, notamment à travers la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine. Lancé en 2020, l'accord doit permettre la suppression des barrières commerciales et tarifaires entre les 54 pays du continent, facilitant le commerce, l'harmonisation des réglementations et des normes créant l'un des plus grands marchés uniques au monde. Le projet a largement convaincu à Davos, où a été lancée, en mai dernier, une initiative intitulée le Forum des amis de la zone de libre-échange continentale africaine et qui vise à mobiliser les entreprises mondiales pour soutenir la mise en œuvre de la Zlecaf.

Un rapport doit être publié cette semaine sur la manière dont ces entreprises ou les investisseurs internationaux peuvent accélérer sa mise en œuvre. Ce document doit mettre en exergue les principales tendances, opportunités et stratégies pour investir en Afrique, tout en développant des chaînes de valeur locales, sous-régionales et continentales et en accélérant l'industrialisation. Désormais, l'idée est d'accélérer, pour cela, l'organe en charge de la Zlecaf va tout faire pour encourager les pays africains à tirer parti des partenariats avec le secteur privé présent à Davos. Pour rappel, le WEF est financé par ses 1 000 entreprises membres, généralement des entreprises mondiales pesant plus de 5 milliards de dollars de chiffre d'affaires.

J-C - Les 1 000 plus grands vautours ou prédateurs de la planète responsables de tous les malheurs et souffrances des Africains, tout un programme leur Zlecaf pour tenter de contrer l'influence russe et chinoise grandissante en Afrique.

Paradoxalement, la concurrence féroce à laquelle ils se livrent pourraient profiter davantage aux Africains, et l'accélération de l'industrialisation précipiter la fin du capitalisme une fois sa dernière réserve mondiale d'esclaves disparue ou épuisée.

La guerre que se livrent en Ukraine la Russie et la Chine d'un côté, et les Américains assistés de leurs vassaux occidentaux de l'autre devrait y contribuer comme je l'avais déjà expliqué.

L'enjeu économique est expliqué ci-dessous, il est au cœur du Great Reset de Davos qui a été conçu pour soulager le capitalisme en crise et retarder l'heure de la révolution socialiste mondiale.

LePoint - L'Afrique au cœur de la transition énergétique mondiale

Concrètement, le secteur de l'énergie est l'un des plus attractifs au vu des vastes réserves de ressources énergétiques renouvelables dont dispose l'Afrique. Actuellement, seulement 40 % environ de l'Afrique a accès à l'électricité, l'Agence internationale de l'énergie affirme que le continent doit augmenter sa production d'énergie d'au moins 30 % d'ici à 2030 – les analystes voient dans l'Afrique un acteur majeur de la transition énergétique mondiale, et ce même si des questions persistent à l'avenir des hydrocarbures. Car l'espoir pour l'Afrique le partage à la crainte d'une malédiction semblable à celle associée à l'exploitation de l'or noir dans nombre de pays : celle d'une richesse échappant aux populations locales, les laissant même plus pauvres, dévastant leur environnement et engraisant la corruption. *« Si l'activité se limite à la prospection, à l'extraction des métaux, l'Afrique ne tirera aucun profit de la transition énergétique en Europe. Donc il faut absolument investir dans la chaîne de valeur »*, avait dit à l'AFP Gilles Lepesant, géographe et chercheur au Centre national français de recherche scientifique (CNRS).

Conduisant ou stockant l'électricité, ces métaux – lithium, cobalt, manganèse, etc. – entrent déjà dans la fabrication de batteries automobiles, d'éoliennes, de panneaux photovoltaïques. L'industrie a besoin de montagnes de ces minerais pour espérer se détourner du pétrole et des énergies fossiles. La course est lancée par les grandes économies pour sécuriser les approvisionnements. La demande et le prix augmentent de jour en jour. L'Afrique est l'un des théâtres de cette grande compétition. Les annonces de découverte se succèdent à un rythme soutenu. Les experts africains souhaitant là aussi que la zone de libre-échange continentale constitue un cadre pour la transition énergétique verte de la région. *« En déplaçant la fabrication de batteries en aval vers la source de nombreux intrants critiques, comme la RDC, où 70 % de l'approvisionnement mondial en cobalt est produit, la région peut devenir une plaque tournante essentielle dans la chaîne d'approvisionnement mondiale des véhicules électriques »*, veut croire Chido Munyati, responsable de l'Afrique et membre du leadership mondial au WEF. Autant de sujets qui démontrent que l'Afrique continue d'être un acteur majeur de l'économie mondiale et devrait jouer un rôle encore plus important à l'avenir. LePoint.fr 17 janvier 2023

Yellen en Afrique pour renforcer les liens avec les Etats-Unis face aux ambitions chinoises - AFP 18 janvier 2023

La ministre américaine des Finances, Janet Yellen, s'est envolée mardi pour une visite de onze jours dans plusieurs pays africains, après un détour par la Suisse, afin de renforcer les liens avec les Etats-Unis sur un continent où la Chine est devenue un acteur majeur.

Une visite qui intervient quelques semaines après la tenue, en décembre, du sommet Afrique-Etats-Unis à Washington, durant lequel la Maison Blanche a annoncé des investissements à plusieurs milliards de dollars sur les années à venir.

Alors que la Chine et la Russie cherchent à augmenter leur influence en Afrique, les Etats-Unis se retrouvent en position défensive, tentant de défendre sa position sur le continent.

Malgré les annonces à l'occasion du sommet, *"il faut passer de la parole aux actes"* concernant le soutien aux pays africains, a estimé Susan Page, ancienne ambassadrice des Etats-Unis au Soudan du Sud et professeure à l'Université du Michigan.

"Je pense que l'objectif principal (du voyage, NDLR) sera de se positionner par rapport à la Chine, ce qui est dommage car les pays africains veulent être considérés pour ce qu'ils sont, pas comme un terrain d'affrontement entre grandes puissances", a regretté Mme Page, interrogée par l'AFP.

La ministre américaine devrait en profiter pour souligner les efforts américains afin de renforcer les partenariats les pays africains ainsi que les liens économiques *"en augmentant les niveaux tant en terme d'investissement que de flux commerciaux"*, selon le Trésor. AFP 18 janvier 2023

En complément.

La Chine a vu en 2022 son produit intérieur brut croître de 3%, a annoncé le Bureau national des statistiques (BNS) - AFP 17janvier

OTAN de la guerre contre la Russie.

Propagande de guerre et désinformation de l'OTAN.

L'UE accuse la Russie de « crime de guerre » après la frappe à Dniepr - LePoint.fr 16 janvier 2023

Guerre en Ukraine : au moins 40 morts à Dnipro, la Russie nie être à l'origine de la frappe - Le HuffPost 16 janvier 2023

« Les forces armées russes ne bombardent pas les immeubles résidentiels, ni les infrastructures civiles, elles bombardent des cibles militaires. » Ce lundi 16 janvier, la Russie a démenti être à l'origine du bombardement à Dnipro qui a fait au moins 36 morts. Le porte-parole Dmitri Peskov, a évoqué *« une tragédie »* pouvant être due à un tir de la défense antiaérienne ukrainienne. Le HuffPost 16 janvier 2023

Hypothèse confirmée par les Ukrainiens eux-mêmes.

L'affaire de Dniepro provoque la révocation du conseiller en communication de Zelensky- Réseau Voltaire 17 janvier 2023

Le missile russe qui a touché un immeuble d'habitation à Dniepropetrovsk/Dnipro, le 14 janvier, tuant 44 personnes, en blessant grièvement 75 et détruisant 236 appartements, avait été abattu par la défense anti-aérienne ukrainienne.

Les médias ukrainiens et ceux de l'Otan ont abondamment accusé la Russie de « crime de guerre », ce que celle-ci a démenti.

Le conseiller spécial du président Volodymyr Zelensky pour les communication stratégiques, Oleksii Arestovych, a révélé qu'il s'agissait en réalité d'une erreur de la défense anti-aérienne ukrainienne. Puis il s'est ravisé et enfin l'a confirmé. Sur requête des parlementaires nationalistes intégraux, il a été immédiatement mis fin à ses fonctions.

Le ministère russe de la Défense a précisé qu'il ne cible jamais des immeubles d'habitation civil et que son missile avait effectivement été détruit par la défense anti-aérienne ukrainienne, manquant sa cible militaire et détruisant un immeuble civil à Dniepropetrovsk/Dnipro. Réseau Voltaire 17 janvier 2023

Impardonnable en tyrannie. Elle a commis l'erreur d'affirmer que les sanctions contre la Russie n'avaient servi à rien, ce que tout le monde sait.

Allemagne: la ministre de la Défense démissionne après une série de gaffes sur la guerre en Ukraine - BFMTV 16 janvier 2023

L'Occident ou le camp de la guerre perpétuelle.

Ukraine : Poutine dénonce les livraisons croissantes d'armes de l'Occident - LePoint.fr 16 janvier 2023

L'"impératif moral" des suppôts du néonazisme.

Envoi de chars à l'Ukraine: Londres évoque un "impératif moral", nouvelle aide américaine en vue - BFMTV 17 janvier 2023

Les Pays-Bas ont l'"intention" d'envoyer des missiles Patriot à l'Ukraine - BFMTV 17 janvier 2023

Guerre en Ukraine : le secrétaire général de l'Otan promet « davantage d'armes lourdes » livrées à Kiev - Journal du Dimanche 15 janvier 2023

Situation en Ukraine : conférence de presse de Maria Zakharova - lecridespeuples.fr 16 janvier 2023

Source : Ministère de la défense russe

<https://lecridespeuples.fr/2023/01/16/situation-en-ukraine-conference-de-presse-de-maria-zakharova/>

Contrairement à ce qu'ils prétendent, les États-Unis importent massivement du pétrole russe - Réseau Voltaire 16 janvier 2023

Alors que Washington a interdit l'achat de pétrole russe à toute sa population et à ses alliés, il en importe massivement sans violer ses prétendues « sanctions », rapporte *The Telegraph of India* [1].

L'Inde achète pour 1,7 million de barils par jour de pétrole russe. Ce pétrole est raffiné par Nayara Energy et par Reliance Industries, puis revendu légalement aux États-Unis.

Dans la pratique, la guerre économique des États-Unis n'affecte donc plus la Russie, mais exclusivement ses alliés de l'Union européenne qui, eux, sont les seuls à être privés d'hydrocarbures russes. Cette constatation doit être mise en perspective avec le sabotage des pipelines Nord Stream 1 et Nord Stream 2 privant l'Union européenne de sa principale source d'énergie.

Ceci démontre que Washington a parfaitement conscience que Moscou n'a pas envahi l'Ukraine, mais tente d'y appliquer la résolution 2202 du Conseil de Sécurité. L'ensemble de la propagande atlantiste accusant la Russie des pires crimes ne vise donc pas à mobiliser les troupes alliées contre elle, mais à manipuler les Européens pour leur faire accepter une récession économique imposée dans la droite ligne du rapport au Pentagone de Paul Wolfowitz (photo), en 1992 [2]. Le secrétaire d'Etat Antony Blinken et son adjointe Victoria Nuland appartiennent au même groupuscule idéologique que Paul Wolfowitz [3].

Il écrivait à l'époque : « *Bien que les États-Unis soutiennent le projet d'intégration européenne, nous devons veiller à prévenir l'émergence d'un système de sécurité purement européen qui minerait l'Otan, et particulièrement sa structure de commandement militaire intégré* ». Pour le Pentagone, l'ennemi principal ce n'est pas la Russie, mais une Europe indépendante. Réseau Voltaire 16 janvier 2023

[1] « *India's breaking all records for buying Russian oil, but who is the surprise buyer ?* », Parin Balakrishnan, The Telegraph of India, January 16, 2022.

[2] « *US Strategy Plan Calls For Insuring No Rivals Develop* », Patrick E. Tyler, and « *Excerpts from Pentagon's Plan : "Prevent the Re-Emergence of a New Rival"* », New York Times, March 8, 1992. « *Keeping the US First, Pentagon Would preclude a Rival Superpower* » Barton Gellman, The Washington Post, March 11, 1992.

[3] « *Vladimir Poutine déclare la guerre aux Straussians* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 mars 2022.

Ce qui "s'effrite" surtout, c'est la croyance selon laquelle le droit dicterait ses lois à l'économie, alors que la réalité est exactement l'inverse.

La Justice impérialiste s'effrite par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 17 janvier 2023

En temps de paix autant qu'en temps de guerre, la domination occidentale sur le reste du monde, autant que celle des États-Unis sur leurs alliés, passe par l'instrumentation du Droit. Ainsi, les Tribunaux internationaux ne cherchent aucunement à rendre la justice, mais à confirmer l'ordre du monde et à châtier ceux qui le contestent. Le Droit états-unien et le Droit européen servent aussi à contraindre le reste du monde à respecter les politiques de Washington et de Bruxelles. Ce système commence à pâlir.

Pour lire l'article :

<https://www.voltairenet.org/article218657.html>

J-C - Pendant des décennies, de nombreux intellectuels nous ont tenu un discours qui consistait à faire croire que le droit précédait l'économie, parce qu'ils ne tenaient pas à affronter le système économique capitalisme en vigueur, encore moins à rompre avec lui. Pour masquer leur penchant idéologique ou leurs réelles intentions, ils l'affublèrent de vertus qu'il n'avait jamais eu, ils lui attribuèrent la capacité de dépasser ou de résoudre ses propres contradictions, sauf que voilà, hormis partiellement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en recourant à de nouvelles guerres et en se dotant d'un système financier mafieux et criminel tentaculaire, il n'en fit jamais la démonstration ou il échoua misérablement. Soit, ils ne se démontèrent pas pour autant.

Cela ne les empêcha pas d'affirmer que le système capitaliste demeurerait réformable pour l'affubler d'un visage humain, prétention cynique ou grotesque s'il en est, en s'appuyant sur ses institutions internationales, principalement l'ONU, qui disaient-ils serait apte à remplir cette mission sociale, politique, pacifiste, humaniste et j'en passe, sauf que là aussi les Nations Unies depuis son avènement le 24 octobre 1945 démontrèrent exactement le contraire. En réalité, l'ONU fut impuissante à empêcher toutes les guerres qui allaient se dérouler sur tous les continents jusqu'à ce 18 janvier 2023, il y en aurait eu environ 250 durant cette période, pire, l'ONU les cautionna toute d'une manière ou d'une autre au détriment des intérêts de tous les peuples.

Pour autant, obstinément ils continuèrent de louer ce qu'ils appelèrent le droit international et la Charte des Nations Unies au mépris de la réalité, mais pas seulement. Ils adoptèrent ce déni ou se réfugièrent dans cette imposture, parce qu'ils refusaient obstinément à la fois de reconnaître que le système capitaliste était en crise et voué à disparaître, et que par conséquent il reviendrait non pas à l'ONU ou à la classe des capitalistes dans laquelle ils avaient placé tous leurs espoirs de résoudre la crise du capitalisme, mais à la lutte de classe des exploités et des opprimés de la résoudre à leur manière en remplaçant ce mode de production et de répartition des richesses par le socialisme, dont ils ne veulent absolument pas entendre parler.

Et voilà qu'on nous sort que le droit international serait manipulé "*en temps de paix autant qu'en temps de guerre*", tient donc, quel aveu ! Mieux, cela ne daterait pas d'hier, elle est bien bonne celle-là après avoir prétendu le contraire pendant de longues décennies. Pour autant, ne vous attendez pas à ce qu'ils reconnaissent s'être fourvoyés et adoptent le socialisme, non, ils vont se livrer à un tour de passe-passe plutôt maladroit, qui consiste à nous faire croire que la Russie et la Chine principalement, dont le régime est totalitaire, prendraient le relais des puissances occidentales pour enfin instaurer "*une Justice internationale égale pour tous*", exactement comme annoncé en 1945, faisant l'impasse sur le fait que la politique des Etats, et qui plus est des grandes puissances, est avant tout dictée par leurs besoins économiques en matière de développement présent et futur, tout autre considération étant secondaire ou sans intérêt.

La partition ou le scénario et les acteurs sont les mêmes, seule la répartition des rôles est amenée à connaître quelques modifications ou bouleversement sans que les rapports entre les classe n'en pâtissent fondamentalement.

Il s'agit donc de changer les acteurs de cette tragique comédie pour entretenir une illusion qui a fait son temps ou dans laquelle il serait criminel ou fatal de croire plus longtemps. Pour en avoir la preuve, il suffit d'observer avec quelle violence Poutine ou Xi Jinping traitent leurs opposants politiques, je ne parle pas des agents de la CIA ou de la NED dont le sort nous laisse indifférent, j'évoque les militants du mouvement ouvrier, des Africains ou des travailleurs exploités par des entreprises chinoises et particulièrement mal traités. On pourrait aussi évoquer les gigantesques inégalités sociales en Russie et en Chine qui rivalisent avec celles aux Etats-Unis ou chez leurs vassaux occidentaux, leur refus de dénoncer la mystification sanitaire et climatique, la participation d'une très importante délégation chinoise à Davos en ce moment même, leur collusion avec

l'oligarchie anglo-saxonne mondialiste, pourquoi, mais parce qu'ils sont tous logés à la même enseigne ou en proie à la même crise économique qu'ils entendent faire payer à la classe ouvrière du monde entier ainsi que certains pans des classes moyennes.

En conclusion, l'hégémonie économique des Etats-Unis et de la vieille Europe qui dure depuis plusieurs siècles touche à sa fin, d'autres acteurs s'apprêtent à les remplacer pour remplir les mêmes fonctions, préserver le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui profite à une infime minorité de privilégiés au détriment du reste de l'humanité. Ces prétendants disposent d'arguments sérieux, puisque économiques, ils réclament donc une reconnaissance politique équivalente à leur poids économique. Et comme ce sont eux qui sont à l'origine de la croissance mondiale, leurs besoins croissent forcément ou proportionnellement et doivent également pris en compte, si on ne veut pas que la machine se grippe. Ils disposent donc d'un argument de taille pour faire valoir leurs droits auprès de leurs concurrents désormais dépassés.

Du coup, par pure opportunisme ou parce qu'ils croient y trouver leurs intérêts, les intellectuels qui hier encore misaient sur les premiers, misent désormais sur les seconds qui ont pris leur place. Ils ont changé de cheval de bois, sans se rendre compte qu'au manège ils se ressemblent tous ou aucun ne peut échapper au sort que le processus dialectique historique leur a réservé.

Mystification sanitaire.

L'analyste médical de CNN, le Dr Leana Wen, reconnaît le mensonge « *Nous avons compté trop de morts et hospitalisations Covid* » - lemediaen442.fr 17 janvier 2023

Dans un article publié vendredi, l'analyste médical de CNN et chroniqueur du *Washington Post*, le Dr Leana Wen, a admis que la communauté médicale a surestimé le nombre de décès et d'hospitalisations liées au COVID-19. Leana Wen, qui écrit des articles pour le *Washington Post* afin de partager ses observations sur la pandémie, le port de masques... cite des sources affirmant que la plupart des patients diagnostiqués COVID sont en réalité à l'hôpital pour une autre maladie.

L'article intitulé « *Nous surestimons les décès et les hospitalisations liées à la COVID-19. C'est un problème* » a provoqué des réactions de la part des citoyens sur Twitter, rappelant à la principale intéressée qu'elle se prononce « *deux ans et demi trop tard.* » au moment où d'autres citoyens lambda, scientifiques, statisticiens... — que les mainstream les appelaient « *complotistes* » — en faisaient déjà état.

Nous rappelons à nos lectrices et lecteurs que l'analyste médical, Leana Wen, avait précisé en octobre 2021 sur CNN que la société avait une « *obligation d'empêcher* » les personnes non vaccinées de quitter leur domicile et d'infecter les autres, de la même manière que la société a l'obligation de dissuader les conducteurs ivres. Elle poursuivra en ajoutant que « *Les vaccinés ne devraient plus avoir à payer le prix des soi-disant choix des non vaccinés. Je pense que nous devons vraiment préciser qu'il y a des privilèges associés au fait d'être américain. Si vous souhaitez avoir ces privilèges, vous devez vous faire vacciner. Voyager et avoir le droit de voyager d'un État à l'autre – ce n'est pas un droit constitutionnel, pour autant que je sache, de monter à bord d'un avion... Si vous voulez rester non vacciné, c'est votre choix, mais si vous voulez voyager, vous feriez mieux d'aller vous faire vacciner.* »

Pour en revenir à notre chroniqueuse du *Washington Post*, elle a commencé son article en exprimant un certain scepticisme à l'égard des dernières statistiques de décès liées à la COVID-19 du CDC :

« Selon les Centers for Disease Control and Prevention, les États-Unis enregistrent environ 400 décès liés à la COVID-19 chaque jour. À ce rythme, il y aurait près de 150 000 décès par an. Mais ces Américains meurent-ils de la COVID-19 ou avec la COVID-19 ? » Selon elle il faut — avec deux ans de retard — comprendre que cette « distinction est cruciale pour mettre en perspective le bilan continu du coronavirus. Déterminer la probabilité qu'une infection entraîne une hospitalisation ou un décès aide les gens à peser leur propre risque. »

Dans son analyse elle cite comme source le Dr Robin Dretler, médecin traitant à l'hôpital Emory Decatur, qui estime que dans son hôpital, 90% des patients diagnostiqués avec le COVID-19 sont en réalité hospitalisés pour une autre maladie. Selon Dretler, « puisque chaque patient hospitalisé est testé pour le COVID, beaucoup sont d'ailleurs positifs. Si ces patients décèdent, le COVID pourrait être ajouté à leur certificat de décès avec les autres diagnostics. Mais le coronavirus n'a pas été le principal contributeur à leur mort et n'a souvent joué aucun rôle. »

Le changement de position de Leana Wen après avoir servi pendant deux ans les lobbies pharmaceutiques ne passe pas bien auprès des citoyens américains qui ont été discriminés et insultés de complotistes, avec la complicité de fact-checkers qui ont appelé à la censure sur les réseaux sociaux pour faciliter l'imposition de lois liberticides. Le changement de cap semble s'opérer avant que la vérité éclate. lemediaen442.fr 17 janvier 2023

J-C – Petit à petit et par petits bouts la vérité sort enfin... Sans que les criminels qui détiennent le pouvoir ou nous gouvernent ne soient inquiétés, évidemment.

Que signifie le revirement des autorités chinoises ?

Covid-19 en Chine : au moins 60 000 morts selon les autorités sanitaires du pays - AFP/lejdd.fr 14 janvier 2023

Selon les autorités chinoises, ce samedi, le décès d'au moins 60 000 personnes est lié au Covid-19, depuis un mois. Date à laquelle le pays a levé ses restrictions sanitaires.

La Chine a brutalement levé les mesures sanitaires début décembre après trois années de restrictions parmi les plus draconiennes au monde. Le nombre de malades a connu dans la foulée une forte croissance. Des hôpitaux se retrouvent submergés de patients âgés et des crématoriums apparaissent dépassés par l'afflux de corps. AFP/lejdd.fr 14 janvier 2023

J-C – Lire aussi les causeries précédentes où ce sujet avait été abordé quasi-quotidiennement pour bien comprendre de quoi il s'agissait vraiment.

Donc si on comprend bien, du jour au lendemain on serait passé en Chine de 30 à 60.000 morts dus à ce virus. Pendant combien de temps vont-ils continuer à se foutre de nous ?

Si la détection ou distinction entre les virus est aussi aléatoire ou bordélique en Chine qu'ailleurs, rien ne permet d'établir de quel virus respiratoire ces personnes sont décédées, c'est la première chose.

La seconde et non des moindres, pour ne pas raconter ou surtout faire croire n'importe quoi et qui n'est évidemment pas rapportée par l'AFP, c'est de savoir en quel état de santé étaient ces personnes et quel était leur âge.

Si elles avaient des comorbidités et/ou étaient très âgées, elles font partie des personnes vulnérables qui sont emportées prématurément chaque année après avoir été en contact avec des virus ou des bactéries spécifiques, pour ainsi dire naturellement, il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans, sauf si on fait l'impasse sur cette donnée pour donner une importance démesurée à quelque chose qui ne le mérite pas à des fins idéologiques.

Dernier élément à prendre en compte. Les autorités chinoises ont manipulé pendant trois ans toutes les données sanitaires à des fins politiques internes et externes. Bien qu'elles aient adopté à la lettre ou avec zèle les mesures liberticides recommandées par l'OMS-Gates-Rockefeller-Davos contre le peuple chinois, elles ont été vivement critiquées par les Etats occidentaux pour ne pas avoir recensé plus de décès du covid parmi leur population.

Il faut bien comprendre qu'ils ne pouvaient pas leur reprocher d'avoir mis en œuvre ces mesures liberticides trop rapidement, et d'avoir ainsi freiné ou stoppé la propagation de ce virus, personne ne l'aurait compris, toujours est-il que cela aurait permis de comptabiliser des millions de morts et de servir d'épouvantail pour terroriser le reste du monde, une arme dont ils ont dû finalement se passer.

Et voilà qu'en janvier 2023, les occidentaux remettent cela après l'abandon de ces mesures liberticides par la Chine, alors qu'eux comptent continuer de se servir le plus longtemps de cette mystification contre leurs peuples, ils sont terrifiés à l'idée qu'à cette occasion on découvre leur gigantesque supercherie, il faut absolument dorénavant qu'un grand nombre de Chinois meurent du covid, c'est indispensable pour justifier leur propre discours alarmiste et le recours à nouveau à ces mêmes mesures, masque, test PCR, geste barrière, confinement, "vaccination", etc.

Il semblerait que les autorités chinoises se soient pliées à cette mascarade qui ne leur coûte rien. D'autant plus que les Chinois continuent massivement de porter des masques ou se comportent comme des zombies. C'est terrible ou même effrayant de constater à quel point un peuple entier en est rendu à un tel stade de soumission, de résignation, comme lobotomisé ou réduit à l'état cérébral végétatif. Si maintenant cela peut rendre service aux régimes occidentaux en bute à des crises sociales et politiques de faire croire que des centaines de milliers ou des millions de Chinois vont mourir du covid et que cette menace pèse toujours sur la population mondiale, pourquoi pas si en retour ils leur lâchent un peu les basques...

Rappelons pour finir ce qu'on cherche à tout prix à nous faire oublier, à savoir que partout dans le monde depuis la nuit des temps les hommes meurent rarement de morts naturelles ou lorsque biologiquement un ou des organes essentielles sont usés ou ne sont plus en mesure de remplir leurs fonctions, dans plus de 95% des cas d'autres causes précipitent leur fin ou mettent fin prématurément à leurs jours, il arrive même de plus en plus souvent qu'ils soient malades ou diminués, médicalement assistés pendant des années ou des décennies avant de trépasser, une infime minorité parmi les hommes meurent de leur belle mort comme l'on dit pendant leur sommeil d'un arrêt du cœur au-delà de 80 ou 90 ans.

Quelques données sur la Chine.

- 9.811.000 décès ont lieu annuellement en Chine. Environ 2 millions de Chinois succombent au cancer annuellement. (globometer.com)

- La pollution (2,2 millions), l'obésité (300.000 morts), le tabagisme (1,4 million) et les accidents (800.000 morts), en majorité liés à la circulation, tuent plus de 4,7 millions de Chinois chaque année, selon une étude publiée dans The Lancet. sciencesetavenir.fr 01 septembre 2014

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 22 janvier 2023.

Ne serait-ce pas légitime d'acquiescer pour commencer ce début de conscience politique ?

Quand les acteurs économiques qui préconisent de réduire la consommation sont les mêmes que ceux qui l'ont encouragée et s'y adonnent sans restriction, quand les acteurs politiques qui condamnent la guerre sont les mêmes que ceux qui l'ont fomentée et la financent, quand les mêmes vous incitent à changer votre comportement pour qu'ils n'aient pas à changer le leur, quand ceux qui fustigent la désinformation n'ont jamais cessé de vous mentir ou tromper sciemment sur tout jusqu'à ce que la vérité les submerge, il faudrait être naïf ou dérangé pour les croire, non ?

Alors pourquoi ne pas rompre avec eux, avec tout ce qu'ils représentent, avec leur idéologie cruelle et cynique, barbare, avec la multitude d'idées fausses ou néfastes qu'on a adoptées un jour sans savoir trop pourquoi, que par ignorance ou méprise on avait prises pour des connaissances et qui n'étaient en fait que de vulgaires croyances, avec des habitudes comportementales qui relèvent du conformisme dont nous avons été imprégnés dès notre naissance et qui ont fait de nous des esclaves au lieu d'être des hommes ou des femmes indépendantes épris de justice et de liberté ?

Vous avez dit que la médecine était pourrie en France ? Le témoignage reçu de ma seconde sœur.

En 2020, j'ai été opéré à nouveau des intestins, j'avais des adhérences, une occlusion intestinale avec perforation. Au bout de 12 jours je sors de l'hôpital, ma cicatrice pas terrible, le lendemain matin j'ai appelé en urgence mon infirmière, ma plaie m'avait mouillé tout mon pansement, en fait j'avais une première infection, retour à l'Hôpital, il me nettoie et je repars. J'ai eu 4 infections, les 3 premières n'inquiétaient pas mon chirurgien, c'est mon infirmière qui m'a dit d'aller voir mon généraliste et faire un prélèvement. J'avais seulement un staphylocoque doré!!!! Alors prise d'antibiotiques à forte dose. Bravo l'hôpital !!! Donc maintenant je me méfie encore plus qu'avant.

Je vais ajouter un mot qu'elle lira.

On a tous un tas d'histoires épouvantables du même genre à raconter, qui nous sont arrivées ou qu'on nous a racontées.

C'est un véritable cauchemar, effectivement ! Il est pour ainsi dire interdit de tomber malade... et de vieillir, de devenir vieux, et c'est pourtant ce qui est en train de nous arriver à notre âge (64 et 67 ans). Personne n'y échappera un jour, alors il vaut mieux en prendre conscience ou notre part, et tout faire pour ménager notre monture, l'entretenir du mieux possible, non pas pour qu'elle dure le plus longtemps possible, car ce genre d'acharnement est malsain, mais pour qu'elle demeure en bon état de marche le temps qu'il nous reste à vivre.

Ces maladies ou ces expériences malheureuses du corps médical nous ont au moins permis de prendre conscience d'un certain nombre de choses ou d'en tirer des enseignements. C'est ce qu'on

doit garder à l'esprit et cultiver, partager. Le présent appartient à ceux qui peuvent se projeter dans le futur, de manière d'autant plus désintéressée qu'il nous reste peu de temps pour en profiter.

C'est seulement si on n'a pas le sens de la propriété, si on n'est pas attaché à la vie plus que cela, et si en plus on a la conviction d'avoir été honnête tout au long de notre vie, de n'avoir jamais manqué de respect envers les autres, hormis peut-être exceptionnellement quand les conditions nous y avaient conduit malgré nous et qu'on l'a assumé par la suite, on aura le droit de partir l'esprit tranquille, que demander de plus franchement, au hasard : Que vive le socialisme !

Voilà qu'ils s'en vantent les assassins !

Les médecins lui affirment à 10 reprises que sa fille va bien, elle avait en réalité une leucémie - Yahoo

J-C - Cette rubrique est animée par un médecin spécialement recruté par Yahoo, Davos !

Bienvenue dans leur monde de dégénérés.

Woke, féminisme corporatiste et prostitution ou toutes des putes !

Isabelle Mergault "*support masturbatoire*" ? Un auditeur surprend l'actrice en direct dans Les Grosses Têtes - Purepeople

Je milite donc je deviens lesbienne : "*Pendant 20 ans, j'ai cru que je n'aimais pas le sexe*" - Yahoo

J'ai trois amants car mon mari est trop traditionnel au lit - Closer

Comment ils vous empoisonnent délibérément.

Attention, cette boisson peut doubler votre risque de cancer de l'intestin - Yahoo

A l'usine ou chez les pauvres cela ne risque pas d'arriver !

Une femme victime d'un cancer à cause de sa manucure - Yahoo

Question existentielle à devenir fou ou folle : Docteur (Big Pharma) est-ce que je pisse trop ou pas assez ?

Le cancer de la vessie est le 7e le plus fréquent en France : les 5 signes qui doivent vous alerter - Yahoo

Cela pourrait-il avoir un rapport de cause à effet, qui sait ?

Blanchâtre, tachetée, lisse : voici ce que dit votre langue sur votre santé - Yahoo

Vos culottes ont des taches blanches ? Voici ce que cela révèle sur votre vagin - Yahoo

Big Brother veille !

Les saisies d'œufs de contrebande en hausse aux États-Unis - Courrier international 20 janvier 2023

Le prix des œufs a bondi de 60 % en un an aux États-Unis. Le Service des douanes et de la protection des frontières rapporte une augmentation du nombre de confiscations et d'amendes à la frontière américano-mexicaine. Courrier international 20 janvier 2023

L'anarchie du capitalisme conduit à la surproduction et la crise du capitalisme à des périodes de pénuries, quand ils ne les organisent pas eux-mêmes pour en tirer un maximum de profit.

Pénuries : ces aliments vont manquer dans les supermarchés en 2023 - Yahoo 18 janvier 2023

Les pénuries de produits sont désormais monnaie courante dans les supermarchés. En poussant leur caddie, les clients sont confrontés à des ruptures de stocks sur de multiples produits. Et cela ne devrait pas s'arranger en 2023. Tour d'horizon non exhaustif des produits qui devraient manquer dans les rayons cette année.

La viande rouge

Le riz

Les pois chiches

Les champignons

Moutarde, pain, farine, huile de tournesol

L'Union européenne face à une pénurie de médicaments - Euronews 18 janvier 2023

L'Union européenne connaît des pénuries de médicaments. Les antibiotiques, comme l'amoxicilline, ou les produits contre le rhume, la grippe et autres infections respiratoires sont parmi les plus touchés. Il en va de même pour les traitements pédiatriques.

La situation est considérée comme critique dans la plupart des pays membres. Si les traitements ne sont pas menacés dans les pharmacies, les experts appellent tout de même les citoyens à ne pas constituer de réserve.

Une étude récente en Espagne indique par exemple que les pénuries ont progressé de 38% en un an. L'inflation, la hausse des prix de l'énergie, la crise des matières premières et l'impact de la pandémie de covid-19 expliquent ce phénomène. Euronews 18 janvier 2023

J-C – En cas de rhume, grippe, etc. pendant quelques jours, une grosse dose de vitamine C et D, du zinc et du magnésium, et pas besoin de médicaments chimiques de synthèse. Profitez-en la consultation est gratuite !

Psychopathie aggravée. Après au secours il fait trop chaud, au secours il fait trop froid.

Un record depuis 20 ans: il fait -62,7°C à Iakoutsk, la ville la plus froide du monde - BFMTV 19 janvier 2023

Plus de 20 ans qu'il n'avait pas fait si froid. Par ailleurs le mois le plus froid de l'année dans la ville.

Qui alimente cette psychose ?

Ce nouveau record intervient seulement deux jours après que le mercure est déjà descendu à -50°C, rapporte CNN. BFMTV 19 janvier 2023

Grève du 19 janvier et « marche » du 21 janvier 2023

Polémique sur le nombre de participant à la « marche » du 21 janvier 2023 à Paris.

Les organisateurs ont comptabilisé 150 000 participants à ce rassemblement parisien entre les places de la Bastille et de Nation.

Le cabinet d'études et de conseil Occurrence a comptabilisé 14.045 personnes seulement, 12.000 d'après une source policière à BFMTV.

J-C- A ce jeu-là, ce n'est pas qui dit mieux, mais qui dit moins je t'embrouille !

Un mot rapide sur le cabinet Occurrence. Dis-moi qui tu es, et je saurais de quoi tu es capable !

Wikipédia qui appartient à la même famille du mondialisme nous dit que : *"ce n'est qu'en 2017 que ces comptages trouvent un écho médiatique, à la suite de la création d'un collectif de médias à l'initiative du journaliste politique Thomas Legrand"*.

Ensuite on apprend que Thomas Legrand collabore régulièrement à Slate.fr et Paris Match.

Slate.fr a été cofondé par le banquier J. Attali, et depuis juin 2017 Ariane et Benjamin de Rothschild en sont les principaux actionnaires.

Quant à Paris Match est la propriété de Vincent Bolloré. Thomas Legrand est également conseiller de la rédaction pour le Supplément Politique sur Canal+ qui appartient aussi à Bolloré.

Sans rire, Occurrence recourt à un algorithme (de comptage), le même procédé employé par le GIEC pour instrumentaliser frauduleusement les aléas climatiques, à tel point nous dit-on, que *"plusieurs experts en mesures statistiques, dont notamment le professeur Bruno Andreotti,*

soulignent les limites techniques et méthodologiques du dispositif mis en place par le cabinet Occurrence pour le comptage des manifestants", une formule courtoise pour caractériser ce qu'il faut bien appeler des manipulations grotesques à répétition.

Occurrence est une filiale depuis 2022 du groupe IFOP qui a cédé ses parts au gestionnaire d'actifs LFPI en juillet 2022. (Source : Wikipédia et mrnews.fr 31 juillet 2022)

J-C – Comme quoi je ne suis pas sectaire !

Supplément à Informations ouvrières (POI-Nupes), vendredi 20 janvier 2023 (4 pages)

http://partiouvrierindependant-poi.fr/wp-content/uploads/2023/01/SUP_Informations-ouvrieres-740_20-janv-2023.pdf

Qui a dit ? Pas de sens, vraiment ?

- « *Cette réforme n'a pas de sens* » et Emmanuel Macron « *ne tiendra pas* », ajoutant à propos du président de la République : « *Il faut qu'il arrête, cela n'a pas de sens, ce bras de fer est inutile [...], cela l'honorerait.* »

Réponse : Jean-Luc Mélenchon, chef de file des Insoumis, au début de la manifestation à Marseille.
RT 19 janvier 2023

Quelques infos sur le déroulement de mobilisation du 19 janvier 2023.

Entendu à Marseille dans la manifestation. Travailler pour vivre ou vivre pour travailler ?

- « *Je n'ai pas envie de mourir au travail* »

AFP/RT - Les représentants des syndicats se sont réunis en fin d'après-midi de ce 19 janvier au siège de Solidaires, après une journée de grève et de manifestations qui a réuni selon la CGT plus de deux millions de personnes, et 1,12 million selon le ministère de l'Intérieur et plus de deux millions selon le secrétaire général de la CGT.

Plus de 200 manifestations ont eu lieu à Paris et en régions, très majoritairement dans le calme.

Quelque 400 000 personnes ont manifesté à Paris contre la réforme des retraites, selon la CGT, 80 000 à Paris selon le ministère de l'Intérieur

Le leader des insoumis Jean-Luc Mélenchon a estimé que les syndicats unis ont réalisé «*une démonstration impressionnante de leur audience populaire*» et qu'Emmanuel Macron a perdu la «*première manche*» d'un conflit appelé à durer.

Contre la réforme des retraites, les syndicats appellent à une nouvelle mobilisation le 31 janvier - 19 janvier 2023 AFP/RT

Réforme des retraites : malgré l'ampleur de la mobilisation, l'exécutif ne compte pas reculer - Europe1 20 janvier 2023

Un conseiller du gouvernement réaffirme d'ailleurs la détermination de l'exécutif : *"On ne bougera pas, on ne le peut pas, sinon le président perd toute crédibilité pour les quatre prochaines années"*. Le texte sera donc présenté en Conseil des ministres lundi, comme prévu. Europe1 20 janvier 2023

En famille. Tartufferie ou tous soumis à leur souverain.

Retrait inconditionnel ou Macron le tyran dehors ! Il n'existe pas d'autres alternatives.

La question n'est pas de savoir si le système de retraite actuel est viable ou non à court, moyen ou long terme, s'il est compatible ou non avec la politique ultra libérale de Macron, mais qui des aspirations des travailleurs ou des besoins du capitalisme sont légitimes et doivent être pris en compte.

Si le système économique est incompatible avec la satisfaction des besoins élémentaires des travailleurs, il doit disparaître et ses représentants doivent être chassés du pouvoir, à commencer par Macron, la Ve République et le capitalisme doivent être abolis, la République sociale et démocratique instaurée.

Explication.

Il faut partir du constat, que l'état actuel du système des retraites et sa pérennité dépendent essentiellement de facteurs économiques, qui concourent à sa viabilité ou au contraire à sa mise en faillite. Il faut ensuite préciser que les capitalistes et leurs représentants sont les seuls décideurs en la matière, ce sont eux uniquement qui possèdent le pouvoir de décider sur quels facteurs agir pour assurer la survie et l'amélioration ou la détérioration du système de retraites en vigueur.

Autrefois à l'issue d'une telle mobilisation, le même jour en fin d'après-midi le gouvernement recevait une délégation des syndicats pour leur indiquer quelle suite il entendait donner aux mesures contestées par les syndicats et les manifestants, souvent il annonçait qu'il était prêt à les amender ou à faire quelques concessions, parfois il annonçait purement et simplement qu'il retirait son projet. Dès lors on savait à quoi s'en tenir le jour même et la suite de la mobilisation pouvait être annoncée dans la foulée, s'il s'agissait d'une grève, un appel à la poursuivre le lendemain pouvait être envisagé ou une nouvelle manifestation les jours suivants.

Dorénavant plus rien de tout cela. Ils communiquent par médias interposés, et la prochaine action, qui peut être annoncée le jour même, car déjà programmée par les bureaucrates syndicaux, est renvoyée à plusieurs semaines ou davantage, d'ici là elle sera entrecoupée d'actions sectorielles ou par catégories professionnelles histoire de briser l'unité qui avait pu se réaliser le premier jour et qui pouvait augurer une mobilisation encore plus forte la fois suivante, ce qu'il faut éviter à tout prix.

Durant cette période tout sera fait pour diviser les travailleurs, notamment à travers des déclarations contradictoires et autres manœuvres destinées à instaurer le doute dans la tête des travailleurs sur les réelles intentions de ces dirigeants et leur chance d'obtenir satisfaction, entamer leur détermination pour qu'ils se démobilisent ou se résignent.

Louis Boyard: "Je trouve la posture du président de la République arrogante, à son habitude" - BFMTV 20 janvier 2023

Emmanuel Macron en Espagne pendant la grève: pour Olivier Besancenot, "c'est super méprisant" - BFMTV 19 janvier 2023

J-C - Non, il est normal que le banquier Macron méprise les travailleurs, c'est très bien ainsi, au moins on connaît ses intentions. Qu'est-ce qu'ils lui reprochent au juste, sinon de ne pas être aussi hypocrite qu'eux, on est en droit de le penser.

Bref, c'est une affaire de rivalité entre eux, dont nous ne devons pas être les arbitres ou plutôt, ni les uns ni les autres ne sont dignes de confiance pour représenter les intérêts des travailleurs, qui doivent désigner leurs représentants parmi les militants des organisations qui combattent à leur côté pour mener leur lutte jusqu'à l'émancipation du capital, et non pas parmi ceux qui entendent s'accommoder du capitalisme et n'ont eu de cesse de nous trahir.

François Ruffin: "On a un irresponsable aujourd'hui à la tête du pays" - BFMTV 21 janvier 2023

J-C - Pas du tout, il gouverne pour la classe dont il est le représentant, sans masque, il n'est pas comme vous. Qu'est-ce qui vous choque, qu'il apparaisse tel qu'il est, peut-être parce que vous ne l'avez jamais décrit ainsi pour justifier de continuer à avoir des relations avec lui, c'est bien cela n'est-ce pas, parce que vous n'avez jamais envisagé de rompre avec Macron et la Ve République. On le savait déjà !

"Choisissez votre camp": Mélenchon critique le soutien de Musk à la réforme des retraites - BFMTV 21 janvier 2023

J-C - Il en tient une épaisse couche d'opportunisme ! Vous vous voyez dire à un milliardaire : Cher monsieur, "*choisissez votre camp*", comme si ce n'était pas fait depuis longtemps, sinon il ne serait jamais devenu multi milliardaire !

Mélenchon nous prend pour des cons ou plutôt il nous révèle quel camp il a choisi, par le nôtre évidemment, sinon il ne s'adresserait pas de cette manière-là à Musk. Il tiendrait à le légitimer, qu'il ne s'y prendrait pas autrement, car imaginez un instant que Musk lui réponde, j'ai réfléchi vous avez raison, je vais me ranger à vos côtés contre Macron, et Mélenchon célébrerait sa grandeur d'âme, sa générosité, oubliant d'un coup comment il a bien pu accumuler une telle fortune, à laquelle il ne renoncerait pas pour autant, ce dont se foutrait éperdument Mélenchon. C'est vraiment un pauvre type, un sale type finalement, car il sait ce qu'il dit et fait.

Ne dit-on qu'il faut battre le fer tandis qu'il est chaud ? Temporisation et manœuvres des briseurs de grève.

Retraites : après une mobilisation importante, notamment dans les villes moyennes, les syndicats temporisent - publicsenat.fr 20 janvier 2023

L'horizon du 31 janvier fixé par les syndicats comme prochain rendez-vous du mouvement social, a pu interroger. Pourquoi attendre 12 jours alors qu'après ce premier coup de semonce réussi, on

aurait pu s'attendre à ce que l'intersyndicale embraye pour capitaliser sur ce succès. Maxime Quijoux identifie deux paramètres qui pourraient expliquer cette temporisation des syndicats et cette recherche d'un « *point d'équilibre* », qui « *peut être insatisfaisant pour les partisans d'une mobilisation plus forte et plus rapide.* »

Premièrement, l'unité et le front syndical étant « *la boussole principale des organisations syndicales* », entamer le mouvement par « *des formes incantatoires d'appels à la grève générale reconductible* » aurait pu froisser la CFDT, ce que veulent éviter les autres centrales syndicales : « *La CFDT n'est pas une organisation qui a l'habitude de battre le pavé. Or, l'idée est de ne pas trop crispier les uns et les autres, d'avoir des mots d'ordre moins radicaux, mais plus unitaires, pour continuer cette unité syndicale le plus longtemps possible. Les syndicats voient cela comme la seule manière d'avoir une issue victorieuse à ce conflit.* » publicsenat.fr 20 janvier 2023

J-C - Question : "*Une issue victorieuse à ce conflit*" pour qui, les travailleurs ou Macron-BlackRock ?

Et ils nous refont le coup du "*rapport de force avec le gouvernement*" qui sert habituellement de prétexte pour ensuite accuser les travailleurs d'être responsables de l'échec d'une bataille, parce qu'ils n'auraient pas été assez nombreux à se mobiliser, alors qu'ils auront tout fait pour qu'il en soit ainsi, soit en recourant dès le départ à un double langage, c'est encore le cas aujourd'hui, soit en recourant à une série de journées d'action au lieu de poursuivre immédiatement dans la lancée, c'est aussi le cas aujourd'hui, soit en n'inscrivant pas leur combat dans une perspective politique plus large qui permettrait de souder l'ensemble des travailleurs contre le régime.

RT - Il faut "*établir un rapport de force avec le gouvernement*", "*Nous ne sommes qu'au début du processus*". Vous avez déjà entendu ce genre de discours des centaines de fois et vous en connaissez à l'avance les conséquences ou conclusions : La défaite annoncée.

Alors que la première journée de grève contre la réforme des retraites a rassemblé plus d'un million de personnes en France, la CGT-Cheminots veut inscrire la mobilisation dans la durée pour «*établir un rapport de force*» avec le gouvernement.

«*Il est très probable qu'on fera plus que le 31. Après, est-ce que ce sera avant ou après, ça, c'est ce dont on va discuter cet après-midi*», a-t-il insisté, soulignant «*la très très forte détermination des agents pour peser*» dans le débat sur les retraites. «*Nous ne sommes qu'au début du processus et le gouvernement a l'air de considérer qu'il y a eu une manifestation, c'est comme ça, c'est un témoignage*», a observé le secrétaire général de la CGT-Cheminots Laurent Brun RT 20 janvier 2023

J-C - Et c'est reparti pour 2, 3 tours ou plus... jusqu'à épuisement ou résignation !

- En attendant, l'intersyndicale appelle à "*multiplier les actions*", "*notamment autour du lundi 23 janvier*", jour de la présentation de la loi en Conseil des ministres. BFMTV 21 janvier 2023

BFMTV - Au sortir de la mobilisation du jour, l'ex-candidat à la présidentielle s'est aussitôt projeté vers la "*deuxième phase*" du mouvement social, comme le montre cette note publiée sur son blog.

Avec un conseil à l'attention des syndicats: proposer une journée de mobilisation un week-end afin de permettre l'"*action conjointe*" des différents opposants à la politique de l'exécutif.

"Puis viendra la deuxième phase", a ainsi écrit Jean-Luc Mélenchon: "Ce sera celle où les syndicats décideront une action conjointe avec les autres secteurs de la société en appelant à une date de rassemblement et d'action un samedi ou un dimanche".

Car après un jeudi de grève très suivi, après une marche des jeunes ce samedi, il s'agit à présent pour le fondateur de la France insoumise de réussir *"l'élargissement du front de lutte"*. *"L'idée est que cette bataille ne concerne pas seulement les salariés en emplois. Elle concerne au premier chef tout autant les chômeurs et les jeunes en formation. La stratégie d'élargissement leur est destinée en premier lieu"*, a-t-il expliqué.

En conséquence, *"facs et lycées doivent se mettre en mouvement"*, a-t-il prolongé. Jean-Luc Mélenchon a ensuite incité d'autres secteurs de la société à rallier les rassemblements, s'adressant aux *"classes moyennes, cadres et les petits patrons et commerçants"*. BFMTV 22 janvier 2023

En 2016 lors de la bataille contre loi travail dite El Khomri, ils avaient organisés 14 journées d'action pour briser la détermination des travailleurs qui y étaient opposés et qui s'étaient mobilisés pour son retrait, vous connaissez la suite, cette loi scélérate anti-ouvrière fut adoptée.

Dans un contexte différent, si la classe ouvrière et des pans entiers des classes moyennes ainsi que la jeunesse se mobilisaient ensemble pour obliger Macron à retirer son projet de contre-réforme des retraites, après avoir manifesté majoritairement à de multiples reprises au cours des dernières décennies leur méfiance ou leur rejet massif des partis et syndicats qui organisent aujourd'hui la mobilisation contre Macron, il faudrait en tirer l'enseignement politique que la détérioration de leurs conditions a atteint un tel degré et que leur niveau de conscience a suffisamment progressé, pour que la combinaison de ces deux facteurs déterminant l'emporte sur toute autres considération et submergent ses organisateurs, ce qui témoignerait de leur volonté d'infliger une défaite politique à Macron, voire à trouver une issue politique à la crise qui ronge inexorablement le régime en place.

Autrement dit, si des millions de travailleurs de toute condition déferlaient dans la rue, ce serait à la fois contre Macron et ceux qui prétendent les représenter, reste à savoir si au cours de ce processus, ils trouveraient la voie pour s'organiser ou créer leurs propres organismes indépendant de pouvoir en intégrant les milliers de militants du mouvement ouvrier combattant sincèrement à leurs côtés, pour continuer le combat jusqu'au retrait de cette contre-réforme ou chasser Macron.

C'est la stratégie politique que je propose aux lecteurs d'adopter.

Faites tomber les masques. Le vrai visage des libertariens prétendument progressistes ou humanistes selon des opposants à Macron.

Elon Musk soutient la réforme des retraites du gouvernement - Le HuffPost 22 janvier 2023

Le milliardaire propriétaire de Twitter a écrit sur son réseau social pour apporter son soutien à la réforme des retraites voulue par Emmanuel Macron. Le HuffPost 22 janvier 2023

J-C - De la droite conservatrice, souverainistes, issus de l'extrême droite ou affichant leur proximité avec l'extrême droite, partisans ou admirateurs de Trump, etc. ils sont nombreux sur les réseaux dit sociaux à soutenir ce courant politique, qui n'est finalement qu'une variante du néolibéralisme au sein du parti républicain aux Etats-Unis.

C'est un puissant rival organisé au sein du clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialiste. Elon Musk ne fait pas partie des GAFAM, il en est un allié, sinon il ne serait jamais parvenu à accumuler une telle richesse, ils l'auraient brisé avant ou liquidé physiquement.

En France, ce courant idéologique a conquis certaines personnalités. Ils sont facilement repérables. Ils font partie de ceux qui se sont opposés à la dictature sanitaire planétaire de l'OMS-Gates-Rockefeller-Davos durant les trois dernières années, à juste titre soit dit en passant, et qui disposaient d'un réseau ou d'une couverture médiatique suffisamment large pour attirer et mobiliser les membres des classes moyennes ou les intellectuels qui rejetaient toutes les mesures liberticides qui nous ont été imposées par Macron. Bref, Ils les ont instrumentalisés de sorte qu'ils ne constituent jamais un pôle de regroupement politique opposé au régime indépendant, et ils en recrutèrent certains parmi eux au passage. Ils s'en servirent pour distiller leur idéologie extrémiste de droite au sein des classes moyennes, au détriment de qui direz-vous peut-être, mais du mouvement ouvrier dont ils se sont écartés un peu plus, c'était aussi leur objectif, si bien qu'aucun parmi les crétins qu'ils prirent dans les mailles de leur filet ou manipulèrent ne s'en rendit compte !

Pendant 2 ans, sans jamais me compromettre, j'ai participé à un blog d'un médecin pour me rendre compte par moi-même de leur manière de procéder, et voir comment leur mentalité et comportement évoluaient, et je n'ai pas été déçu, cette expérience me permit d'apprendre beaucoup de choses sur ce sujet.

Fascinant. Quand Macron évoque son régime fascisant qui soutient le régime néonazi ukrainien.

Selon Macron, "*il nous manque quelques éléments de réponse*" face à l'extrême droite - BFMTV 19 janvier 2023

"On n'arrive pas à rappeler cette histoire et ces spécificités de l'extrême droite" pour qui "c'est l'Etat de droit qu'il faut changer", a-t-il relevé en marge d'un sommet franco-espagnol, soulignant que "la liberté des journalistes, la liberté universitaire et académique, l'indépendance des magistrats (étaient) menacées" dans les pays où elle parvenait au pouvoir. En outre "l'extrême droite dans son histoire, parfois dans certaines de ses composantes, a un rapport à l'antisémitisme, au racisme, à la xénophobie", a-t-il rappelé.

Emmanuel Macron a mis en garde contre *"une confusion des esprits", qui "s'installe, par pragmatisme diraient certains, par glissement ou faiblesse, moi je dirais plutôt", quand "on va accompagner progressivement un mouvement de normalisation de l'extrême droite parce que ça arrange de faire des accords. Moi je crois que ce n'est pas bon".*

"Il faut être intraitable dans cette matière mais intraitable en tirant les conséquences pour nous - mêmes (...) en terme d'efficacité politique, de revitalisation du champ politique, démocratique, et républicain. Et donc en revigorant notre capacité à faire, sur le plan national et européen", a-t-il plaidé.

Face aux "peurs" suscitées par les "transitions", notamment énergétique, *"il nous faut, nous démocrates progressistes (...) savoir apporter des réponses qui permettent de proposer un avenir possible et qui rassurent", a-t-il énuméré.*

"Il nous faut retrouver de la capacité à protéger mieux, sur le plan sécuritaire, sur le plan économique, industriel, sans doute les classes populaires et les classes moyennes", a-t-il insisté. "C'est parfois quand nous n'arrivons pas à avoir des résultats suffisamment vite et forts et à convaincre qu'on a nos compatriotes qui se tournent vers l'extrême droite".

Enfin *"nous ne devons pas oublier de défendre la démocratie et l'État de droit"* qui restent *"fragiles"* et ne sont pas *"un acquis"*, a-t-il conclu. BFMTV 19 janvier 2023

J-C – Délirant, n'est-ce pas ? C'est à cela qu'on reconnaît un tyran justement...

Totalitarisme. Nous sommes en dictature chut !

J-C - Chut, s'exclament en chœur les dirigeants de la fausse gauche et extrême gauche, qui parce qu'ils continuent de collaborer avec le représentant du nouvel ordre mondial totalitaire de Davos, Macron, ne peuvent pas caractériser le régime tel qu'il est. Ils partagent donc avec Macron la responsabilité des conséquences épouvantables de cette dictature.

José Garcia dénonce la censure de l'humour : « On nous empêche de rire ensemble. Il y a une sorte de dictature ! » - lemediaen442.fr 21 janvier 2023

José Garcia dénonce la censure de l'humour dans la société actuelle et compare celle-ci à une dictature.

José Garcia a déclaré lors d'une interview sur France Bleu que notre société actuelle manque d'humour et que celui-ci est de plus en plus censurée. *« Quand une société va bien, il y a beaucoup d'humour. Ce que je trouve très scandaleux maintenant, c'est que tout a été fait pour enlever le principe de choquer. C'est ça qui m'inquiète. »*, a déclaré l'acteur et humoriste. Il ajoute que *« de nos jours, on nous empêche de rire ensemble et ça c'est très douteux parce que c'est comme ça que une société va bien. On ne manque pas d'humour mais il est écrasé, il est interdit. Quand on veut rentrer dans une dictature, la première chose qu'on enlève c'est l'humour et il y a une sorte de dictature ! »*

Vidéo de l'entretien.

<https://www.youtube.com/watch?v=Q8XwryESuSw>

Corruption au sommet des institutions de la Ve République. La blanchisseuse du Palais.

Covid-19 : la mise en examen d'Agnès Buzyn, pour sa gestion de la crise, annulée par la Cour de cassation - Journal du Dimanche 20 janvier 2023

Depuis le 10 septembre 2021, l'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzyn est poursuivie pour mise en danger de la vie d'autrui dans l'enquête sur la gestion de l'épidémie de Covid-19. Ce vendredi, la Cour de cassation a annoncé annuler cette mise en examen. Journal du Dimanche 20 janvier 2023

La direction du parti social-libéral libertaire reste aux commandes.

Congrès du PS : le Parti annonce la victoire d'Olivier Faure avec 50,83 % des voix - Journal du Dimanche 20 janvier 2023

Le Parti socialiste a annoncé ce vendredi qu'Olivier Faure conservait de justesse son poste de Premier secrétaire. Avec 50,83% des voix, il a devancé Nicolas Mayer-Rossignol qui dans la nuit avait revendiqué la victoire.

Mais dans un communiqué publié dans la foulée, Nicolas Mayer-Rossignol a contesté la victoire d'Olivier Faure et réaffirmé que « *les militants socialistes nous ont placé en tête à au moins 50,5 % contre 49,5 % pour la direction sortante* ». Il a aussi assuré que « *des irrégularités graves et manifestes (scrutateurs expulsés des bureaux de vote, refus de présentation de pièces d'identité, urnes déplacées dans des pièces séparées et fermées...), dont les preuves factuelles sont publiques, ont malheureusement été constatées* ».

Auparavant, dans la nuit de jeudi à vendredi, les deux candidats avaient à tour de rôle revendiqué la victoire. Journal du Dimanche 20 janvier 2023

En complément. Réunion de famille de la réaction.

À Barcelone, Emmanuel Macron et Pedro Sanchez signent un «traité d'amitié et de coopération» - Europe1 19 janvier 2023

La guerre, c'est la paix ! L'UE ou l'OTAN politique vassale des Etats-Unis.

"Investir plus dans nos forces armées" : l'appel de Macron et Scholz pour la "souveraineté" de l'Europe - BFMTV 22 janvier 2023

Après des mois de relations franco-allemandes plus ou moins tendues, Emmanuel Macron et Olaf Scholz publient une tribune commune où ils demandent plus d'investissements pour les armées européennes. BFMTV 22 janvier 2023

Défense : Emmanuel Macron annonce une hausse d'un tiers du budget des Armées - Journal du Dimanche 20 janvier 2023

Un véritable coup de pouce financier pour l'Armée. Présent dans les Landes pour présenter ses vœux aux armées, Emmanuel Macron annoncé que, dans le cadre de la future loi de programmation militaire (LPM), le budget des Armées sera augmenté d'un tiers sur la période 2024-2023, soit une hausse de 400 milliards d'euros. « *La LPM traduit les efforts du pays en faveur de ses armées* » et « *ces efforts seront à proportion des dangers, c'est-à-dire considérables* », a-t-il déclaré, en ajoutant « *qu'après avoir réparé les armées, nous allons les transformer* ».

Cette loi poursuivra l'effort financier en matière de défense après une LPM 2019-2025 de 295 milliards d'euros, qui avait mis fin à des années de coupes budgétaires dans les armées. Elle est très

attendue, alors que la guerre en Ukraine a mis en lumière des faiblesses dans le dispositif militaire français.

« Au total ces deux lois de programmation militaire auront donc conduit à un doublement des budgets de nos armées », a souligné le président de la République, relevant que « ce sont des moyens considérables qui amplifient un effort de défense dont la dynamique est sans précédent depuis cinq décennies », mais aussi que « ces ressources exceptionnelles dictent évidemment une grande exigence ».

Le chef de l'État a indiqué que ces 413 milliards amorcent *« un changement profond qui sera ensuite irréversible »*. *« Nous ne devons pas faire pour autant pareil avec plus, nous devons faire mieux et différemment »*, a-t-il insisté, avant de déclarer que les Armées *« devaient avoir une guerre d'avance »* pour *« être prêts à des guerres plus brutales, plus nombreuses et plus ambiguës à la fois »*.

Le budget alloué au renseignement militaire augmentera de près de 60 % sur la période 2024-2030, a informé Emmanuel Macron. Le budget de la Direction du renseignement militaire (DRM) et de la Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) seront notamment doublés.

L'Outre-mer fera lui l'objet d'investissements supplémentaires en terme d'équipements et d'effectifs, car la marche du monde met nombre de ces territoires, particulièrement dans le Pacifique et l'océan Indien, *« aux premières loges des possibles confrontations de demain »*, a souligné le chef de l'État.

La France doit *« disposer de forces de souveraineté renforcées pour pouvoir donner un coup de griffe à celui qui voudrait s'en prendre à nos intérêts »*, notamment dans l'Asie-Pacifique, où les visées expansionnistes de la Chine inquiètent, fait valoir l'Élysée. Journal du Dimanche 20 janvier 2023

Où sont donc passés les Charlie, ces fanatiques de la liberté d'expression... pour ceux qui pensent comme leurs maîtres ou l'OTAN ?

J-C – Je soutiens RT contre Macron et l'Union européenne...

«Censure d'un autre âge» : indignation après le gel des comptes de RT France - RT 20 janvier 2023

Une série de voix a condamné la décision des autorités françaises de geler les comptes bancaires de RT France. Adoptée en novembre dans le cadre du neuvième paquet de sanctions de l'Union européenne, la mesure visant la maison-mère de RT France, TV-Novosti, compromet en effet le paiement des prestataires et salariés de la chaîne. Cette décision fait suite à l'interdiction de diffusion dans l'Union européenne adoptée le 27 février 2022 – quand bien même la justice européenne avait par la suite assuré que cette mesure n'empêchait aucunement les journalistes de RT France de faire leur travail...

Le comité de défense de Julian Assange a également salué le sérieux du travail fourni par les journalistes de la chaîne pour couvrir la mobilisation en vue d'obtenir la libération du fondateur de WikiLeaks, toujours détenu dans la prison britannique de Belmarsh. Ledit comité a répliqué à l'eurodéputée macroniste Nathalie Loiseau, qui s'est félicitée de l'enterrement sans «fleurs, ni couronnes» de *«l'arme de désinformation massive»* qu'aurait été RT France.

«*Nous serons notamment privés du suivi rigoureux de l'affaire Assange*», a déploré le comité, citant nos collègues Meriem Laribi et Fabien Rives. «*Puisque vous approuvez tacitement la persécution du fondateur de WikiLeaks, voilà encore une raison de vous réjouir*», a-t-il cinglé en évoquant l'inaction de la France dans ce dossier impliquant la liberté d'expression et d'information que prétend défendre la majorité présidentielle.

Les deux syndicats représentatifs des salariés de RT France, à savoir les sections du Syndicat national des journalistes (SNJ) et de Force ouvrière, ont publié un communiqué commun intitulé «*RT France devait mourir !*», pour réagir à l'annonce du gel des comptes du média. «*Ce sont près de 100 salariés et environ une cinquantaine de journalistes qui vont basculer dans le chômage*», ont-elles déploré en pointant le caractère contradictoire de la décision européenne, qui n'était pas censée empêcher toute production de contenu.

Jugeant légitime la critique de la ligne éditoriale de tout média dont le nôtre, les deux syndicats soulignent pour autant que «*la volonté politique de mettre fin à une rédaction pour des raisons politiques est un fait inédit dans l'histoire récente*», qui devrait inquiéter l'ensemble des partisans du pluralisme, au-delà de leurs divergences d'opinions. La mesure interroge «sur l'état de notre démocratie, où un média peut être débranché séance tenante», s'inquiètent-ils. «*Ne croyez pas que ce qui arrive à RT France ne pourrait pas se reproduire ailleurs*», lancent-ils en guise d'avertissement. Ils rappellent aussi que le média n'a jamais été sanctionné «*pour avoir diffusé une fausse information*», à la différence d'autres, subitement spécialisés en géopolitique et en armement depuis le déclenchement de l'offensive russe en Ukraine.

Pour rappel : peu après le déclenchement de l'opération militaire russe en Ukraine, la Commission européenne avait invoqué la nécessité de couper tous les canaux de diffusion (satellite, Web et réseaux sociaux) en Europe de «*la machine médiatique du Kremlin*» représentée, selon elle, par RT et Sputnik. Or, l'UE n'a pas été en mesure, pour appuyer cette décision, de citer la moindre fake news dont se seraient rendus coupables ces médias. Et pour cause : la chaîne RT France n'a jamais été sanctionnée par le régulateur français des médias, l'Arcom (ex-CSA).

Les avocats de RT France ont notamment dénoncé une méconnaissance de «*la liberté d'expression dont doit disposer, en toutes circonstances, tout média d'information, sous le contrôle de son régulateur national*».

En outre, un certain nombre de personnalités médiatiques et politiques s'étaient indignés, déjà, cette mesure liberticide et une pétition en ligne contre l'interdiction de RT France a mobilisé plus de 50 000 signataires. RT 20 janvier 2023

Censure de RT France : “On est en train de criminaliser la pensée et les opinions” Didier Maïsto - FranceSoir 20 janvier 2023

L'avenir de RT France, interdit de diffusion sur le territoire de l'Union européenne depuis le 2 mars 2022, et de ses 100 salariés est aujourd'hui gravement mis en danger suite à la décision du ministère français de l'Économie de geler les avoirs de la chaîne, ce en application de sanctions européennes adoptées en décembre dernier, ont dénoncé vendredi ses syndicats.

Mercredi, nous avons reçu l'un de ses collaborateurs, Didier Maïsto, également journaliste indépendant, venu alerter sur notre plateau contre les dérives politiques à l'endroit de la liberté de la presse et de la liberté d'expression en France, adouées par ceux qu'ils accusent de “*journaliste collabos*”. Soulignant “*n'avoir jamais été aussi libre*” que sur RT France et fustigeant un droit de

parole accordé aux seuls médias qui perçoivent des financements publics, M. Maïsto martèle que la présidence d'Emmanuel Macron a été marquée par l'instauration d'une *“société de la parole criminalisée”*.

Un fait de société qui s'observe, explique le journaliste, par la décision de la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP), depuis suspendue par le Tribunal administratif, de retirer à FranceSoir son agrément, *“car il est le vilain petit canard qui donne la parole à des gens du peuple”*. En toute logique, au nom de la défense de la liberté de la presse et du droit au pluralisme des opinions, la rédaction de FranceSoir et son directeur de la publication, Xavier Azalbert, tiennent à apporter leur soutien plein et entier à RT France et à l'ensemble de ses collaborateurs. FranceSoir 20 janvier 2023

L'entretien est à cette adresse :

<https://www.francesoir.fr/videos-l-entretien-essentiel/didier-maisto-censure-de-rt-france>

RT France annonce sa « fermeture » - Le HuffPost 21 janvier 2023

Au lendemain de l'annonce du gel des comptes bancaires de RT France, la chaîne de télévision a fait savoir ce samedi 21 janvier qu'elle allait définitivement fermer.

Ce samedi, Moscou a promis de prendre des mesures de rétorsion contre les médias français en Russie.

« Le gel des comptes de RT France entraînera des mesures de rétorsion contre les médias français en Russie. Elles resteront dans les mémoires si les autorités françaises ne cessent pas de terroriser les journalistes russes », a averti une source au sein de la diplomatie russe, citée par les agences de presse russes Ria Novosti et Tass. Le HuffPost 21 janvier 2023

J-C - Jusqu'à présent je continuais de me connecter à RT pour recueillir des infos censurées par les médias institutionnels, apparemment ce ne sera plus possible. En revanche il existe un autre média d'origine russe où on retrouve pratiquement les mêmes infos, je vous en fournis l'adresse :

<https://fr.sputniknews.africa>

Sputnik est une agence de presse multimédia internationale lancée officiellement par le gouvernement russe, il y a donc lieu de faire preuve de la même vigilance avec ce média qu'avec l'AFP, AP, Reuters ou Euronews par exemple, ce n'est pas une agence de presse indépendante, cela n'existe pas d'ailleurs.

Voilà le genre d'info que l'AFP, France Info, BFMTV, Le Point, Libération, Le Monde, etc. ne diffuseront jamais, vous devinerez pourquoi RT est si encombrant.

- «Tsar de la propagande» : comment George Soros se serait offert les bonnes grâces des médias - RT 21 janvier 2023

«Au moins 54» personnalités médiatiques de premier plan auraient un «lien» avec le milliardaire George Soros, à travers les organisations qu'il finance. C'est le décompte dressé par le MRC Business, un organisme rattaché au conservateur Centre de recherche sur les médias (MRC), et relayé par Fox News.

Dans le troisième volet d'une étude, ambitionnant d'évaluer l'empreinte du méga donateur du Parti démocrate sur les médias internationaux, ce «chien de garde» des médias aux Etats-Unis s'attelle à mettre en lumière certains liens entre des journalistes et des responsables de l'information avec George Soros.

A ce tableau des «acolytes de la propagande», dressé par deux analystes du MRC, figure notamment Christiane Amanpour. La présentatrice vedette de la chaîne d'information CNN est senior adviser (haut conseiller) auprès du Comité pour la protection des journalistes (CPJ), association à but non lucratif qui «a reçu 2,75 millions de dollars de Soros entre 2018 et 2020 seulement» affirment les auteurs de l'étude.

Ces derniers soulignent ainsi au passage la position de Matthew Winkler, co-fondateur et rédacteur en chef de l'agence de presse Bloomberg News, au conseil d'administration du CPJ. Même chose concernant les rédactrices en chef des agences de presse Associated Press et Reuters, de celle du Washington Post ou encore de la vice-présidente du *New York Times*.

La démocratie américaine bonne pour la «poubelle de l'histoire»?

Sur cette liste du MRC, qui rappelle les propos du controversé milliardaire au *New York Times* lorsqu'il affirmait ainsi fin 2019 travailler à «plier dans le bon sens [...] l'arc de l'histoire», apparaît également Cesar Conde. Président de NBCUniversal News Group, qui chapeaute le groupe audiovisuel NBC News ainsi que les chaînes d'informations MSNBC et CNBC, il s'assied au conseil d'administration du Aspen Institute «financé par Soros, qui a obtenu 1,16 million de dollars de Soros entre 2016 et 2020», selon les auteurs de l'étude.

Ceux-ci s'attardent aussi sur les coups de pouce financiers apportés à la National Public Radio (NPR), radio publique d'outre-Atlantique. A leurs yeux, le financement «direct» du «tsar de la propagande» dans ce réseau de service public «lui donne de l'influence auprès de toute une légion d'au moins 1 800 journalistes et de 400 reporters et rédacteurs dans plus de 200 stations membres à travers le pays.» Une implantation loin d'être anecdotique, puisque la NPR affirme sur son site que «plus de 95% des Américains vivent à portée du signal d'une radio publique».

Cette étude du MRC n'est pas passée inaperçue à Moscou. «S'il est prouvé que les principaux médias américains recevaient de l'argent pour accommoder la présentation de l'information, alors toute la démocratie américaine peut être enveloppée dans leur Constitution et jetée à la poubelle de l'histoire», a vertement réagi sur Telegram le 20 janvier Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, qualifiant ces révélations de «bombe nucléaire». «Après tout, Washington a toujours insisté sur le fait que la liberté et l'impartialité des médias sont la base de la structure démocratique d'un Etat», a poursuivi la diplomate russe.

131 millions de dollars injectés en cinq ans dans les médias

Dans les précédents volets, le MRC avance deux autres chiffres clefs. Celui de 131 millions de dollars, montant qui correspondrait à la somme des financements apportés par le réseau d'organisations philanthropiques de George Soros, à pas moins de 253 groupes de journalisme et de médias activistes à travers le monde, entre 2016 et 2020.

Une somme qui n'en demeure pas moins une *«goutte d'eau»* au regard des *«32 milliards de dollars qu'il a injectés dans son Open Society Foundations (OSF) depuis 1984 pour façonner la politique à son goût à l'échelle mondiale»* estiment les auteurs.

Au-delà de l'influence, ceux-ci accusent le milliardaire de s'être *«acheté»* du «silence». Selon eux, ces sommes investies auraient notamment *«pratiquement isolé»* Soros *«de toute enquête sérieuse des journalistes»*. Pire, les personnalités qu'ils désignent comme ayant des liens avec ce *«champion du libéralisme»* auraient *«tendance à salir quiconque le critique»*.

Les analystes du MRC illustrent leur propos par une interview du ministre hongrois des Affaires étrangères en octobre 2018, au cours de laquelle Christiane Amanpour s'était montrée particulièrement insistante sur les accusations portées à l'encontre de Viktor Orban d'*«alimenter l'antisémitisme à travers la façon dont il traite avec George Soros»*.

L'animosité entre le Premier ministre hongrois et le milliardaire d'origine hongroise est de notoriété publique. Entre autres, l'exécutif magyar accuse George Soros de promouvoir à travers ses fondations l'immigration massive afin de saper les fondements de l'Europe. RT 21 janvier 2023

Situation au Pérou.

Pérou : un mort et un blessé lors de heurts entre police et manifestants - AFP/lepoint.fr 19 janvier 2023

Alors que la tension est à son comble à Lima, la situation s'aggrave dans d'autres villes du Pérou. Au moins une personne est morte et une autre a été blessée lors de heurts entre manifestants et policiers à Macusani, une ville andine du sud du pays, près de la frontière bolivienne, a annoncé mercredi 18 janvier dans un communiqué l'hôpital San Martin de Porres de Macusani. *« À 18 h 20 (23 h 20 GMT), une personne de sexe féminin de 35 ans environ, qui ne présentait pas de signes vitaux, est arrivée aux urgences »,* selon l'hôpital.

Ce décès porte à 43 le nombre de morts depuis le début de la crise le 7 décembre. Le communiqué parle aussi d'un *« pronostic (vital) réservé »* pour un homme *« de 30 ans »* blessé au *« thorax »*.

Ce décès survient alors que des milliers de paysans andins ont convergé ces derniers jours vers Lima pour prendre part jeudi à un grand rassemblement. Selon les médias locaux, le commissariat de la ville a été brûlé lors de ces heurts.

Heurts au Pérou : mort d'un deuxième manifestant - AFP/LePoint.fr 20 janvier 2023

Cela porte à 44 le nombre de morts depuis le début de la crise, le 7 décembre.

Crise politique au Pérou : Lima s'embrase - Courrier International 20 janvier 2023

Les manifestations s'amplifient au Pérou pour demander la démission de la présidente Dina Boluarte.

Venus des régions andines et pauvres du sud du pays, des milliers de protestataires ont “marché”, jeudi 19 janvier, sur la capitale, Lima. Si la plupart des manifestations ont eu lieu dans le calme, des violences ont éclaté dans la soirée et jusque tard dans la nuit, opposant les partisans de Pedro Castillo aux forces de l’ordre.

« *Journée de contestation* », titre sobrement sur toute sa une, vendredi 20 janvier, le quotidien de centre gauche *La República*. Titre illustré par la photo d’un immeuble colonial en flammes dans le centre historique de la ville : “*Des témoins ont affirmé que des bombes lacrymogènes [tirées par] la police en étaient responsables, [mais] le ministère de l’Intérieur a démenti.*”

« *Un groupe de manifestants veut franchir les barrages policiers pour atteindre le palais présidentiel, relate le quotidien. Des explosions résonnent. Ce sont les gaz lacrymogènes. [...] Les manifestants, furieux, crient : ‘Ne reculez pas !’ Et ils cassent les trottoirs. Ils cherchent des pierres.* »

Les manifestations n’ont pas eu lieu qu’à Lima. Dans le sud du pays, plusieurs groupes ont tenté d’envahir les aéroports de Puno, Cuzco et Arequipa. Ces derniers ont été fermés.

Dans son éditorial, *La República* écrit : “*La poursuite des manifestations, le climat permanent d’agitation ne peuvent continuer. [...] Nous nous dirigeons vers un climat au caractère ingouvernable, où l’autorité est ignorée, où la répression augmente et où le chaos devient la règle.*”

“*Nous sommes déjà dans une situation autoritaire sans retour en arrière possible.*”

Dans la matinée du vendredi 20 janvier, les manifestations reprenaient à Lima, mais plus encore en province. *Courrier International* 20 janvier 2023

Pérou: Boluarte déploie plus de 10 000 policiers pour "contrôler" la prise de Lima. - bolivarinfos.over-blog.com 20 Janvier 2023

Le gouvernement de Dina Boluarte au Pérou a ordonné jeudi le déploiement d’un fort dispositif pour "contrôler" la marche sur Lima, une grande manifestation qui exige entre autres la démission de la présidente désignée et la convocation immédiate d’élections générales.

Le mécontentement généralisé contre le régime Boluarte, qui maintient le pays sous tension et sous une vague de protestations depuis la destitution par le Congrès du président Pedro Castillo le 7 décembre a radicalisé la crise politique et institutionnelle du Pérou.

La répression a fait en un peu plus d’un mois de manifestations une cinquantaine de morts.

La police nationale péruvienne a annoncé que plus de 10 mille agents en uniforme assureront " la sécurité de la marche afin de maintenir l'ordre interne et public dans le pays". Elle a d’autre part assuré que les autorités du ministère public péruvien ont vérifié "l’équipement et le déploiement de la police" pour l’événement.

Des milliers de personnes originaires des provinces les plus éloignées, théâtres d’actes de répression brutale contre les manifestations, arrivent à Lima depuis le début de la semaine.

La Centrale Générale des Travailleurs Péruviens a lancé un mot de grève nationale pour soutenir la marche des quatre Suyos, imitant la grande manifestation contre le président Alberto Fujimori, en 2000. bolivarinfos.over-blog.com 20 Janvier 2023

OTAN de la guerre contre la Russie.

A lire.

La résilience russe, la suffisance américaine, le calme chinois : L'Occident contre le reste du monde - Réseau International 18 janvier 2023

Le récent sommet organisé à Abou Dabi confirme l'émergence d'un nouvel ordre mondial, une évolution dont les répercussions géostratégiques sont colossales.

<https://www.middleeasteye.net/fr/opinionfr/etats-unis-russie-chine-ukraine-golfe-nouvel-ordre-mondial-petrole>

Les néonazis ukrainiens élevés officiellement au rang de "patriotes" par leur parrain, Joe Biden.

Crash d'hélicoptère en Ukraine: Joe Biden pleure les victimes de cette "tragédie déchirante" - BFMTV 19 janvier 2023

Le président américain et son épouse ont salué la mémoire du ministre ukrainien de l'Intérieur, "un homme de réformes et un patriote". BFMTV 18 janvier 2023

Ukraine : dix-huit morts, dont le ministre de l'Intérieur, dans le crash d'un hélicoptère près de Kiev - Journal du Dimanche 18 janvier 2023

Un hélicoptère s'est écrasé mercredi près d'une école dans la région de Kiev, faisant 18 morts dont trois enfants. Le ministre de l'Intérieur, Denys Monastyrsky, son premier adjoint et un autre haut responsable se trouvant à bord de l'appareil ont également été tués dans le crash. Le gouverneur de la région, Oleksiï Kouleba, a précisé, sur Telegram, qu'« il y a aussi 29 blessés, dont 15 enfants », faisant craindre un bilan encore plus lourd.

« La tragédie frappe au cœur de l'Ukraine déchirée par la guerre. J'exprime mes sincères condoléances aux familles des victimes, à Volodymyr Zelensky et à tout le pays suite au crash d'un hélicoptère à Brovary. Nous sommes en deuil avec vous », a de son côté écrit Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, sur Twitter.

Le président du Conseil européen, Charles Michel, a exprimé ses « plus sincères condoléances » au peuple ukrainien, après la mort d'« un grand ami de l'UE » : « Nous nous associons à la douleur de l'Ukraine », a-t-il écrit sur Twitter. Emmanuel Macron s'est, lui, déclaré mercredi « attristé par la mort tragique » du ministre ukrainien de l'Intérieur, exprimant ses « pensées » aux victimes de l'accident. Journal du Dimanche 18 janvier 2023

J-C – Vous avez encore en mémoire le discours que Macron a tenu le lendemain en Espagne sur l'extrême droite. Quand j'affirme que l'extrême centre ou le courant politique de Macron est d'extrême droite, fascisant, suis-je outrancier ou est-ce la vérité ? Macron vient de fournir la réponse, si besoin était.

"Une 'solution finale' à la question russe": Lavrov compare les États-Unis à Hitler - BFMTV 18 janvier 2023

Lors d'une prise de parole tenue ce matin depuis Moscou, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a violemment critiqué la politique des États-Unis à leur égard qui, selon lui, peut être comparée à celle de Napoléon ou d'Hitler.

"Ce qui se passe actuellement est le résultat de plusieurs années de préparation par les États-Unis, et leurs états satellites, qui souhaitent une guerre hybride contre la Russie", a-t-il commencé.

Par la suite, le ministre a fait un parallèle historique, estimant que *"tout comme Napoléon a mobilisé presque toute l'Europe contre l'Empire russe, comme Hitler a capturé une partie des pays européens et les a déployés contre l'Union soviétique", les États-Unis "ont créé une coalition avec presque tous les pays européens qui sont membres de l'Otan et de l'UE."*

"En utilisant l'Ukraine, ils mettent en place une guerre avec la même finalité, celle de la 'solution finale' de la question russe. Tout comme Hitler voulait une 'solution finale' à la question juive", lance-t-il.

Venant des pires assassins de l'histoire, qui va l'écouter ? Personne.

Washington désigne le groupe russe Wagner comme une organisation criminelle - AFP 21 janvier 2023

"Wagner est une organisation criminelle qui commet de vastes atrocités et abus de droits humains", a déclaré à la presse le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, John Kirby.

Le responsable a annoncé que Washington prendrait d'autres sanctions prochainement contre le groupe Wagner, dans la foulée de la désignation vendredi du groupe comme organisation criminelle à l'image de la Mafia ou d'autres organisations liées au crime organisé, comme les yakuzas.

Le groupe paramilitaire est dirigé par Evguéni Prigojine, un homme d'affaires russe de 61 ans proche du président Vladimir Poutine, et il est très actif dans la bataille acharnée pour la prise de Bakhmout, dans l'est de l'Ukraine.

Il opère ailleurs dans le monde et notamment en Afrique.

"Nous travaillerons sans relâche pour identifier, exposer et viser tous ceux qui assistent Wagner", a encore affirmé John Kirby. AFP 21 janvier 2023

Ceci doit expliquer cela.

Le Mali reçoit de nouveaux appareils de guerre de la Russie - euronews 21 janvier 2023

Le Mali reçoit de nouveaux appareils de guerre de la Russie. Des livraisons semblables avaient eu lieu en mars et août 2022.

Massacre made in USA. Remember. Ils ont parlé d'un "devoir de mémoire" ? 21 janvier 1991 - 21 janvier 2022

1991 : George Bush fait bombarder une route en Irak, 25 000 morts étalés sur 80 km de bouchon - lemediaen442.fr 21 janvier 2023

L'autoroute de la mort.

Il y a un an, Joe Biden traitait Vladimir Poutine de « *tueur sans âme* », affirmant que son homologue russe paierait le prix de son ingérence dans les affaires américaines. Joe Biden faisait sans doute allusion à la défaite américaine en Syrie face à la Russie. On n'en était pas encore à la guerre en Ukraine — une « *affaire américaine* » sous couvert de l'Otan. D'ailleurs, les États-Unis étaient-ils bien placés pour accuser qui que ce soit de crime ? Ils ont sévi en Afghanistan, mais un des crimes de guerre les plus brutaux qu'ils ont commis a eu lieu il y a 25 ans, en Irak à l'ouest de Koweït City.

Dans la nuit du 26 au 27 février 1991, après un cessez-le-feu, le président George Bush a ordonné à ses troupes de massacrer l'armée irakienne en retraite. Des avions de chasse des forces de la coalition se sont écrasés sur le convoi non armé et ont immobilisé les véhicules à l'avant et à l'arrière, de sorte qu'ils ne pouvaient pas s'échapper. Puis les vagues successives d'avions ont pilonné les véhicules piégés pendant des heures, un bouchon de 80 km de troupes accompagnées de leurs aides civiles, des voitures, autocars, véhicules divers, pare-chocs contre pare-chocs, et quelques chars, fuyant la guerre, capitulant sur l'injonction de quitter le Koweït et retournant sur Bagdad. L'aviation américaine a laissé 25 000 morts étalés sur les 80 km de ce qu'on a appelé l'autoroute de la mort.

Après la fin du carnage, quelque 2 000 véhicules irakiens sont restés, détruits, et les corps de dizaines de milliers de soldats irakiens ont été carbonisés et démembrés sur 80 km. Plusieurs centaines d'autres jonchaient une autre route, l'autoroute 8, qui mène à Basra. Les scènes de dévastation sur ces deux routes sont devenues quelques-unes des images les plus emblématiques de la guerre du Golfe.

Pour voir la vidéo du massacre.

<https://lemediaen442.fr/1991-george-bush-bombarde-une-route-en-irak-25-000-morts-etales-sur-80-km-de-bouchon/>

Les Etats-Unis de quoi sont-ils le nom ? Remember. Un article datant de 2015 à actualiser.

Depuis la création des Etats-Unis, le pays a été en guerre 218 ans - dhnet.be 24 février 2015

Selon « *l'Histoire de l'Amérique* », une étude surprenante a permis de constater que les Etats-Unis ont été en guerre 91% du temps de leur existence.

Triste nouveau record qui vient d'être constaté puisque en 239 ans d'existence, les USA n'ont été en paix que durant 21 ans. En 229 ans, aucun président des USA n'a eu l'occasion, durant son mandat, d'effectuer un '*cleen sheet*' au niveau de la paix. De ce fait, tous les présidents qui se sont succédés peuvent être tous considérés comme des présidents "*en guerre*". Les Etats-Unis ne sont donc jamais restés une décennie complète sans être en guerre. Leur meilleur "*résultat*" se situe entre 1935-1940, un lustre de paix durant la période isolationniste de la grande "*dépression américaine*".

Première force mondiale mais première menace mondiale aussi...

Dans la vaste majorité de ces guerres, les Etats-Unis furent à l'offensive. Le Washington Blog admet que quelques-unes de ces guerres furent défensives. Il laisse aussi de côté toutes les opérations secrètes de la CIA visant à renverser des régimes (la liste est longue) et d'autres actes qui pourraient aussi être considérés comme actes de guerre. En fait, quasiment toutes les opérations militaires qui ont été lancées depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'ont été par les Etats-Unis. De plus, les dépenses militaires des USA sont de loin les plus chères au monde. Écrasant même celles de toutes les autres nations du monde réunies.

Des chiffres impressionnants qui montrent aujourd'hui encore la suprématie des States et les difficultés rencontrées à tendre vers une paix mondiale. dhnet.be 24 février 2015

La Russie réclame le jugement d'Angela Merkel et de François Hollande - Réseau Voltaire 18 janvier 2023

Le président de la Douma d'État russe, Viatcheslav Volodine, a demandé la tenue d'un tribunal militaire international comparable à celui de Nuremberg pour juger l'ancienne chancelière allemande Merkel et l'ancien président français François Hollande.

« Les aveux faits par le représentant du régime de Kyiv et les anciens dirigeants de l'Allemagne et de la France devraient être utilisés comme preuves devant un tribunal militaire international. Ces dirigeants ont comploté pour déclencher une Guerre Mondiale aux conséquences prévisibles. Et ils méritent d'être punis pour leurs crimes », a-t-il déclaré

Angela Merkel avait assuré, lors d'un entretien à Die Zeit, avoir négocié et signé les Accords de Minsk non pas pour faire la paix en Ukraine, mais pour donner du temps à l'armée ukrainienne pour préparer la guerre actuelle [1]. François Hollande lui avait donné raison dans un entretien à Kyiv Independent [2].

Le Droit international considère les « *crimes contre la paix* » comme plus graves que les crimes contre l'humanité. Cependant, les Nations Unies n'ont jamais défini clairement ce qu'ils sont vraiment.

La non-application des Accords de Minsk a prolongé la guerre civile en Ukraine durant 8 ans faisant au moins 20 000 morts.

La Russie n'a pas envahi l'Ukraine, mais a lancé une opération militaire spéciale pour appliquer la résolution 2202 du Conseil de sécurité ; résolution qui valide les Accords de Minsk. Réseau Voltaire 18 janvier 2023

Délires néonazis et nouvelles du camp de la guerre contre tous les peuples.

Guerre en Ukraine : Zelensky assure vouloir reprendre la Crimée - LePoint.fr 18 janvier 2023

Au forum de Davos, le président ukrainien a déclaré que son objectif était de « *libérer l'ensemble de nos territoires* », y compris la Crimée. LePoint.fr 18 janvier 2023

Volodymyr Zelensky sur le crash près de Kiev: "Ce crash n'est pas un accident parce qu'il est dû à la guerre (...) Il n'y a pas d'accidents en temps de guerre" - BFMTV 19 janvier 2023

Guerre en Ukraine : à Davos, Volodymyr Zelensky obtient des armes « *plus lourdes et plus modernes* » - Journal du Dimanche 18 janvier 2023

Le secrétaire général de l'Otan a promis un soutien accru à l'Ukraine. Journal du Dimanche 18 janvier 2023

Ukraine: Washington annonce une nouvelle tranche d'aide militaire à Kiev de 2,5 milliards de dollars - BFMTV 19 janvier 2023

Cette nouvelle aide comprend différents types de véhicules blindés mais pas de chars lourds. BFMTV 19 janvier 2023

Le Danemark va donner à l'Ukraine ses 19 canons Caesar commandés à la France - 19 janvier 2023 AFP/RT

Ce même jour, un autre allié des autorités ukrainiennes a annoncé la livraison de nouveaux armements à celles-ci : « *Aujourd'hui, je peux dire que nous allons également envoyer 600 autres missiles Brimstone sur le théâtre des opérations, ce qui sera incroyablement important pour aider l'Ukraine à dominer le champ de bataille* », a ainsi déclaré le ministre britannique de la Défense Ben Wallace, en visite dans la base militaire de Tapa en Estonie.

Guerre en Ukraine : Pourquoi cette réunion en Allemagne est cruciale pour Kiev - Le HuffPost 20 janvier 2023

L'armée ukrainienne va recevoir de nouvelles livraisons substantielles d'armes de la part de plusieurs pays. Le HuffPost 20 janvier 2023

Guerre en Ukraine: Volodymyr Zelensky a rencontré le directeur de la CIA à Kiev - BFMTV 19 janvier 2023

Selon les informations du "*Washington Post*" et de l'agence de presse Reuters, le directeur de la CIA américaine, William Burns, s'est récemment rendu à Kiev pour y rencontrer le président ukrainien. BFMTV 19 janvier 2023

Tiens, voilà qui dénote !

Guerre en Ukraine: la Russie est-elle en train de reprendre le dessus? - BFMTV 18 janvier 2023

Nouvelle-Zélande. L'une des pires tyrannies sanitaires entre 2020 et 2022.

Nouvelle-Zélande : Jacinda Ardern, Première ministre, annonce sa démission prochaine - Le HuffPost 19 janvier 2023

Jacinda Ardern, 42 ans, était devenue Première ministre dans un gouvernement de coalition en 2017, avant de conduire le Parti travailliste de centre-gauche à la majorité absolue lors de l'élection suivante, trois ans plus tard. Elle a vu son parti et sa popularité personnelle chuter dans les récents sondages, alors que de nouvelles élections doivent avoir lieu cette année.

Quelques données ou faits marquants qui permettent de comprendre pourquoi toutes les chancelleries occidentales saluent le courage de cette psychopathe enragée.

- Elle faisait partie de l'élite mondialiste sélectionnée pour rejoindre le Forum des Young Global Leaders de Davos ou le Forum économique mondial.

- Elle a décidé de confiner son pays au printemps 2020 alors qu'il y avait zéro mort du coronavirus, plus tard elle imposa la stratégie "zéro-Covid" avant de devoir l'abandonner...

- Le 22 novembre 2021 elle annonça que le confinement mis en place à Auckland depuis trois mois et demi, allait être levé le 3 décembre.

Jusqu'à présent, son gouvernement visait une élimination complète du virus, politique dite "zéro-Covid", avec des mesures de confinement strictes, une traçabilité rigoureuse des contacts et des contrôles stricts aux frontières.

Mme Ardern avait initialement prévu de changer de politique une fois un taux de vaccination de 90% atteint dans le pays, mais a finalement avancé la réouverture alors que le niveau de vaccination se situe actuellement autour de 83%.

Le nouveau système se présente comme des feux de circulation, le vert signifiant pratiquement aucun contrôle du virus, l'orange imposant le port du masque dans certains lieux tandis que le rouge

permet aux commerces de rester ouverts aux seuls clients vaccinés et en observant une distanciation sociale. AFP 23 novembre 2021

Covid-19. Face à Omicron, Jacinda Ardern met la Nouvelle-Zélande en alerte et annule son mariage - Courrier international 23 janvier 2022

La Nouvelle-Zélande va passer dans une configuration “*feu rouge*”, ce qui implique un port du masque renforcé et des rassemblements en intérieur limités à 100 personnes. Cela fait suite à l'identification d'un cluster de cas.

Dans un premier temps, la stratégie reste la même que face au variant Delta : tester, tracer les contaminations et isoler les personnes positives. Avec l'augmentation du nombre de cas, ce triptyque cédera la place à *“une phase de transition [...] pour se concentrer beaucoup plus sur les personnes ayant davantage de risques de développer une forme grave”*, explique le journal néo-zélandais. Enfin, *“lorsqu'on dénombrera des milliers de cas chaque jour, des changements devraient être apportés aux règles de suivi des cas-contact et d'isolement”*, changements que le gouvernement va préciser mercredi. Environ 94 % de la population est pleinement vaccinée.

- Les résultats d'une enquête publiée le mois dernier par 1 News Kantar ont montré que le soutien au Labour était tombé à 33%, contre 41% environ un an plus tôt. National est arrivé en tête de ce sondage avec 38%. reseauinternational.net 20 janvier 2023

Nouvelle-Zélande : le nouveau Premier ministre désigné - AFP/LePoint.fr 21 janvier 2023

L'ex-responsable néo-zélandais de la lutte contre la pandémie de Covid-19 Chris Hipkins, 44 ans, a été désigné par les députés du Parti travailliste pour remplacer Jacinda Ardern au poste de Premier ministre, a annoncé vendredi le parti dans un communiqué. Il doit encore être formellement désigné dimanche par la direction de son parti avant de pouvoir devenir le 41e Premier ministre de son pays, après la démission surprise de Jacinda Ardern jeudi.

Considéré comme expérimenté avec plus de 14 ans passés au Parlement, il a admis l'année dernière que les gens en avaient assez des restrictions strictes en matière de pandémie. AFP/LePoint.fr 21 janvier 2023

Nouvelles de la Palestine occupée.

Justice. En Israël, la Cour suprême invalide la nomination d'un ministre ultraorthodoxe - Courrier international 18 janvier 2023

La plus haute juridiction de l'État hébreu a invalidé mercredi 18 janvier la nomination d'Aryeh Deri, leader du parti Shas, au poste de ministre de l'Intérieur et de la Santé, en raison de sa condamnation pour fraude fiscale. Une première contre-attaque de la Cour suprême dans le bras de fer qui oppose l'exécutif au pouvoir judiciaire.

En Israël, le bras de fer entre le gouvernement de Benjamin Nétanyahou et le pouvoir judiciaire s'intensifie. Mercredi 18 janvier, la Cour suprême israélienne a invalidé, par 10 voix contre une, la

nomination d'Aryeh Deri au poste de ministre de l'Intérieur et de la Santé, en raison de sa condamnation, l'année dernière, pour fraude fiscale.

Une *“décision explosive”*, selon le quotidien israélien de centre gauche *Ha'Aretz*, *“qui pourrait compromettre les chances de survie de la coalition”*.

“Avoir Deri à la tête de deux des ministères les plus importants du gouvernement nuit à l'image et à la réputation du système judiciaire du pays et contredit les principes de conduite éthique et de légalité”, a déclaré Esther Hayut, la présidente de la plus haute juridiction de l'État hébreu, dans sa décision.

À la fin de décembre, la majorité parlementaire avait voté une loi, dite *“Deri”* – plus précisément un amendement à la Loi fondamentale qui fait office de Constitution –, permettant à une personne reconnue coupable d'un crime, mais pas condamnée à de la prison ferme, à occuper un poste de ministre.

Une loi sur mesure pour le leader du parti ultraorthodoxe Shas, une des formations de la coalition gouvernementale dont fait également partie le Likoud de Benjamin Nétanyahou, lui-même jugé pour corruption dans une série d'affaires, et d'autres formations d'extrême droite.

En réaction à la réaction de la Cour suprême, le parti de Deri a affirmé que par sa décision cette dernière avait annulé *“la voix et le vote de 400 000 électeurs du Shas”*.

De son côté, le ministre de la Justice, Yariv Levin, a déclaré qu'il ferait *“tout ce qui est nécessaire que pour l'injustice flagrante faite à Aryeh Deri, au Shas et à la démocratie israélienne soit entièrement réparée”*.

Yariv Levin porte un projet très controversé de réforme du système judiciaire israélien accroissant le pouvoir des élus sur celui des magistrats, dont une introduisant une clause qui permettrait au Parlement d'annuler une décision de la Cour suprême. Un projet contre lequel l'opposition et la société civile ont manifesté ces deux dernières semaines.

Israël: l'ex-Premier ministre se joint à une manifestation contre le gouvernement - AFP 22 janvier 2023

Quelques dizaines de milliers d'Israéliens, dont l'ancien premier ministre Yaïr Lapid, ont manifesté samedi soir à Tel Aviv pour clamer leur refus de la politique de la coalition au pouvoir, dont ils craignent une dérive antidémocratique. Le rassemblement de masse de samedi intervient après des manifestations étudiantes à travers le pays et une manifestation de centaines d'avocats devant un tribunal de Tel-Aviv. AFP 22 janvier 2023

Une dépendance peut en cacher une autre encore plus difficile à extraire.

Le colonialisme est dépassé, la dépendance à la monnaie, c'est à dire au dollar le remplace - Réseau International 18 janvier 2023

par Michael Hudson

Dès les années 1970, et c'était juste après que la guerre du Vietnam ait forcé les États-Unis à renoncer à l'or et que l'Arabie saoudite ait pris possession de ses réserves de pétrole les diplomates américains ont voulu s'assurer que tout le développement soit centré sur les États-Unis et non sur l'étranger.

Ils ne savaient pas comment naviguer. Aussi ironique que cela puisse paraître, j'ai été embauché par Herman Kahn à l'Institut Hudson [sans relation avec mon nom] pour aller au Département d'État, à la Maison Blanche et à la Défense, pour expliquer comment fonctionnait le super-impérialisme.

Le plus gros achat de mon livre « *Super Imperialism* », 2000 exemplaires, a été effectué par la CIA, où il s'agissait d'un manuel d'exploitation.

Les États-Unis pensaient que si nous pouvions continuer à faire en sorte que d'autres pays gardent leurs économies aux États-Unis en achetant des bons du Trésor américain, si nous pouvions dire à l'Arabie saoudite et aux pays pétroliers qu'ils pouvaient facturer ce qu'ils voulaient pour leur pétrole à condition de garder tous leurs revenus aux États-Unis, sur le marché boursier américain alors nous contrôlerions tout le système.

Les étrangers détenteurs de dollars ne peuvent pas acheter une grande société américaine – mais les États-Unis peuvent acheter tout ce qu'ils veulent et prendre le contrôle d'autres économies, aucun investisseur d'un autre pays ne peut acheter le contrôle d'industries américaines critiques.

L'Arabie saoudite peut acheter des actions minoritaires, peut acheter des bons du Trésor ; les Japonais ont été autorisés à acheter des terrains de golf, sur lesquels ils ont perdu des milliards de dollars ; ils ont pu acheter le terrain sous le Rockefeller Center, sur lequel ils ont perdu un milliard de dollars. Mais ils ne pouvaient pas vraiment acheter l'industrie américaine.

Vous aviez donc tout un plan pour rendre d'autres pays dépendants des États-Unis et des satellites américains, et faire en sorte que ces pays accumulent des dollars mais obtiennent très peu pour leur argent.

Le fait est que les États-Unis ont découvert qu'ils avaient développé un nouveau type d'impérialisme. Ce n'était pas l'ancien type d'impérialisme colonial. (...)

Les États-Unis ont compris : « *Nous pouvons contrôler les autres pays. On peut les faire emprunter en dollars, fonder leurs systèmes monétaires et la création de leur propre crédit sur les dollars des banques américaines, créer leur propre crédit en dollars, et tous les paiements d'intérêts et les plus-values sur tout cela seront reversées aux États-Unis. Nous n'avons plus besoin du colonialisme militaire. Nous savons que nous ne pouvons pas avoir un autre Vietnam. Ce que nous pouvons avoir, c'est une dépendance au dollar.* »

Note BB : C'est dans le piège ainsi décrit cyniquement que l'Europe est tombée.

Les responsables vous ont menti, ils n'ont jamais créé une monnaie rivale de celle des États Unis, ils n'ont jamais voulu être indépendants. Ils ont créée au contraire une monnaie serve, adossée au dollar et au système américain. La BCE est une succursale de la Fed. Tout comme la Bank of Japan d'ailleurs. Et la Banque Nationale Suisse, la BNS !

L'appât a été constitué par les déficits récurrents américains. Ils ont constitué la matière première de la finance mondiale ! Tout le monde a voulu y avoir accès, la travailler, en profiter.

Ces déficits US se sont accumulés, une masse considérable de dollars s'est entassée en dehors des USA et les banques européennes ont saisi cette aubaine empoisonnée, elles ont recyclé ces dollars et elles ont dollarisé leurs bilans. Elles se sont insérées dans le maillage, dans le tissu, dans le piège tendu par les USA. Par les USA dis-je, mais avec l'aide des grandes institutions de la City qui ont bien contribué à l'asservissement! Les banques euros ont toutes voulu être à Wall Street et s'en mettre plein les poches.

L'euro ne sera jamais un concurrent du dollar et nos banques seront toujours servies car elles travaillent sur une monnaie qui n'est pas la leur. La BCE peut créer des euros, elle ne peut pas créer des dollars, tout ce qu'elle peut faire quand il y a une crise du type 2008 ou 2019 c'est aller en mendier à la FED !

Le colossal point faible européen a été constitué par la Deutsche Bank qui a construit un portefeuille de dérivés astronomique et qui à ce titre est plus qu'insérée, elle est noyée sous les besoins en dollars ! La capacité bilancielle de la DB dépend entièrement de la Fed et du DOJ, on comprend que les Allemands aient le doigt sur la couture du pantalon. Mais chut vous n'êtes pas censés le savoir.

Tout le système européen est tenu par les couilles conformément à ce qu'explique Hudson et que moi j'explique depuis le début des années 80. Vous avez été vendus aux américains par votre kleptocratie, votre ploutocratie et votre bourgeoisie financière. Vous comprenez mieux je pense que cette bourgeoisie ne puisse pas se désolidariser de l'aventure militaire ukrainienne voulue par les États Unis.

Vous comprenez aussi que le fondé de pouvoir de la ploutocratie, Macron, traître à son pays, veuille renforcer tout cela, renforcer la dépendance et la rendre irrémédiable en mettant l'argent de vous retraites chez BlackRock, le faux nez, le bras séculier de la FED : BlackRock !

Vous comprenez aussi pourquoi il n'y a pas de grand marché financier unifié européen, pas de grand journal financier européen etc. etc. !

C'est contre ce système de domination et d'exploitation que les nouvelles puissances veulent lutter. Et c'est ce qui donne son sens aux affrontements actuels,

En 2009, dès fin mars 2009 j'ai prévu ce qui allait se passer. J'ai écrit et répété :

« Un jour ou l'autre il faudra qu'il y ait la guerre, on le sait bien... »

J'ai expliqué que la solution de la fuite en avant lors de la crise financière impliquait que la coopération internationale allait éclater, que la concurrence allait s'exacerber pour la lutte pour s'attribuer le surproduit mondial.

J'ai écrit que lorsque le butin se réduit, les bandits s'entretuent.

J'ai donc annoncé à la fois le regain de luttes sociales internes et la montée des rivalités externes.

Les USA, en faisant ce choix de kick the clan était obligé de se comporter ainsi, de rompre la coopération internationale.

C'est le système d'exploitation et de drainage de la richesse mondiale que les USA ont mis en place, qui est au centre des pourparlers entre la Chine, la Russie, l'Iran et les pays du Sud ;

C'est ce système semi colonial qui est au centre de la question de la dédollarisation. (...)

La destruction de la suprématie britannique

Michael Hudson : Pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont utilisé leur position de fournisseur d'armes aux Alliés pour imposer la création de deux institutions, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) conçues pour briser jusqu'à l'Empire britannique.

Dans le cadre du prêt-bail de la Seconde Guerre mondiale et aux termes du FMI, ils ont obligé la Grande-Bretagne à [surévaluer] la livre à 5 livres par dollar et ils ont forcé les britanniques à promettre de ne pas la dévaluer avant 1949.

Ils ont également insisté sur le fait que la Grande-Bretagne ne pouvait pas maintenir sa zone sterling. La Grande-Bretagne avait une zone sterling qui ressemblait beaucoup à la zone dollar aujourd'hui.

Pendant la guerre, l'Inde et d'autres anciennes colonies avaient exporté des matières premières et accumulé d'énormes économies gouvernementales en échange de ces matières premières. Et, comme ces pays faisaient partie de la zone sterling, ils étaient obligés de dépenser toutes ces économies dans les produits manufacturés britanniques.

Mais l'Amérique a dit : « *Nous voulons des marchés libres !* » Des marchés libres, cela signifie que vous pouvez dépenser votre argent n'importe où. Ils ont fait irruption dans la zone sterling britannique et ont dit : « *Vous pouvez acheter des marchandises n'importe où* », c'est-à-dire aux États-Unis.

Parce que la Grande-Bretagne étant attachée à une livre sterling [surévaluée] et que les États-Unis avaient la capacité industrielle, les États-Unis se sont retrouvés à drainer toutes ces économies que l'Empire britannique avait accumulées.

Sous Franklin Roosevelt, les États-Unis ont considéré que la Grande-Bretagne était le rival numéro un de l'Amérique. La Grande-Bretagne était dans la position où se trouve la Chine aujourd'hui.

Ainsi, l'empire [britannique] a été démantelé et fondamentalement endetté par sa balance des paiements, car la Grande-Bretagne ne pouvait plus soutenir sa place et dominer la zone sterling en exportant. Elle était sur la voie de la désindustrialisation.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 26 janvier 2023.

L'heure a sonné de faire « *table rase* » du passé... et de passer au socialisme.

D'après vous quel genre d'Histoire enseigne-t-on ici ?

- Vous ne me paraissez pas fort en Histoire. Il y a deux Histoires : l'Histoire officielle, menteuse, qu'on enseigne, l'Histoire ad usum delphini (A l'usage du dauphin, expurgé pour les pouvoirs en place) ; puis l'Histoire secrète, où sont les véritables causes des événements, une histoire honteuse. (Honoré de Balzac - Illusions perdues - 1837-1843)

D'après vous quel genre d'Histoire enseignent les dirigeants actuels du mouvement ouvrier ?

Depuis plus de trois ans, n'enseigneraient-ils pas « *l'Histoire officielle, menteuse* » notamment à propos du climat, de la situation sanitaire, et maintenant la guerre de l'Otan contre la Russie ? Pas un seul n'a rompu les relations avec le tyran Macron et son régime, vrai ou faux ? Vrai, hélas !

Ils ne peuvent pas le nier, ils sont pris en flagrant délit ou comme l'on dit, il n'y a pas photo.

Il s'agit là de faits incontestables et vérifiables. Quelle en est la signification politique ? Quels enseignements devrait-on en tirer ? Cela ne poserait-il pas d'innombrables questions à chaque militant ou sympathisant du mouvement ouvrier ? Pourquoi la plupart refusent-ils de se les poser ? Que craignent-ils donc de découvrir ?

Les travailleurs sont en droit d'exiger d'eux des réponses ou des explications claires, sans quoi ils n'ont aucune légitimité pour parler en leurs noms.

Pourquoi aucun de ses dirigeants ne partage notre conception de la lutte de classe, notre stratégie et notre orientation politique conforme au socialisme ?

Ici, on mène le combat contre nos ennemis de classe sur tous les fronts ou plans, social, politique idéologique, psychologique. On refuse de laisser le champ libre à des éléments de la réaction ou de l'extrême droite qui prétendent incarner les intérêts des travailleurs. On propose des réponses à toutes les questions que pose la situation en fonction des moyens et du temps dont on dispose...

Ici nous combattons ce fléau.

Le déclin de l'intelligence et l'appauvrissement du langage - reseauinternational.net 25 janvier 2023

Il semble que le niveau d'intelligence, mesuré par des tests, diminue dans les pays les plus développés. Les causes de ce phénomène peuvent être nombreuses. L'un d'entre eux pourrait être l'appauvrissement de la langue.

En effet, plusieurs études montrent la diminution des connaissances lexicales et l'appauvrissement de la langue : ce n'est pas seulement la réduction du vocabulaire utilisé, mais aussi les subtilités linguistiques qui permettent d'élaborer et de formuler des pensées complexes.

La disparition progressive des temps (subjonctif, imparfait, formes composées du futur, participe passé) donne lieu à une pensée presque toujours au présent, limitée à l'instant : incapable de projections dans le temps.

La simplification des tutoriels, la disparition des majuscules et de la ponctuation sont des exemples de « *coups mortels* » portés à la précision et à la variété de l'expression.

Moins de mots et moins de verbes conjugués signifient moins de capacité à exprimer des émotions et moins de capacité à traiter une pensée. Des études ont montré qu'une partie de la violence dans les sphères publique et privée découle directement de l'incapacité à décrire les émotions avec des mots.

Sans mots pour construire un argument, la pensée complexe devient impossible.

Plus la langue est pauvre, plus la pensée disparaît. L'histoire est pleine d'exemples et de nombreux livres (George Orwell – « *1984* » ; Ray Bradbury – « *Fahrenheit 451* ») racontent comment tous les régimes totalitaires ont toujours entravé la pensée en réduisant le nombre et le sens des mots.

S'il n'y a pas de pensées, il n'y a pas de pensées critiques. Et il n'y a pas de pensée sans mots. Comment construire une pensée hypothético-déductive sans le conditionnel ? Comment penser le futur sans une conjugaison avec le futur ? Comment est-il possible de saisir la temporalité, une succession d'éléments dans le temps, passés ou futurs, et leur durée relative, sans un langage qui distingue ce qui aurait pu être, ce qui était, ce qui est, ce qui pourrait être, et ce qui sera après que ce qui aurait pu se produire se soit effectivement produit ?

Chers parents et enseignants : faisons en sorte que nos enfants, nos élèves parlent, lisent et écrivent. Enseignons et pratiquons la langue sous ses formes les plus diverses. Même si cela semble compliqué. Surtout si elle est compliquée. Parce que dans cet effort, il y a la liberté.

Ceux qui affirment la nécessité de simplifier l'orthographe, de débarrasser la langue de ses « *défauts* », d'abolir les genres, les temps, les nuances, tout ce qui crée de la complexité, sont les véritables artisans de l'appauvrissement de l'esprit humain.

Il n'y a pas de liberté sans nécessité. Il n'y a pas de beauté sans la pensée de la beauté.
reseauinternational.net 25 janvier 2023

A lire. L'arnaque de la transition énergétique expliquée.

Objectif de développement durable 7 : L'impossible transformation énergétique - Réseau International 21 janvier 2023

Le prétendu objectif de développement durable n°7 (ODD7) des Nations unies (ONU) vise à « *assurer l'accès de tous à une énergie abordable, fiable, durable et moderne* ». Les impacts réels de sa mise en œuvre ne pourraient pas être plus différents. Les énergies renouvelables ne sont ni renouvelables ni durables et la transition énergétique du ODD7 ne fait qu'aggraver le problème de la pauvreté énergétique.

La rhétorique vide et délirante des alarmistes ignore complètement l'immense danger pour l'humanité que représentent le développement durable et la poursuite insensée de l'ODD7.

Se pourrait-il que, malgré tous leurs signaux de vertu, ils n'aient aucune idée des ravages que le développement durable cause à toute forme de vie ?

Pour lire l'article en entier (fortement recommandé et de l'imprimer en pdf)

<https://reseauinternational.net/objectif-de-developpement-durable-7-limpossible-transformation-energetique/>

Lu.

J-C - Comment saisir le point de basculement pour ne pas se faire manipuler et en tirer les leçons politiques appropriées ? C'est impossible si au préalable on n'avait pas à l'esprit que les médias sont foncièrement malintentionnés à notre égard et qu'ils ont le même comportement envers la vérité. Si cette condition n'est pas remplie ou on l'ignore, on se méprisera sur les réelles intentions de leur volte-face quand elle interviendra, ce qui faussera notre interprétation de la situation.

1- Il ne fait aucun doute que le dernier article de CNN contredit le récit fabriqué artificiellement sur l'Ukraine que ce média lui-même a pourtant contribué à créer au cours de l'année écoulée.

Tout cela montre que les médias grand public ne peuvent plus mentir sur cette guerre par procuration puisque les faits sont aujourd'hui impossibles à nier purement et simplement, si ces gestionnaires de la perception espèrent conserver la moindre crédibilité aux yeux de leur public cible.

2- Pékin est devenu un gros exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL) russe vers l'Europe, tandis que l'Inde est devenue un gros exportateur de pétrole russe et de produits raffinés tels que le diesel – également vers l'Europe. La Chine et l'Inde, membres des BRICS, achètent au-dessous du prix du marché à la Russie, également membre des BRICS, et revendent à l'Europe en réalisant de gros bénéfices. Des sanctions ? Quelles sanctions ?

3- Se méfier de tout est devenu une maladie mentale...

Bienvenue chez les sadiques enragés.

Après on va tous mourir d'un virus, on va tous devenir sourd !

Dr Christian Recchia : "1 milliard de personnes sur la planète sont en perte d'audition" - Yahoo

Faites-vous vacciner contre la grippe pour garder vos deux jambes !

Il se fait amputer des deux jambes après avoir contracté... la grippe - Yahoo

Vous ne mangerez plus jamais l'esprit tranquille, ces sadiques se le sont jurés !

Cancer de l'œsophage : ces symptômes peu connus qui pourraient survenir lorsque vous mangez - Yahoo

Psychopathie aggravée. Après au secours il fait trop chaud, au secours il fait trop froid.

Au Royaume-Uni, une vague de froid intense s'installe dans le sud du pays - Le HuffPost 24 janvier 2023

Un épisode de froid s'est abattu sur la partie sud du Royaume-Uni. Les températures ont chuté jusqu'à -9 degrés ce mardi 24 janvier. Le HuffPost 24 janvier 2023

Chine : record de -53°C à Mohe, dans le nord-est du pays - euronews 24 janvier 2023

Le record de la température la plus basse enregistrée en Chine a été battu ce dimanche à Mohe, ville près de la frontière avec la Russie. euronews 24 janvier 2023

Prostituez-vous !

Sugar baby à 24 ans je suis tombée amoureuse d'un sexagénaire - Closer 23 janvier 2023

Sugar baby assumée, Semie Atadja, 24 ans, avoue être tombée amoureuse de Claudio, 60 ans, en raison de son style de vie luxueux et de son statut social. Admettant ouvertement qu'elle aime « les hommes riches ». Closer 23 janvier 2023

Les nouveaux agents du nouvel ordre mondial totalitaire

- Il y aurait à peu près 100 000 influenceurs en France. Mais qu'est-ce qu'un influenceur ? Ce terme désigne toute personne qui dispose d'une notoriété sur une thématique spécifique au travers du web et notamment dans les réseaux sociaux. (Claude Janvier, pour FranceSoir 23 janvier 2023)

Totalitarisme. Après avoir promu la société pornographique et pédophile, des maquerelles et prostituées affirment que leur monstrueuse créature serait hors de contrôle.

Rapport sur le sexisme : « Il faut faire de l'éducation à la sexualité une discipline à part entière », plaide Laurence Rossignol - publicsenat.fr 23 janvier 2023

Sous le précédent mandat d'Emmanuel Macron, la lutte contre le sexisme devient d'ailleurs l'une des « *grandes causes* » de son quinquennat.

Pourtant, en 2023, le sexisme ne recule pas en France. C'est le constat inquiétant que dresse le Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes (HCE), dans un rapport rendu public le 23 janvier 2023. Pire encore, « *ses manifestations les plus violentes s'aggravent, et les jeunes générations sont les plus touchées* ». Si le rapport fait bien état d' « *avancées en matière de droits des femmes* », avec la mise en place de nouveaux moyens de lutte contre les violences sexuelles et sexistes et de nouvelles dispositions en faveur des femmes, le résultat de l'enquête menée par le HCE est sans équivoque : « *La situation est alarmante* », la société française demeure extrêmement sexiste, et ce dans l'ensemble de ses sphères. « *Les conclusions ne sont vraiment pas satisfaisantes* », a réagi Elisabeth Borne, lors de ses vœux à la presse. Elle a annoncé réunir un comité interministériel en mars.

J-C - Comment ils instrumentalisent des données constantes ou un simple constat valable au fil des ans et des décennies antérieures, uniquement pour justifier de nouvelles mesures de contrôle de la population, liberticides ou répressives... Comment les hommes et les femmes pourraient-ils estimer être traités de la même manière, du fait qu'ils sont différents, c'est aberrant ou grotesque. Que leurs rapports se détériorent ou s'améliorent dépend uniquement des conditions sociales que le pouvoir leur réserve, c'est lui qui en porte la responsabilité et non les hommes ou les femmes.

Ce qu'ils ne disent pas, c'est qu'ils sont bien obligés de passer en permanence des compromis pour vivre ensemble, sinon leur vie serait infernale, non ? C'est ce fragile équilibre qu'ils entendent briser, au lieu de tout faire pour le renforcer.

Les rapports entre les hommes et les femmes reproduisent à des degrés divers les rapports sociaux qui existent au sein du système économique d'exploitation... Et il ne peut pas en être autrement, précisons, pas forcément au détriment des femmes, car dans ces rapports il y en a où ce sont les femmes qui dominent les hommes pour des raisons diverses...

Même au-delà, car dans un couple quel qu'il soit, il y en a toujours un y qui domine, qui est plus sensible ou conscient que l'autre sur un sujet donné ou en général, qui le maîtrise mieux, c'est normal, cela fait partie de la vie, mais ces malfaisants ne l'évoquent pas. Il leur faut criminaliser à tout prix leurs rapports, favoriser la dislocation des couples et des familles, atomiser tous les membres de la société pour mieux les contrôler, c'est une obsession chez ces inquisiteurs.

Donc, d'une manière ou d'une autre il se présentera toujours des situations que l'un sera mieux à même d'affronter que l'autre, sans pour autant que l'un ait l'impression d'imposer quoi que ce soit à l'autre qui ne se sentira pas frustré ou humilié... Pourquoi faut-il toujours qu'ils introduisent cette notion dans les rapports les plus simples entre les hommes et les femmes, sinon pour les diviser et les affaiblir pour mieux les manipuler ensuite.

Publicsenat - Sphère privée, professionnelle, publique, numérique, politique : vis-à-vis des hommes, les femmes restent inégalement traitées. Ainsi, d'après le rapport, 93 % des Français estiment que

les femmes et les hommes ne sont pas traités de la même façon dans au moins une des sphères de la société.

Globalement, 80 % des femmes ont la sensation d'avoir déjà été moins bien traitées en raison de leur sexe, victimes de sexisme. « *Les chiffres sont là. Ils démontrent l'état du sexisme en France, qui doit rester une préoccupation majeure des politiques* », constate Annick Billon, présidente centriste de la délégation aux droits des femmes du Sénat, « *ces préoccupations doivent absolument nous mobiliser* ». publicsenat.fr 23 janvier 2023

Rappel. Quand un couple de pédophile officie à l'Elysée.

Macron annonce que le 25 janvier deviendra officiellement la "journée nationale contre le sexisme" - BFMTV 26 janvier 2023

Ils mentent sur tout. Désinformation. Stratégie de la terreur.

Covid-19 : près de 13 000 décès en une semaine en Chine - Santé Magazine 22 janvier 2023

Le Centre chinois pour le contrôle des maladies (CDC) précise que 681 personnes sont mortes à l'hôpital à cause d'une infection au Covid-19, et 11 977 sont décédées d'autres maladies combinées au virus.

La société britannique d'analyses médicales Airfinity estime que plus de 600.000 personnes sont mortes de la maladie depuis l'abandon par la Chine des restrictions en décembre. Santé Magazine 22 janvier 2023

J-C - Les 13 000 décès étaient en réalité 681, c'est à peu près dans le même ordre d'idée que l'évaluation officielle du nombre de manifestants en France le 19 janvier 2023 ! Ou les 500.000 morts du covid-19 annoncés en France et en Grande-Bretagne en janvier 2020.

Massacre en masse et eugénisme déguisé.

Twitter en accès libre.

- Le Dr. Christophe Prudhomme, urgentiste au Samu de Seine-St-Denis et porte-parole de la CGT-Santé, estime que l'attente aux urgences cause 500 morts par semaine en France. Un chiffre proche de celui donné récemment par les autorités britanniques.

- «*Avant les décès aux urgences étaient exceptionnels. On faisait un rapport. Aujourd'hui, on ne fait plus rien. On nous explique que "c'est partout pareil"*», un soignant. «*Il y a des décès qui sont étouffés*», lâche une syndicaliste à Mediapart...

Quand ils avouent à demi-mots que la médecine s'est fourvoyée (délibérément) pendant un siècle.

Nous avons toujours "tué" les cellules cancéreuses pour guérir le cancer. Maintenant nous avons une autre idée : les guérir - Purebreak 22 janvier 2023

Il est estimé dans le monde qu'un homme sur cinq et une femme sur six développeront un cancer au cours de leur vie. Une maladie que de nombreux chercheurs tentent d'éradiquer par tous les moyens. Ces derniers pourraient d'ailleurs y parvenir grâce à une thérapie très prometteuse.

La plupart des traitements contre le cancer (comme la chimiothérapie ou l'immunothérapie) visent à tuer les cellules cancéreuses. Et si nous pouvions les guérir ? Certains chercheurs tentent d'y parvenir grâce à la thérapie dite de différenciation.

La réaction sur toute la ligne au quotidien ou le programme de Davos.

JO 2024 : le Sénat adopte la vidéosurveillance par algorithme, la gauche dénonce un nouveau « big brother » - Publicsenat.fr 24 janvier 2023

Energies renouvelables : sénateurs et députés trouvent un accord sur le projet de loi - Publicsenat.fr 24 janvier 2023

Grippe aviaire : 4,6 millions de volailles ont été abattues depuis août - LePoint.fr 24 janvier 2023

“À table !” : La poudre de grillon débarque en Europe - Courrier international 24 janvier 2023

La décision de la Commission européenne de légaliser la vente de farine de grillon dégraissée est très médiatisée outre-Rhin. Pour la “*Tageszeitung*”, ce type de produits est dans l’air du temps. Courrier international 24 janvier 2023

Une réplique de la cellule d'Alexeï Navalny exposée devant l'ambassade russe à Berlin - BFMTV 24 janvier 2023

Ils osent tout. Les oligarques sont des parasites, des vautours, des pilleurs, des kleptomanes... et des racketteurs.

J-C - C'est dingue, on croit rêver. C'est l'histoire d'un mec qui ne doute de rien et qui te dit : Je sais que tu n'as rien demandé, mais si tu ne veux pas que je pourrisse en permanence ton écran avec de la pub, file-moi du fric !

J'imagine (en Inde où je vis) mon voisin mettre sa télé à fond à 6 heures du matin et qui me réclame 500 roupies pour l'éteindre ou diminuer le son ! Il pourrait me répondre : Musk le fait bien, alors pourquoi pas moi ?

Elon Musk propose un Twitter payant mais sans pub - Le HuffPost 22 janvier 2023

Payer pour ne plus avoir de publicité du tout.

Il s'agirait d'un changement radical de modèle économique de la part de Twitter, qui s'est jusqu'ici appuyé sur la publicité ciblée pour obtenir des revenus, avant le lancement d'un premier abonnement payant à la mi-décembre.

Ce nouvel abonnement zéro pub s'intégrera à une stratégie plus large, annoncée par le milliardaire américain via un tweet, de remise à plat de la présence de la publicité sur le réseau social. Le HuffPost 22 janvier 2023

J-C - Elon Musk est présenté par des souverainistes ou conservateurs de droite opposés à la politique du Forum économique mondial comme le nouveau rédempteur des hommes, un saint homme ou presque, c'est une escroquerie politique évidemment que j'ai eu l'occasion de dénoncer, parmi tant d'autres !

Vidéo. Musk est un sauveteur mais pas un sauveur (Christian Combaz) 23 janvier 2023 YouTube

<https://www.youtube.com/watch?v=R3n37qoguuk>

Il a reçu plus de 120 commentaires élogieux, autrement dit de gens naïfs qu'il a trompés pour la plupart, du coup j'ai posté le commentaire suivant, le second en fait, rapidement rédigé car j'ai autres choses à faire :

- Plus démagogique tu meurs !

Pour bien montrer que vous délirez et induisez en erreur les gens qui vous écoutent, vous n'êtes pas sans savoir qu'Elon Musk n'est pas le bienfaiteur de l'humanité que vous prétendez. La preuve, une de plus.

Votre nouvelle égérie Elon Musk et grand démocrate a déployé au-dessus de l'Ukraine un réseau de satellites Starlink pour aider le régime néonazi de Kiev à la solde de l'Otan à faire sa guerre à la Russie, guerre dont vous imputez par ailleurs la responsabilité à l'Otan ou aux américains et au nazillon Zelensky, on est bien d'accord monsieur Combaz, vous n'êtes pas à une contradiction près, n'est-ce pas ?

De nos jours la censure est au service du fascisme.

L'édition allemande d'une BD française de Dominique Grange annulée à cause d'un mot sur Israël - Le HuffPost 25 janvier 2023

La BD « *Élise et les Nouveaux Partisans* » ne sera pas publiée en Allemagne à cause de la présence des mots « *apartheid israélien* » dans la postface de l'œuvre. Le HuffPost 25 janvier 2023

Totalitarisme déguisé. Leur humanisme est la politesse des salauds... qui soutiennent le régime néonazi de Kiev et

Australie: manifestations contre la fête nationale, qui divise le pays - AFP 26 janvier 2023

Guerre en Ukraine: la Russie exclue des commémorations de la libération d'Auschwitz - BFMTV 25 janvier 2023

Macron annonce que le 25 janvier deviendra officiellement la "*journée nationale contre le sexisme*" - BFMTV 26 janvier 2023

JO : le Sénat vote en faveur du retour des CRS/maîtres-nageurs-sauveteurs sur les plages, dès la fin des Jeux - Publicsenat.fr 25 janvier 2023

Contre les sécheresses et pénuries, Christophe Béchu veut un « Écowatt » de l'eau - Le HuffPost 25 janvier 2023

Le ministre de la Transition écologique veut réduire la consommation d'eau. « *Il faut s'habituer à la fin d'abondance, y compris pour l'eau* », insiste-t-il.

L'AFP participe à la chasse aux sorcières et à la délation. Entre maccarthisme et inquisition.

Open d'Australie: le père de Djokovic filmé avec des supporters pro-russes - AFP 26 janvier 2023

Le père du Serbe Novak Djokovic a été filmé en compagnie de supporters brandissant des drapeaux pro-russes pendant l'Open d'Australie de tennis, des scènes qualifiées de "*honteuses*" par l'ambassadeur d'Ukraine à Canberra.

Une vidéo publiée par la suite sur une chaîne YouTube pro-russe australienne a montré Srdjan Djokovic, le père du joueur, posant en compagnie de l'homme brandissant le drapeau avec le visage de Poutine. AFP 26 janvier 2023

Ils sont pires que les inquisiteurs fanatiques du régime...

Adrien Quatennens exclu du Parti de gauche - AFP/20 Minutes 25 janvier 2023

« *Le secrétariat exécutif national du PG décide de transformer la suspension d'Adrien Quatennens en exclusion* », indique le parti dans un communiqué. Le député du Nord était suspendu depuis le 20 septembre, au début de l'affaire. AFP/20 Minutes 25 janvier 2023

La milice fasciste de Macron à l'oeuvre

Les antifas agressent « Les Masques blancs » et mettent à la poubelle les portraits des victimes du vaccin - lemediaen442.fr 22 janvier 2023

La gauche a cette particularité d'être l'idiot utile des forces en puissance, que ce soit pour appeler à voter pour Macron tout en connaissant son programme sur la réforme des retraites ou pour faire le ménage des lobbies pharmaceutiques en agressant et insultant les victimes de mesures liberticides et néfastes dues à la "crise sanitaire".

Le collectif « *Les Masques Blancs* » de Lyon a été confronté à des nervis antifascistes cagoulés lors d'une manifestation sur la réforme des retraites. Les Masques Blancs ont l'habitude de manifester de manière pacifique pour sensibiliser les gens aux effets néfastes des mesures prises pendant la crise sanitaire. Certains individus proches du pouvoir — les idiots utiles — jouent un rôle de « *cordon sanitaire* » en malmenant les manifestants de toutes origines.

Dans une publication sur Twitter, le collectif — qui se veut pacifique et ouvert à tous — dénonce des actes de vandalisme et d'intimidation commis par les antifascistes cagoulés qui ont détruit leur matériel, tenté de les intimider et s'en sont particulièrement pris à deux femmes « *La manif passant devant notre action, les cagoulés de service sont revenus à la charge pour détruire notre matériel, nos bâches et tenter de nous intimider.* »

Tout d'abord, voici le matériel auquel les antifascistes se sont attaqués. Vous verrez plus plus bas, qu'ils se sont empressés de mettre dans une poubelle les portraits de personnes décédés. C'est inacceptable !

Les images ci-dessous montrent comment ces antifascistes s'en prennent aux citoyens pacifistes en les accusant à tort d'être des antisémites d'extrême droite. Macron peut rester à Barcelone, les antifas font le ménage à sa place.

<https://lemediaen442.fr/les-antifas-agressent-les-masques-blancs-et-arrachent-les-portraits-des-victimes-du-vaccin/>

J-C - Ils remplacent les guépéoutistes du PCF et les nazillons du FN qui autrefois s'en prenaient physiquement à ceux qui se réclamaient du trotskysme ou de l'anarchisme ou cette racaille a hérité de leurs méthodes pour réprimer les travailleurs qui ont osé à juste titre dénoncés et s'opposés à la dictature sanitaire criminelle de Macron, qui a à ce jour plus de 150.000 morts innocents à son actif depuis janvier 2020.

Ce sont des agents du nouvel ordre mondial totalitaire que tente d'instaurer à tous les peuples par tous les moyens l'oligarchie financière anglo-saxonne, qui officie depuis le Forum économique mondial de Davos.

Vous aurez noté que cette vermine bénéficie de la mansuétude du pouvoir et de la complicité du cadavre de la gauche et de l'extrême gauche, laissant le champ libre à la pire réaction.

Un témoignage édifiant. A lire absolument.

Blast : Chiens de garde du système, allégeance servile et propagande ukrainienne - donbass-insider.com 18 janvier 2023

<https://www.donbass-insider.com/fr/2023/01/18/blast-chiens-de-garde-du-systeme-allegeance-servile-et-propagande-ukrainienne/?unapproved=20045&moderation-hash=964dc9d99d4ea01844f51c7ffb76b8c7#comment-20045>

Ils n'ont aucune légitimité, à bas les institutions de la Ve République !

J-C – Fin de règne. Dorénavant le curseur de la majorité ou dit de la démocratie se situe autour de 10%. Parvenu à ce point le régime ne tient plus que grâce à l'inertie de l'histoire, à l'absence d'alternative politique, il suffirait qu'il y en ait une qui jaillisse pour qu'il soit balayé ou s'effondre d'un coup...

Législatives partielles: très faible participation, les trois sortants en tête après le premier tour - BFMTV 23 janvier 2023

Les trois députés sortants dans le Pas-de-Calais, la Marne et la Charente engagés dimanche dans des élections législatives partielles ont viré en tête à l'issue du premier tour, sur fond de forte abstention.

Dans la première circonscription de la Charente, qui inclut la préfecture d'Angoulême), abstention : 71,24%.

Horizons Thomas Mesnier (35,54% des suffrages exprimés) et le représentant de la Nupes, l'Insoumis René Pilato (35,36 %)

Dans la deuxième circonscription de la Marne, comportant plusieurs cantons de Reims), abstention : 76%.

RN sortante Anne-Sophie Frigout 34,80% des voix, la candidate de la majorité présidentielle unie Laure Miller 30,0%.

Dans la 8e circonscription du Pas-de-Calais (Saint-Omer et alentours), abstention : 70,39%.

Bertrand Petit (apparenté PS et investi par la Nupes) 46,14% des voix, RN Auguste Evrard 23,97%.
BFMTV 23 janvier 2023

De quoi la survie du capitalisme est-elle le nom ?

700 étudiants font la queue à la soupe populaire : « Ce midi, je ne vais pas manger, je me réserve pour ce soir. » - lemediaen442.fr 25 janvier 2023

Les images de cette longue file d'attente sont choquantes, les propos qui y sont tenus semblent sortis d'un autre temps, d'une autre époque... Cela se déroule en France en l'année 2023 et la distribution des repas a doublé en un an.

C'est dans un froid glacial que des étudiants du 13ème arrondissement de Paris se tournent vers des soupes populaires pour se nourrir en raison de la hausse des coûts de la vie. Selon les organisateurs, ils ont distribué des repas à environ 700 personnes lors de la dernière distribution *« Aujourd'hui, nous sommes à environ 700 personnes par distribution. Et pour donner un ordre d'idée, il y a encore un an, nous étions plutôt à 300 ou 400 personnes. »*

Les étudiants reçoivent des fruits et des légumes frais, bio pour certains, ainsi que des plats et des denrées de récupération. Certains étudiants ont déclaré qu'ils sautaient régulièrement des repas pour économiser de l'argent et ont décrit des difficultés financières *« Ce midi, je ne vais pas manger, je vais plutôt me réserver pour ce soir et c'est quelque chose que je fais régulièrement, au moins trois ou quatre fois par semaine. »* Ces soupes populaires sont vues comme un moyen de pallier aux difficultés et certains étudiants se demandent comment ils pourraient s'en sortir sans ces initiatives.

Pour Linkee, l'organisation venant en aide aux plus démunis, les témoignages deviennent de plus en plus inquiétant *« Je saute systématiquement le déjeuner et des fois même je reste jusqu'à 16h sans rien manger. »* Manon, 23 ans, étudiante en Langues étrangères appliquées à Paris.

Le temps passe, les promesses du président Macron se succèdent mais les étudiants français se retrouvent encore dans l'incapacité de se nourrir de manière adéquate alors que des scandales de corruption impliquant des oligarques ukrainiens qui s'enrichissent aux dépens de la France continuent d'éclater.

<https://lemediaen442.fr/700-etudiants-font-la-queue-a-la-soupe-populaire-ce-midi-je-ne-va-is-pas-manger-je-me-reserve-pour-ce-soir/>

Dossier contre-réforme des retraites scélérates.

Quel progrès social !

- *« J'ai 13 trimestres manquants en ayant travaillé depuis mes 18 ans, car mes bénéfices n'étaient pas assez importants. Je vais finir à 67 ans »,* Bernard, buraliste. *« Ah oui, pas de chance... »,* lui répond le ministre du Travail Olivier Dussopt, visiblement embêté... (Monde)

- Un ministre lâche à Mediapart : *« Personne n'a voté pour Macron en se disant "Chouette, on va travailler jusqu'à 65 ans". C'est même le contraire : cela nous a coûté la majorité absolue aux législatives. On a perdu, à cause des retraites, des dizaines de députés... ».*

- Après la très forte mobilisation contre la réforme des retraites, au sommet de l'État, on espère que le mouvement donne des signes d'essoufflement et on mise sur la *"résignation des Français pris ds le quotidien et les fins de mois difficiles"*.

- *« Vous êtes de 65, votre âge légal de départ passe à 63 ans et 3 mois. Je suis désolé »,* assène [le jeune ministre et millionnaire] Gabriel Attal. Exclamation dépitée de la quinquagénaire qui a commencé à 16 ans. *« J'aurai 46 ans de cotisation ».*

Infos diverses (Twitter).

- (le 18 janvier) Selon France Inter, E.Macron estime déjà que même si elle est forte jeudi, *"la mobilisation ne reflètera pas l'état d'esprit réel des Français"*. Alors que 93% des actifs se déclarent opposés à cette réforme, *"les Français ne veulent pas tout renverser"*, ajoute l'Élysée.
- Retraites : alors que l'exécutif comptait sur la résignation, plusieurs villes battent des records de mobilisation pas vus parfois depuis 30 ans ! L'ampleur des cortèges de la matinée est un *"petit coup de froid dans la majorité"*, confie une source ministérielle à BFM.
- L'avertissement est réel, avec la perspective d'un conflit qui pourrait durer. « *C'est une participation extrêmement forte, il ne faut pas se leurrer. Une des plus fortes de ces 20 dernières années* », admet un influent conseiller ministériel. (LP)

Retraites : « Les femmes sont pénalisées par le report de l'âge légal », reconnaît Franck Riester - Publicsenat.fr 23 janvier 2023

Invité d'Audition publique, l'émission hebdomadaire de Public Sénat, LCP-AN, en partenariat avec Le Figaro Live, le ministre des Relations avec le Parlement a reconnu que les femmes seraient plus impactées que les hommes par le report de l'âge légal à la retraite à 64 ans. « *On demande un effort à tout le monde y compris aux femmes* », a-t-il déclaré. Publicsenat.fr 23 janvier 2023

Retraites : Élisabeth Borne refuse de laisser dire que la réforme désavantage les femmes - Europe1 24 janvier 2023

La Première ministre Élisabeth Borne a tenté mardi d'éteindre la polémique sur l'impact de la réforme des retraites sur les femmes, assurant qu'elle allait *"réduire"* les inégalités avec les hommes, alors que son ministre Franck Riester avait reconnu qu'elles seraient *"un peu pénalisées"* avec ce projet du gouvernement. Europe1 24 janvier 2023

Radicalisation en cours.

- La police intervient ce soir pour empêcher une AG au Campus Condorcet Paris Aubervilliers où une occupation a commencé. Jeudi dernier, les CRS avaient déjà évacué une AG à l'université de Strasbourg
- 20 étudiants ont été interpellés et placés en GAV hier soir suite à un début d'occupation contre la réforme des retraites au campus Condorcet Paris Aubervilliers. Présence policière actuellement sur place
- Fin des journées saute-mouton ? Le syndicat SUD-Éducation appelle à une grève reconductible à partir du 31 janvier « *afin de hisser le rapport de force à la hauteur de l'enjeu* ».

- Les fédérations de la CGT Pétrole, Ports et Docks, ainsi que Mines et Énergie, au gros pouvoir de blocage, forment un front commun et appellent à "*des luttes reductibles*" jusqu'au retrait du projet de loi

Réforme des retraites : l'opposition au projet de loi s'intensifie - AFP/ LePoint.fr 26 janvier 2023

La cote d'Emmanuel Macron et d'Élisabeth Borne s'est fortement dégradée depuis l'automne, selon un sondage Elabe pour BFMTV publié mercredi qui révèle une opposition croissante des Français à la réforme des retraites.

Le rejet de réforme des retraites s'intensifie avec 72 % des Français « opposés » au projet du gouvernement, soit une hausse de 6 points en une semaine, et de 13 points en deux semaines.

« *L'opposition à la réforme progresse fortement en une semaine et devient pour la première fois majoritaire chez les retraités (59 %, + 13) »,* note l'institut.

Plus spécifiquement, 74 % (+ 10 points en une semaine) estiment la réforme « *injuste* », 62 % (+ 5) « *inefficace* » pour assurer la pérennité du système de retraites, et 54 % (+ 1) « *pas nécessaire* ».

Autres enseignements : l'approbation de la mobilisation contre la réforme progresse (64 %, + 8) et 57 % des Français (+ 2) assurent qu'ils « *comprendraient que les grévistes bloquent le pays, car c'est le seul moyen pour que le gouvernement retire ou modifie sa réforme des retraites* ». Mais 71 % des Français pensent que la réforme « sera votée et appliquée », selon ce sondage. AFP/ LePoint.fr 26 janvier 2023

Ils osent tout. Leur humanisme est la politesse des salauds...

Le contexte.

- Les deux syndicats des remontées mécaniques, qui représentent 100 % des voix aux élections professionnelles, appellent à la grève illimitée à partir du 31 janvier

Mobilisation contre la réforme des retraites: le gouvernement demande "un respect des vacances" - BFMTV 24 janvier 2023

La ministre déléguée chargée du Tourisme Olivia Grégoire a demandé de respecter "*tout le boulot que font les acteurs économiques de la montagne*" en réponse à la grève des syndicats de remontées mécaniques. BFMTV 24 janvier 2023

Ils ne pourront pas dire qu'ils ne le savaient pas. L'objectif dévoilé.

L'homme qui a réformé le système de retraite suédois alerte Emmanuel Macron - LePoint.fr 23 janvier 2023

Dans son argumentaire pour la réforme des retraites, le Gouvernement n'a cessé de se référer aux autres pays européens où l'âge de départ a déjà été repoussé. C'est le cas de la Suède qui, il y a vingt ans, a réformé son système de retraite et a repoussé l'âge pivot à 65 ans. Mais avec le recul, cette réforme suédoise, qui a également mis en place un système par capitalisation, est vue d'un œil critique. Si bien que même son principal instigateur, interrogé par BFMTV, tente de dissuader Emmanuel Macron de s'en inspirer.

Karl Gustaf-Scherman est l'ancien responsable de la sécurité sociale suédoise. Ex membre du Gouvernement, c'est lui qui a porté le projet de réforme des retraites il y a vingt ans. Aujourd'hui, il admet que cette réforme est imparfaite : « *Nous avons une nouvelle formule pour calculer les pensions. Il faut que les gens travaillent plus longtemps, mais on ne le leur explique pas. Et nous n'aidons pas ceux qui en ont besoin* », regrette-t-il.

Les pensions de retraite suédoises ont baissé

En effet, si les Suédois doivent travailler jusqu'à 65 ans pour toucher une retraite à taux plein, la plupart ne parviennent pas à travailler jusqu'à cet âge et s'arrêtent deux ou trois ans plus tôt. Résultat, leur pension est réduite. De plus, le passage à un système par capitalisation ne s'avère pas rentable.

Conséquence : selon une étude de la caisse des pensions suédoises réalisée en 2019, 72 % des hommes et 92 % des femmes à la retraite ont subi une baisse de leur pension et de leur pouvoir d'achat après la réforme du système. Celle-ci a donc paupérisé les retraités.

Conclusion de Karl Gustaf-Scherman lui-même : « *Ne recopiez pas le modèle suédois.* ». LePoint.fr 23 janvier 2023

Macron et les médias complotent contre le peuple.

Retraites : en secret, Macron a convoqué dix éditorialistes pour leur dicter ses éléments de langage - RT 23 janvier 2023

Soucieux de « *distiller la bonne parole* », le chef de l'Etat a déjeuné en secret avec les dix éditorialistes « *les plus influents de la presse parisienne* » pour faire passer des éléments de langage sur la réforme des retraites, selon France 5.

Décryptant « *l'art de la communication* » politique, France 5 s'est laissé aller à la confidence sur la façon dont le chef de l'Etat distille plus ou moins discrètement ses recommandations aux médias concernant la façon d'aborder la très controversée réforme des retraites.

Dans l'émission C médiatique diffusée le 22 janvier, la journaliste Eve Roger explique comment Emmanuel Macron a repris la main avant les mouvements sociaux, alors qu'il avait dans un premier temps « *déserté la scène médiatique* » sur le sujet.

« *Deux jours avant la journée d'action, la communication de l'Elysée organise une petite rencontre dont elle a le secret, c'est-à-dire un déjeuner avec le président et dix éditorialistes de la presse parisienne, convoqués à peine 24 heures avant* », soutient la journaliste. C'est le média Politico qui a le premier éventé cette réunion, le 18 janvier. Dans sa newsletter, le média a souligné que France Inter ou BFM TV avaient glissé un mot sur la lutte du chef de l'Etat contre « *l'irresponsabilité* »,

quand *Le Figaro* avait pris soin de rappeler que la réforme concernait *«aussi ceux qui sont exclus»* du marché du travail.

«Une rencontre en toute discrétion», affirme encore Eve Roger, où auraient été présents, selon elle, les éditorialistes phares de BFM TV, du Monde, de France Télévision, de France Inter, du Figaro, des Echos ou encore de RTL. *«L'objectif de l'Elysée, c'est qu'Emmanuel Macron distille la bonne parole, donne lui-même les éléments de langage aux dix journalistes les plus influents de la presse parisienne, afin que la parole présidentielle infuse dans l'opinion et pourquoi pas l'influence»*, poursuit-elle doctement.

«Mais il y a une condition de taille à ce déjeuner : les journalistes ne doivent pas dire qu'ils ont vu Emmanuel Macron, et donc ne peuvent pas le citer», explique la journaliste, provoquant les rires de ses confrères. RT 23 janvier 2023

Retrait ou chasser Macron et la Ve République !

Réforme des retraites: Véran affirme que le nombre de manifestants "ne change pas les choses" - BFMTV 23 janvier 2023

Le calendrier de la réforme des retraites s'accélère - Le HuffPost 23 janvier 2023

Ce lundi 23 janvier, la réforme des retraites, ou plutôt le *« projet de loi financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 »* contenant les annonces faites par Élisabeth Borne est officiellement présenté en Conseil des ministres, après avoir été examiné par le Conseil d'État.

Une première étape formelle qui intervient alors qu'une majorité de Français reste opposée au texte et que ses adversaires continuent de se mobiliser. *« La CGT appelle les salariés à participer, à partir du 23 janvier, à toutes les initiatives locales proposées par nos organisations »*, exhorte le syndicat dirigé par Philippe Martinez.

Au niveau local, plusieurs intersyndicales ont effectivement appelé à des actions, comme à Dieppe où un rassemblement est prévu devant la sous-préfecture de Seine-Maritime ce lundi. *« L'important, c'est qu'il y ait un feu roulant d'actions qui montre que tous les jours les salariés sont déterminés à ne pas laisser ce gouvernement tranquille »*, a déclaré à l'AFP Catherine Perret, secrétaire confédérale CGT.

Les organisations de jeunesse entendent également maintenir la pression. Mercredi 25 janvier, des Assemblées générales sont prévues dans les facs et les lycées. Toujours dans cette volonté d'entretenir la flamme contestataire, plusieurs fédérations syndicales ont annoncé des initiatives, à l'image de la CGT Pétrole, qui a déposé des préavis de grève dans les raffineries le 26 janvier et ce, pour une durée de 48 heures.

De quoi s'occuper avant l'arrivée du texte en commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, prévue pour le lundi 30 janvier, mais surtout de la deuxième journée de mobilisation, annoncée le lendemain, mardi 31 janvier. Objectif pour l'intersyndicale, faire mieux que jeudi 19 janvier, qui a réuni 1.1 million de manifestants selon la police.

Un véritable test pour les syndicats, alors que l'examen de la réforme commencera la semaine suivante, lundi 6 février. Celui-ci durera neuf jours. Les députés ont alors jusqu'au vendredi

17 février à minuit pour l'adopter en première lecture. Le texte partira ensuite au Sénat, sans que l'on sache précisément ce qu'il en sera de la contestation syndicale.

Pour autant, Philippe Martinez a annoncé ce dimanche que l'hypothèse de grèves durant les vacances de février est envisagée du côté de la CGT. *« À partir du moment où le gouvernement s'entête sur ce qui fait conflit, oui il y a la possibilité qu'il y ait des journées d'action pendant les vacances scolaires »*, a prévenu le leader syndical sur le plateau du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI.

Conformément au véhicule législatif choisi par l'exécutif, limitant l'examen du texte à 50 jours maximum, le Sénat a jusqu'au dimanche 26 mars à minuit pour voter le texte, ou le rejeter (hypothèse à ce stade improbable compte tenu de la domination de la droite à la chambre Haute). Toutefois, si le texte restait bloqué au Parlement, le gouvernement aurait alors carte blanche pour mettre en œuvre la réforme par ordonnances. Afin de coller au calendrier présidentiel, qui a annoncé une application de la réforme dès cet été. Le HuffPost 23 janvier 2023

Qui fait le « guignol » ? Peut-être celui qui craint que la situation "dégénère", Macron, non, Poutou son ministre du Travail !

J-C – Ah ces révolutionnaires qui affectionnent la paix sociale, le consensus, l'union nationale !

***"Ils ne veulent pas convaincre, ils veulent imposer"*: Poutou dénonce l'attitude du gouvernement sur les retraites - BFMTV 23 janvier 2023**

"Quand on les écoute, on l'impression que c'est un peu des guignols. Ils jouent, ils s'amusent avec nous", dénonce l'ancien candidat du NPA à la présidentielle.

J-C - Ils ont peut-être leurs raisons, non ? Une piste. Ne savent-ils pas que tous les dirigeants du mouvement ouvrier sont leurs alliés objectifs ?

BFMTV - *"Ils jouent avec une situation sociale qui est très dure et ils le savent. Il y a tous les éléments pour qu'on ne s'entende pas et il y a tous les éléments pour que ça dégénère"*, affirme Philippe Poutou.

J-C - Poutou, pour qui roulez-vous ? On croirait entendre un membre du patronat ou de la réaction qui craignent par-dessus tout que ça pète un jour ou que la situation leur échappe, et que le régime soit sérieusement menacé. Pourtant, cela ne devrait-il pas être le souhait le plus cher d'un "révolutionnaire" ?

BFMTV - *"Ils ne veulent pas convaincre, ils veulent imposer"*, dénonce Philippe Poutou. *"On a droit de manifester, mais ça ne changera rien au bout du compte": ils le disent clairement. Ils le disent même cyniquement*", déplore-t-il.

J-C - *"Ils veulent imposer"*, normal, non ?

C'est là aussi qu'on voit que Poutou a un sérieux problème avec la caractérisation politique du régime en place, il refuse de le caractériser de dictature ou de tyrannique. Pourquoi ? Mais pour qu'on ne démasque pas qu'il est en réalité un faux révolutionnaire ou parce qu'il s'accommode du régime en place tout en faisant croire aux naïfs le contraire.

BFMTV - *"On savait déjà que ça se passerait comme ça. Ça pose le problème du mouvement qu'il faudrait durcir, de comment on peut construire un mouvement qui les fait taire et qui les fait reculer"*, poursuit l'ancien candidat à la présidentielle.

Philippe Poutou veut croire qu'une victoire du mouvement social est possible, avec l'abandon du projet de réforme des retraites. *"C'est vrai qu'on a des raisons de douter, parce qu'on a perdu les dernières batailles"*, reconnaît-il. BFMTV 23 janvier 2023

J-C - Il faut rappeler que de tout temps, le plus souvent les mobilisations sociales se soldent par des échecs ou les victoires sont rares surtout quand elles concernent des revendications collectives, Si l'inverse était vrai, cela signifierait que le socialisme est déjà instauré et qu'on vivrait dans une société juste où chacun pourrait s'épanouir, je ne pense pas que ce soit le cas aujourd'hui, nulle part dans le monde.

Douter est certes permis, l'exprimer ainsi devant des millions de travailleurs a valeur de trahison !

Le régime va craquer de partout. Ils ne peuvent plus empêcher de le dire sur leurs médias.

Le chanteur Daniel Guichard dénonce l'injustice envers les soignants et les pompiers suspendus - lemediaen442.fr 23 janvier 2023

Le chanteur Daniel Guichard a dénoncé lors de son passage à *France Bleu*, le traitement des soignants et des pompiers qui ont refusé de se faire vacciner, qualifiant cela de honteux et d'injuste.

Daniel Guichard, invité de l'émission « *Dans le rétro* » sur France Bleu, a exprimé sa déception et sa colère concernant le traitement des soignants suspendus pendant la pandémie de COVID-19. Il a déclaré que c'est une honte qu'ils aient été suspendus et n'aient pas reçu de salaires, et qu'ils ne soient pas en mesure de bénéficier du chômage ou d'une quelconque forme d'aide. « *C'est une honte ce qui a été fait aux infirmières, aux soignants et aux gens des hôpitaux. On les a suspendus simplement parce qu'ils refusaient une piqûre, malgré les doutes qu'ils pouvaient avoir. C'est inacceptable de demander à des infirmières et des soignants qui ont eu le COVID de continuer à travailler avec les malades. C'est également honteux d'avoir fait venir des centaines de pompiers d'autres pays européens, alors qu'il y avait des milliers de pompiers qui ont été suspendus en France.* »

Guichard a également rappelé que la France est le dernier pays au monde à n'avoir pas réintégré les travailleurs de la santé, les pompiers, les militaires et les policiers qui ont refusé de se faire vacciner et qu'il est honteux que ces travailleurs aient été mis sur la touche sans aucun soutien. Nombre de ces travailleurs sont des mères célibataires qui luttent maintenant pour subvenir aux besoins de leur famille. lemediaen442.fr 23 janvier 2023

Soignants non vaccinés et suspendus : la colère de Daniel Guichard

<https://www.youtube.com/watch?v=B8aGFAoI8P0>

Une analyse sur la crise du capitalisme et la stratégie de l'oligarchie pour tenter de la surmonter.

Le « Covid-19 » n'existe pas, sauf en tant qu'association de malfaiteurs - Réseau International
22 janvier 2023

<https://reseauinternational.net/le-covid-19-nexiste-pas-sauf-en-tant-quassociation-de-malfaiteurs/>

par Michael Bryant

COVID-19 : Une opération financière mondiale.

Le phénomène COVID ne peut être compris sans comprendre l'effondrement financier sans précédent qui menace l'ensemble du système financier mondial.

L'histoire de la pandémie du COVID-19 n'a pas de sens si on la considère sous l'angle de la santé, de la sécurité et de la science. En revanche, si on la considère sous l'angle de l'argent, du pouvoir, du contrôle et du transfert de richesse, tout est parfaitement logique.

Les confinements, les muselières obligatoires, la distanciation antisociale et la pléthore de mesures complémentaires n'ont rien fait pour protéger ou améliorer la santé publique – ils n'ont jamais été conçus pour le faire.

Les nombreuses obligations nées au début du scénario Covid-19 ont toutes été conçues pour briser délibérément l'économie mondiale et écraser les petites entreprises, ainsi que pour briser l'esprit et la volonté des gens, détruire le tissu social, afin de « *reconstruire une société meilleure* » conforme aux visions dystopiques des psychopathes qui mènent cette guerre des classes.

Le résultat souhaité est une utopie de milliardaires, dans laquelle ils posséderont et contrôleront la planète sous la forme d'un fief techno-féodal où l'humanité sera marquée numériquement et régulée comme du bétail dans une technocratie super-surveillée.

Ce que cette crise fabriquée camoufle commodément, c'est que nous sommes au milieu d'un effondrement économique total planifié – un effondrement qui était inévitable.

L'activation de la fraude COVID est devenue nécessaire lorsque les marchés mondiaux ont été confrontés à une crise aiguë de la dette à l'automne 2019, crise qui est apparue sur des marchés auparavant essentiellement liquides : les marchés des pensions, les marchés monétaires et les marchés des changes.

Les gouvernements occidentaux se sont précipités pour sauver ce système en décomposition, endiguer ce glissement de terrain cataclysmique, renflouer les investisseurs à grande échelle et installer de manière proactive une infrastructure de sécurité afin de contrôler l'inévitable désordre social résultant de cet effondrement. Cette opération serait suivie d'une réinitialisation financière mondiale, après une période d'hyperinflation, détruisant à la fois la valeur de la dette et les créances papier correspondantes.

Le système financier était déjà à un stade avancé de déclin à l'automne 2019, comme l'illustre la prise de contrôle du marché Repo par la Fed en septembre pour court-circuiter la Repocalypse. Cet effondrement a commencé pour de bon en 2008/09 et les tentatives des quinze dernières années pour sauver ce système économique corrompu n'ont fait que retarder l'inévitable.

À l'automne 2019, la crise a recommencé à s'étendre rapidement.

Une baisse spectaculaire de la production industrielle a caractérisé la crise bancaire d'août 2019 – la crise dite du Repo – lorsque les banques ont commencé à refuser les titres de la dette souveraine américaine comme garantie pour les prêts au jour le jour, obligeant la Réserve fédérale à intervenir et à imprimer de l'argent pour couvrir cette pénurie massive.

Le marché Repo est le marché sur lequel les banques empruntent de l'argent chaque jour afin de disposer d'un certain pourcentage d'actifs liquides à la fin de chaque journée pour pouvoir répondre à certaines exigences fiduciaires.

Vers la mi-septembre, la Fed a commencé à injecter 10 à 20 milliards de dollars par jour sur le marché des pensions pour maintenir les taux d'intérêt à un bas niveau, afin que les banques puissent emprunter l'argent nécessaire pour rester en activité. Cependant, ce n'était toujours pas suffisant.

Début mars, la Fed injectait 100 milliards de dollars sur le marché Repo afin d'endiguer cette crise majeure.

Tout le monde à Wall Street était chargé d'une énorme dette et retenait les liquidités américaines afin d'assurer le service de cette dette, refusant de financer les achats de devises étrangères, puis de devises américaines, alors que le marché Repo se bloquait à un taux d'intérêt de 10 % sur les prêts Repo au jour le jour. Les obligations du Trésor américain et même les billets de banque américains étaient rejetés comme garantie pour les opérations de pension.

En mars 2020, la crise de liquidité s'est propagée des marchés des courtiers primaires (les banques TBTF et les fonds spéculatifs ont été renfloués en septembre) vers toutes les autres actions, matières premières, obligations, obligations adossées à des prêts, titres adossés à des prêts hypothécaires, fonds communs de placement, fonds négociés en bourse, ainsi que divers systèmes de Ponzi tels que les produits dérivés structurés, négociés sur des plateformes propriétaires représentant jusqu'à plusieurs milliers de milliards de dollars.

Lorsque les bons du Trésor américain sont devenus illiquides en raison de la croissance exponentielle de la dette publique – mais surtout privée – en dollars, alors même que la FED absorbait les liquidités des marchés financiers, l'enfer s'est déchaîné.

Le château de cartes qui s'écroulait depuis six mois n'a pas pu être arrêté, si bien que l'hystérie du COVID a été fabriquée pour couvrir ce qui représente 10 à 15 000 milliards de dollars de renflouement de la FED en espèces et en actions via les opérations permanentes d'open market (POMO) – une façon élégante de dire que la FED achète des bons du Trésor, injecte de l'argent sur les marchés financiers et donne des garanties de valeur des garanties utilisées dans les produits dérivés structurés.

Le tour final, actuellement en cours, consiste pour les banques centrales (Fed) à racheter toutes les dettes toxiques et sans valeur des fonds spéculatifs et des banques, y compris les 1,5 quadruple milliards de produits dérivés, puis à transférer la dette au Trésor public en tant que dette souveraine. Ils imprimeront ensuite de l'argent à l'infini, ce qui est déjà en cours, pour assurer le service de cette dette fictive afin de faire couler le dollar via l'hyperinflation, puis saisiront les États-Unis et tous les autres détenteurs de dettes en dollars sans valeur.

C'est ça le tour : une hyperinflation mondiale pour vaporiser les actifs des masses et des États afin de remettre les actifs publics aux investisseurs privés. Cela permet à la classe dirigeante d'éponger les biens (petites entreprises en faillite, maisons saisies, etc.) afin de s'approprier sans limite tout ce qui existe dans le monde.

L'arrivée de « l'urgence » Covid-19 a fourni la justification et l'opportunité de geler l'effondrement bancaire américain par des injections massives de liquidités. Quelque 8 à 10 trillions de dollars ont été versés aux banques américaines jusqu'en mars 2020, avec un stimulus économique supplémentaire de 5 trillions de dollars promis par la Fed.

La croyance en une urgence médicale mondiale, à partir de mars 2020, était un résultat de la manipulation des médias de masse, des techniques de conditionnement comportemental et de l'ingénierie sociale. Tout cela a été rendu possible grâce à une programmation institutionnelle et à des messages médiatiques envahissants, empêchant les processus cognitifs de base et éliminant les possibilités de pensée critique.

À côté de ce bombardement médiatique incessant et écrasant prônant la théorie d'un virus pandémique mortel, aucune autre explication n'a été autorisée à exister dans les médias ou la conscience publique.

Sans la menace telle qu'un « virus tueur », cet effondrement financier massif aurait immédiatement provoqué la panique et menacé la crédibilité du dollar. Sans l'écran de fumée du Covid-19, ce système de Ponzi généralisé et le transfert de richesse historique en cours seraient vus pour ce qu'ils sont : un vol opéré par l'aristocratie financière.

L'opération Covid : Le cheval de Troie pour inaugurer le nouvel ordre mondial

Comme l'a illustré la « guerre contre le terrorisme », ces événements sont construits pour exploiter autant de lignes d'opportunité que possible. Avec la « pandémie de Covid » remplaçant la fausse « guerre contre le terrorisme », une autre « crise mondiale » instrumentalisée se transforme miraculeusement en une opportunité pour la classe dirigeante.

Alors que la nécessité immédiate était de stopper l'hémorragie du système financier mondial, de nombreux autres objectifs étaient et sont servis par cette opération à multiples facettes. Rien de tout cela n'est accidentel. Tout cela est caché au grand jour, planifié et exécuté, comme en témoignent de multiples exercices de simulation tels que « Event 201 » et de nombreux documents tels que « l'Agenda 2030 pour le développement durable ».

L'opération Covid elle-même couvre de nombreux objectifs :

- Préemption et le camouflage des raisons de l'implosion économique susmentionnée ;
- Accélération du plus grand transfert de richesse vers le haut de l'histoire humaine ;
- Justification et ancrage de l'État de biosécurité, y compris la surveillance par l'IA dans de multiples secteurs de la société ;
- Renforcement et enrichissement du cartel des technologies de pointe, par le biais d'applications de suivi, de la prolifération et de la normalisation des médias sociaux et des plateformes de communication en tant qu'« intermédiaires » dans tous les domaines de la vie. Évolution de toute la vie sociale vers l'impératif technologique – les repas commandés via DoorDash, les réunions sur Zoom, l'augmentation des dépenses via Visa/MasterCard en commandant des biens en ligne avec Amazon, les films via Netflix, etc. ont tous été imposés à un public mondial crédule et largement soumis pendant la tyrannie Covid ;

- Création de « la pandémie » comme mécanisme financier. Les pandémies fabriquées sont devenues des opportunités d'investissement gigantesques qui augmentent la richesse des milliardaires et consolident davantage leur pouvoir ;
- Expansion de l'industrie de la santé publique dans tous les domaines de la vie publique et économique. L'industrie de la santé est désormais directement liée aux marchés mondiaux et aux conglomérats financiers et est devenue l'un des instruments financiers les plus importants pour les investisseurs ;
- Création d'un système de « *gestion de la santé* » bio-médical entièrement nouveau et lucratif afin d'introduire et de codifier un modèle médical bio-technique en mettant l'accent sur des « *vaccins* » ARNm téléchargeables « *révolutionnaires* » ;
- Expansion et normalisation de l'utilisation des cartes d'identité numériques, y compris les passeports vaccinaux, en les reliant à une monnaie numérique de la Banque centrale (CBDC) ;
- Système de revenu de base universel (UBI), permettant de suivre les achats, les interventions médicales, les « *choix de vie* », etc. pour nous inciter à adopter les comportements « *souhaités* » ou nous exclure complètement du système, à leur gré ;
- Réorganisation, privatisation et réduction des services publics sous le prétexte de les rendre « *plus agiles* » pour les « *urgences publiques* » ;
- Conditionner le public à des « *états d'urgence* » perpétuels pour le préparer à la mise en œuvre de « *l'Agenda 2030 pour le développement durable* ».

Le mot de la fin

Nous vivons le plus grand crime organisé mondial depuis la Seconde Guerre mondiale. Certains l'ont compris. D'autres sont encore endormis ou traumatisés, alors que le tissu social est réduit en miettes et que le monde qui les entoure est complètement transformé.

Les élites financières savent qu'elles ont accumulé d'énormes dettes et déficits impayables. Elles savent que les promesses de retraites et d'avantages sociaux ne pourront pas être payées. Elles savent que le système a atteint son Waterloo et que l'agitation sociale est inévitable.

Ils savent qu'ils doivent agir rapidement et de manière globale pour détourner cet effondrement afin de protéger le Léviathan financier dont dépend leur capacité à maintenir leur pouvoir et leur contrôle.

En d'autres termes, le Covid-19 n'était pas une urgence médicale généralisée, mais un système de blanchiment d'argent, une opération psychologique de masse et un écran de fumée pour une révision et une restructuration complètes de l'ordre mondial social et économique actuel.

Covid-19, l'événement médiatique, était le cheval de Troie construit pour introduire une transformation complète de notre société.

Covid-19TM, l'opération, n'a jamais été un événement épidémiologique, c'est un modèle économique destiné à augmenter les portefeuilles des super-riches.

Le « *Covid-19* » n'existe pas, sauf en tant qu'association de malfaiteurs.

Source : Off-Guardian via Strategika

Davos, c'est synonyme de quoi au juste ?

- Réforme des retraites : *"Reculer l'âge de départ est une bonne chose pour le business"*, murmure-t-on au forum économique mondial de Davos - francetvinfo.fr 18 janvier 2023

Un homme d'affaires malaysien à franceinfo : *"Peut-être pas une bonne nouvelle pour les Français, mais pour les multinationales installées en France, ça l'est."* francetvinfo.fr 18 janvier 2023

Twitter - Sarah Ellis, PDG de GLAAD (Groupe de surveillance des médias pro-LGBT) à la réunion annuelle du FÉM 2023 à Davos

«Nous avons travaillé de très près avec Hollywood. Nous sommes partout, ns sommes sur votre lieu de travail, ns sommes dans vos familles, ns sommes partout»

- **Davos : Gates, Schwab et les élites mondiales sont de plus en plus critiqués pour leur programme “Maîtriser l’avenir”. Par Michael Nevradakis (The Defender 18 janvier 2023) - Mondialisation.ca, 23 janvier 2023**

Des milliers de personnalités du monde politique et des affaires se réunissent à Davos, en Suisse, cette semaine pour la réunion annuelle du Forum économique mondial, alors que les critiques les accusent de "centraliser le pouvoir entre les mains d'élites mondiales triées sur le volet".

Extraits.

Dans sa déclaration de mission, le WEF affirme “être indépendant, impartial et n’être lié à aucun intérêt particulier”.

La déclaration poursuit :

“Le Forum s’efforce dans tous ses efforts de faire preuve d’esprit d’entreprise dans l’intérêt public mondial tout en respectant les normes de gouvernance les plus élevées. L’intégrité morale et intellectuelle est au cœur de toutes ses activités.”

Cependant, les critiques décrivent le WEF comme une “organisation politique fanatique se faisant passer pour une entité neutre”, dont l’objectif est de “centraliser le pouvoir entre les mains d’élites mondiales triées sur le volet” et qui fonctionne sans demander l’opinion de, ni responsabilité envers, le public.

Certains critiques affirment que la réunion annuelle du WEF “fait office de magasin d’idées et de politiques pour la classe dirigeante mondiale, en personne, sur invitation seulement et fermé aux étrangers idéologiques”.

Les déclarations issues de la réunion de cette année n’ont guère contribué à apaiser les inquiétudes quant à l’agenda réel du WEF.

M. Schwab a demandé ce que signifie *“maîtriser l’avenir”* :

“Qu’est-ce que cela signifie, de maîtriser l’avenir ? Je pense que disposer d’une plateforme où toutes les parties prenantes de la société sont engagées – gouvernements, entreprises, sociétés civiles, jeune génération... Je pense que c’est la première étape pour relever tous les défis.”

M. Schwab a également profité de son discours d’ouverture pour répondre aux critiques formulées à l’encontre du WEF ces dernières années. Cependant, il a déclaré que le WEF et ses partenaires mondiaux doivent *“surmonter”* ces *“attitudes négatives, critiques et conflictuelles”*.

Dans un billet de blog, le journaliste d’investigation Jordan Schachtel a noté que le WEF semble *“jouer en défense”* en réponse aux *“vents contraires majeurs”* auxquels son *“programme extrémiste”* est confronté, en affirmant qu’il est victime de *“campagnes de désinformation”*.

Par exemple, un article paru le 5 août 2022 dans le quotidien canadien The Globe and Mail affirmait que la fameuse citation *“ne possédez rien et soyez heureux”* avait *“déclenché une campagne de désinformation”*, même si M. Schachtel a fait remarquer que la phrase provenait du WEF lui-même. L’article contenant la citation a été écrit par Adrian Monck, aujourd’hui directeur général du WEF.

Et le gouverneur de Floride Ron DeSantis a récemment attaqué le WEF, en remarquant qu’*“ils dirigent tout et que tous les autres sont essentiellement des serfs.”*

Pèlerinage annuel de génuflexion devant Bill Gates et Klaus Schwab”.

La liste des conférenciers à la réunion du WEF de cette année représente le proverbial *“who’s who”*, les personnalités de l’élite mondiale de la politique, des affaires, du journalisme et des organisations à but non lucratif.

Faisant référence au nombre important de journalistes participant en tant que panélistes et orateurs, Robert F. Kennedy, Jr, président et conseiller juridique principal de Children’s Health Defense, a déclaré :

“La presse américaine fait son pèlerinage annuel pour faire des génuflexions devant Bill Gates et Klaus Schwab et recevoir ses ordres de marche des milliardaires.”

Parmi les conférenciers de la réunion du WEF de cette année figurent 52 chefs d’État et de gouvernement, dont des représentants de familles royales, ainsi que 56 ministres des finances nationaux, 35 ministres des affaires étrangères, 30 ministres du commerce et 19 gouverneurs de banques centrales.

En effet, un nombre record de chefs d’État participe à la réunion de cette année.

Les principales personnalités internationales figurant sur la liste de cette année sont le secrétaire général de l’ONU, António Guterres, le directeur général de l’OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, le secrétaire général de l’OTAN, Jens Stoltenberg, Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne et ancienne directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), et l’ancien vice-président Al Gore.

Plus d’une douzaine de représentants de l’UE sont présents, dont la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, et d’autres hauts fonctionnaires, dont le commissaire européen à l’économie et le vice-président exécutif du Pacte vert européen.

Des chefs d'État européens, tels que le chancelier allemand Olaf Scholz et le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, figurent parmi les orateurs, aux côtés de personnalités royales européennes telles que la reine Mathilde de Belgique, la reine Máxima des Pays-Bas et le prince Albert II de Monaco. Un important contingent d'hommes politiques ukrainiens est également présent.

Les grosses compagnies pharmaceutiques sont également fortement représentées dans la liste des orateurs de cette année. Parmi les participants figurent Albert Bourla, PDG de Pfizer, qui, lors de la réunion du WEF de l'année dernière, a évoqué la façon dont les micropuces seront un jour ajoutées aux pilules, Stéphane Bancel, PDG de Moderna, des cadres supérieurs d'AstraZeneca, de Bayer, de Merck et de Sanofi, et Adar Poonawalla, du Serum Institute indien, le plus grand fabricant de vaccins au monde.

Parmi les personnalités du monde des affaires et de la finance figurant sur la liste des orateurs figurent Larry Fink, PDG de BlackRock, Andy Jassy, PDG d'Amazon, Jamie Dimon, PDG de JPMorgan Chase, Jane Fraser, PDG de Citigroup, Orit Gadiesh, président de Bain & Company, ainsi que les gouverneurs des banques centrales de pays tels que la France, Israël et les Pays-Bas.

Cinq représentants de la Fondation Bill et Melinda Gates figurent sur la liste des orateurs, ainsi que des rédacteurs et des journalistes de médias tels que The Associated Press, Reuters et The Washington Postet Axios, Bloomberg, CBS, CNBC, CNN, Deutsche Welle, The Economist, le Financial Times, Forbes, Foreign Affairs, Fortune, Fox Business, NBC, The Atlantic, le New York Times, Politico et le Wall Street Journal.

Les représentants de Big Tech (les géants des technologies de l'information) et de fintech (technologies numériques financières) ne manquent pas non plus dans la liste des orateurs du WEF, notamment les dirigeants de Google, LinkedIn, Meta, Microsoft, TikTok, ainsi que Mastercardet Visa.

Au total, plus de 2 700 participants de 130 pays sont répertoriés.

Notamment, George Soros, président de Soros Fund Management et fondateur de l'Open Society Foundations, a déclaré dans un tweet du 10 janvier qu'il ne participerait pas à la réunion du WEF de cette année *“en raison d'un conflit d'agenda inévitable”*. Le fils de Soros, Alexander Soros, président adjoint de l'Open Society Foundations, figure toutefois sur la liste.

Malgré la présence d'un si grand nombre de personnalités de haut niveau à la réunion annuelle du WEF, Schwab a précédemment déclaré qu'il ne faisait pas de *“déclarations politiques ou de déclarations économiques qui ... influencent de quelque manière que ce soit les personnalités politiques.”*

Toutefois, M. Schwab a été photographié en train de se mêler aux chefs d'État du monde entierlors de la conférence du G20 de novembre 2022 en Indonésie.

M. Schwab a également déclaré que les anciens membres de son Forum des jeunes leaders mondiaux ont *“pénétré”* les gouvernements de plusieurs pays, où les politiques du WEF sont largement adoptées.

Selon M. Lawton, les dirigeants d'entreprise considèrent que l'avantage de la participation à la réunion du WEF est de *“rencontrer des politiciens”*, tandis que les dirigeants d'ONG se concentrent sur l'obtention *“d'une audience avec des chefs d'entreprise (donateurs potentiels) et des décideurs politiques”*.

Pour lire l'article en entier :

<https://www.mondialisation.ca/davos-gates-schwab-et-les-elites-mondiales-sont-de-plus-en-plus-critiques-pour-leur-programme-maitriser-lavenir/5674257>

Totalitarisme. Big Brother, une fiction ou la réalité ?

États-Unis : Beverly Hills championne du monde de la télésurveillance - Courrier international 24 janvier 2023

Difficile de faire un pas à Beverly Hills sans être espionné, rapporte Bloomberg. En matière de télésurveillance, la célèbre banlieue chic de Los Angeles est pionnière au point de faire office, si l'on en croit le site d'information économique, de laboratoire mondial.

« La ville exploite plus de 2 000 caméras de sécurité – soit une pour seize habitants –, ce qui en fait l'une des communautés urbaines les plus étroitement surveillées dans le monde. »

Longue de plus de 3 kilomètres, Rodeo Drive, l'artère commerçante de la ville, en compte à elle seule 29, auxquelles vont bientôt s'ajouter quatre appareils destinés à photographier automatiquement les plaques d'immatriculation des véhicules en circulation.

À Beverly Hills, les caméras de surveillance sont ainsi *“un élément incontournable du mobilier urbain”*. Les policiers répartis sur le terrain ont également été équipés de caméras piétons. Quant aux drones espions munis d'un téléobjectif capable de lire n'importe quelle plaque d'immatriculation à un demi-mille, ils couvrent les trois quarts de la ville sept jours sur sept. À la moindre alerte, leurs pilotes postés à distance peuvent en prendre le contrôle pour les diriger vers la zone concernée.

Des logiciels censés repérer les *“comportements suspects”*

Depuis juin dernier, toutes les images recueillies – y compris par les caméras privées dont les flux sont partagés avec le dispositif policier – sont centralisées dans un QG dernier cri, le Real Time Watch Center (*“centre de surveillance en temps réel”*, RTWC), où elles sont analysées par des logiciels censés repérer tout *“comportement suspect”*.

“Là, les policiers peuvent diriger une caméra sur Wilshire Boulevard, puis zoomer à l'aide d'une autre caméra vers le bas de Canon Drive et ainsi de suite.”

Les agents présents sur le terrain peuvent également visionner sur leurs téléphones les images filmées par les drones. *“C'est l'utilisation simultanée de toutes les technologies qui donnent les meilleurs résultats. Et le centre de surveillance constitue la plaque tournante”*, explique Mark Stainbrook, le chef de la police locale.

Totalitarisme. Un régime aux abois toujours plus liberticide et prêt à recourir à des applications à "caractère expérimental".

J-C - Cela ne vous rappelle-t-il rien ? Leurs saloperies d'injections géniques sur la population réduite à l'état de cobaye. Il faut aussi préciser que chaque fois qu'ils adoptent des mesures liberticides suite à un évènement ou dans le cadre d'une situation particulière, jamais ils ne les retirent par la suite.

Pour les JO de Paris 2024, une loi spéciale qui parle très peu de sport (et suscite des inquiétudes) - Le HuffPost 22 janvier 2023

C'est l'histoire d'un texte répondant aux besoins d'une manifestation sportive d'envergure, et qui aborde finalement peu cette manifestation sportive d'envergure.

Un projet de loi qui comporte de nombreuses dispositions qui dépassent (largement) l'organisation des JO, comme le relevait le Conseil d'État dans un avis rendu le 22 décembre.

« *Si huit articles ne sont applicables qu'aux prochains jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, dont deux ont un caractère expérimental, onze autres articles créent des dispositions nouvelles ou modifient des dispositions existantes de façon pérenne et seront donc susceptibles de s'appliquer à d'autres situations* », souligne l'institution, proposant par ailleurs de renommer le texte pour mieux coller à son contenu.

Parmi elles, le recours aux caméras « augmentées », utilisant l'intelligence artificielle, aussi appelée vidéosurveillance algorithmique (VSA), visant à détecter « *des situations anormales* ».

« *En autorisant l'État à analyser, classer, évaluer les mouvements et comportements de chaque individu dans l'espace public, en lui donnant des pouvoirs de décision décuplés par l'automatisation de la prise de décision, cette technologie transforme notre rapport à l'espace public et démultiplie les capacités de contrôle et de répression de la police* », s'alarme La Quadrature du Net, une association de défense et de promotion des droits et libertés sur Internet.

Dans son avis daté du 4 janvier, la Commission nationale de l'Informatique et des libertés appelle à la vigilance (CNIL). « *Le déploiement, même expérimental, de ces dispositifs de caméras augmentées est un tournant qui va contribuer à définir le rôle qui sera confié dans notre société à ces technologies, et plus généralement à l'intelligence artificielle* », observe la CNIL, considérant que ces outils de surveillance « *peuvent en effet conduire à un traitement massif de données à caractère personnel* ».

Une prudence dont ne s'embrassent pas certains sénateurs, qui ont déposé des amendements pour élargir le périmètre du dispositif. Ainsi, la sénatrice LR Michèle Tabarot propose d'inclure des enregistrements sonores à ces outils de surveillance, quand sa collègue (également LR) Jacqueline Eustache-Brinio voudrait étendre cette surveillance à la « *prise en charge illégale de clients par des transporteurs publics particuliers, VTC ou taxis clandestins* ».

« *Cheval de Troie* »

Autre motif d'inquiétude, un arsenal répressif semblant rédigé sur mesure pour des problématiques autres que celles s'appliquant aux Jeux Olympiques. À l'image de l'article 12 du volet sécurité du projet de loi qui transforme, « *lorsqu'elles sont commises en récidive ou en réunion* » deux

infractions en délits : « *le fait de pénétrer ou de tenter de pénétrer, par force ou par fraude, dans une enceinte sportive* » et « *le fait de pénétrer ou de se maintenir sans motif légitime sur l'aire de compétition d'une telle enceinte* ».

Ce qui sonne comme une référence indirecte aux interruptions de manifestations sportives organisées par des militants écologistes. Tarif : six mois d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende. L'article, suivant, le 13, fait également grincer des dents. Il entend renforcer « *l'effectivité du dispositif des interdictions judiciaires de stade* ».

Ces interdictions de stade, qui étaient jusque-là facultatives, auront dorénavant un caractère automatique et ce, même une fois les Jeux Olympiques terminés. « *C'est clairement le football qui est visé* », déplore auprès du Monde Ronan Evain, directeur général de l'association Football Supporters Europe, qualifiant ce texte de « *cheval de Troie* » permettant au gouvernement de profiter des Jeux Olympiques pour muscler son arsenal répressif.

Le texte tel qu'il est présenté aux sénateurs prévoit également « *l'utilisation de scanners corporels à ondes millimétriques à l'entrée des enceintes accueillant plus de 300 personnes pour des manifestations sportives, culturelles ou récréatives* ». Là encore, ce dispositif aura vocation à perdurer après les Jeux Olympiques, et pas uniquement sur des événements sportifs. Le HuffPost 22 janvier 2023

Situation au Pérou.

Pérou : Un projet de loi qui autorise l'entrée de militaires étrangers avec des armes de guerre. - bolivarinfos.over-blog.com 22 Janvier 2023

Approuvé par le conseil des ministres, ce projet de loi a été envoyé au Congrès pour être débattu.

Au milieu des tensions internes que le pays est en train de vivre, la présidente de fait du Pérou, Dina Boluarte et le conseil des ministres de la dictature ont présenté un projet de loi qui autorise l'entrée de personnel naval et militaire avec des armes de guerre en territoire péruvien.

« *Nous avons le plaisir de nous adresser à vous, conformément à l'article 107 de la Constitution Politique du Pérou, pour soumettre à la considération du Congrès de la République, avec l'approbation du conseil des ministres, le projet de résolution législative qui autorise l'entrée d'une unité navale et de personnel militaire étranger avec des armes de guerre sur le territoire de la République du Pérou,* », dit la lettre adressée au Congrès. bolivarinfos.over-blog.com 22 Janvier 2023

Pérou: Le ministre de l'Intérieur et le chef de la police poursuivis en justice - bolivarinfos.over-blog.com 23 Janvier 2023

Le Comité national de coordination des droits de l'homme du Pérou a déposé ce dimanche une plainte contre le ministre de l'Intérieur, Vicente Romero, et le commandant général de la police nationale, Raul Alfaro, à la suite du raid effectué dans les locaux de l'université de San Marcos à Lima.

Deux avocats membres de l'organisation ont allégué l'"arbitraire" des arrestations de samedi sur le campus de la principale université de la capitale.

La police a eu recours à des chars pour déloger les manifestants qui se trouvaient dans les locaux depuis quatre jours pour soutenir les protestations contre le gouvernement de la présidente Dina Boluarte. Au moins 205 personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'opération policière, selon les médias locaux. bolivarinfos.over-blog.com 23 Janvier 2023

Pérou : violents heurts lors d'un grand rassemblement à Lima - AFP/LePoint.fr 23 Janvier 2023

La présidente péruvienne Dina Boluarte a appelé mardi à une « *trêve nationale* » alors qu'à Lima, une nouvelle grande manifestation réclamant son départ a été le théâtre d'affrontements violents. La mobilisation ne faiblit pas avec une journée nationale de protestation et des marches programmées mercredi dans de nombreuses villes du pays.

En soirée, les autorités ont annoncé la fermeture de l'aéroport de Cuzco, capitale touristique du pays, s'ajoutant à celles des aéroports de Puno et d'Arequipa. AFP/LePoint.fr 23 Janvier 2023

OTAN de la guerre contre la Russie.

L'Allemagne s'apprête à livrer des chars Leopard à l'Ukraine - LePoint.fr 25 janvier 2023

Selon deux médias allemands, le chancelier Olaf Scholz va accéder à la demande de l'Ukraine, autorisant les pays alliés à en faire autant.

Guerre en Ukraine : l'Afrique du Sud se dit "amie" de la Russie - France 24 25 janvier 2023

L'Afrique du Sud, critiquée pour sa position "neutre" refusant de condamner Moscou depuis le début de la guerre en Ukraine, a franchi un nouveau cap lundi 23 janvier en se disant "amie" de la Russie, lors d'une rencontre entre les chefs de la diplomatie des deux pays à Pretoria.

Au Burkina, la porte pour la France, le tapis rouge pour la Russie - LePoint.fr. 24 janvier 2023

Moins de 9% des entreprises de l'UE et du G7 ont quitté la Russie, selon une étude suisse - AFP/RT 19 janvier 2023

Seules 8,5% des entreprises de l'Union européenne et des pays du G7 ont quitté la Russie, selon une étude universitaire suisse publiée le 19 janvier, qui remet en cause «*le discours sur un vaste exode*» des entreprises depuis le début du conflit en Ukraine.

Avant le mois de février 2022, 2 405 filiales appartenant à 1 404 entreprises de l'Union européenne et des pays du G7 étaient actives en Russie, ont recensé les professeurs Simon Evenett de

l'Université de Saint-Gall et Niccolò Pisani de l'IMD Lausanne, un prestigieux institut de gestion des affaires.

Fin novembre, neuf mois après le début de l'intervention militaire russe, moins de 9% du panel étudié avait déjà vendu au moins une filiale russe, les départs concernant surtout des entreprises américaines, plutôt que des entreprises européennes ou japonaises, selon leurs travaux.

A cette date, moins de 18% des filiales appartenant à des entreprises basées aux Etats-Unis avaient entièrement finalisé la cession de leurs filiales russes, contre 15% pour celles appartenant à des entreprises japonaises et 8,3% pour celles appartenant à des entreprises de l'UE.

«*De nombreuses entreprises domiciliées dans ces Etats ont résisté à la pression des gouvernements, des médias et des ONG de quitter la Russie depuis l'invasion de l'Ukraine*», note le communiqué de l'Université de Saint-Gall présentant l'étude.

Selon leurs recherches, 120 entreprises occidentales avaient quitté la Russie fin novembre. Parmi celles qui y sont encore actives, 19,5% sont allemandes, 12,4% sont américaines et 7% japonaises. AFP/RT 19 janvier 2023

Ils osent tout. Quand ils affichent leur véritable intention de détruire la Russie.

J-C - Reconnaissons que les autorités russes avaient vu juste...

La Russie pourrait se désintégrer si elle perd la guerre en Ukraine - Slate.fr 22 janvier 2023

Slate - Hormis la question certes importante de la continuité territoriale, la Fédération de Russie qui détient la Sibérie n'est pas radicalement différente de l'Espagne détenant le Mexique ou du Portugal détenant le Brésil.

Les parallèles avec l'Espagne et le Portugal peuvent également être utiles pour modéliser une éventuelle rupture de la Russie. Comme les structures internes de ces empires ne sont pas dissemblables, le mécanisme de leur éclatement peut aussi se dérouler de manière similaire, à partir de leur déclencheur (une défaite militaire par une puissance tierce).

J-C - Le scénario que les idéologues des oligarques anglo-saxons mondialistes ont concocté, il avait déjà été évoqué par Thierry Meyssan du Réseau Voltaire. Pour tenter de le rendre cohérent, ils ont dû procéder à une réécriture frauduleuse ou arrangée de l'histoire de la Russie.

Slate - Un scénario.

Discutons maintenant des scénarios de ce «*divorce national*». À quoi pourrait-il ressembler?

Le plus probable est qu'il ne sera pas lancé par des opposants politiques ou des activistes, mais par les groupes d'intérêts régionaux déjà existants, dont le caractère peut varier énormément d'une région à l'autre.

Le processus ne commencera sans doute pas dans les républiques ethniques. Beaucoup de gens pensent que le séparatisme ethnique risque de détruire la Russie, mais c'est précisément la raison pour laquelle il est très peu probable que cela se produise: ce scénario est tellement évident que des précautions sont prises, et de longue date. Il faut donc considérer qu'il est plus probable que cela

commence dans des régions «russes», où le risque politique semble plus faible aux yeux de Moscou et de ses services.

Le processus commencera très probablement de facto, et il pourrait ne trouver sa formalisation juridique que bien plus tard, peut-être même très tard. Il se déroulera probablement sous la forme de groupes d'intérêts locaux prenant plus de pouvoir, poursuivant des politiques régionales plus protectionnistes, etc., plutôt que sous la forme de déclarations ouvertes.

Où tout cela pourrait-il commencer? Les trois candidats les plus probables sont représentés sur cette carte.

Tous trois sont majoritairement russes, au plan ethnique. Peu de précautions sont prises envers eux. Tous trois sont riches, si on les prend isolément: ces régions paient les factures des autres régions plutôt que d'attendre la manne fédérale. Dans tous les trois, enfin, les élites régionales sont puissantes et ne sont que partiellement contrôlées par Moscou.

Le processus de désintégration va probablement se dérouler en quelques itérations. Moins ces régions continueront à obéir à Moscou et à lui payer des impôts, moins les autres auront de motivation en matière de coût-bénéfice. Les régions les plus riches sont plus motivées que les régions les plus pauvres.

Contrairement à ce que pense l'opinion générale, la désintégration et la formation de nouveaux États se produiront probablement sur une base régionale, plutôt qu'«ethnique» ou «raciale». Il est très peu probable que la désintégration se fasse selon les lignes ethniques.

Historiquement, les instruments ont tendance à se transformer en institutions. En particulier, au sein des empires, les frontières administratives ont tendance à devenir des frontières nationales. Comme en Amérique latine, la désintégration se fera le long des frontières administratives plutôt qu'ethniques.

Les nouveaux États ressembleront probablement à une collection de n anciennes régions russes, avec $n \geq 1$. Les anciennes démarcations entre les provinces deviendront les frontières nationales.

Pourquoi privilégier ce scénario où ce sont les frontières administratives qui deviennent les frontières nationales? L'ethnicité, la «race» et la culture ne suffisent pas pour que les nouveaux États s'en sortent. Pour qu'ils réussissent, ils doivent pouvoir payer leurs factures. Donc, le principe des clusters économiques sera au moins aussi important pour définir leurs frontières que le principe ethnique ou culturel.

La question clé n'est ainsi pas celle du Caucase ou même de la Volga. C'est la question de la Sibérie. La Sibérie est le joyau de la couronne russe, et c'est elle qui paie les factures de l'empire. Si la Fédération garde le contrôle de la Sibérie, elle peut facilement reconquérir tout le reste. Si elle la perd, c'est fini. Slate.fr 22 janvier 2023

Ce qu'il faut savoir.

Zelensky, l'un des personnages les plus corrompus d'Ukraine.

Ukraine : cinq gouverneurs et quatre vice-ministres démis de leurs fonctions pour corruption - Paris Match 24 janvier 2023

J-C - Rappel. C'était avant que Zelensky devienne la coqueluche de l'OTAN et rejoigne les néonazis. Depuis, c'est l'omerta des médias officiels.

“Économie parallèle”. Le président ukrainien Zelensky dans la tourmente des Pandora Papers - courrierinternational.com 05 octobre 2021

Avec les Pandora Papers, les révélations pleuvent au sujet des sociétés offshores de Volodymyr Zelensky et de ses alliés politiques, écornant son image d'homme simple décidé à lutter contre les oligarques. courrierinternational.com 05 octobre 2021

Ukraine. Volodymyr Zelensky piégé par les Pandora Papers - humanite.fr 07 octobre 2021

En Ukraine, c'est le site d'investigation de Slidstvo.info qui, en participant au Consortium international des journalistes d'investigation (Icij), a sorti plusieurs documents impliquant le président Zelensky dans des tractations commerciales secrètes. L'un d'eux pointe ainsi l'achat par des compagnies offshore (une entreprise enregistrée à l'étranger), appartenant à sa société de production Kvartal 95, *« de trois appartements dans le centre de la capitale britannique (...) pour une somme d'environ 7,5 millions de dollars »*, atteste Slidstvo.info. Les journalistes ont réussi à retrouver leur localisation exacte. Les deux premiers appartiennent à l'entreprise de Serhiy Shefir, premier assistant du chef de l'État.

Cette affaire est éclairante sur le cercle proche de Volodymyr Zelensky, issue de sa société de production Kvartal 95 qui se trouve au cœur du scandale. Elle est derrière un vaste réseau tentaculaire d'entreprises enregistrées à l'étranger pour cacher leur activité et détenues en copropriété par son groupe d'amis. Tous sont issus soit de la ville natale de Zelensky, Kryvyï Rih, dans le sud, ou de sa société de production. *« Il s'agit de Serhiy Shefir, qui a produit les émissions à succès de Zelensky, et le frère aîné de Shefir, Borys, qui a écrit les scripts. Un autre membre du consortium est Ivan Bakanov, un ami d'enfance. Bakanov était directeur général du studio de production et le réalisateur, producteur et copropriétaire de Kvartal 95, Andriy Yakovlev »*, raconte Slidstvo.info.

Ce partenariat autour de la société de production apparaît quand Volodymyr Zelensky est acteur, humoriste et comédien et pas encore dirigeant. Il s'est servi d'une de ses séries les plus populaires, Serviteur du peuple, où il tenait le rôle d'un enseignant indigné par la corruption de son pays qui devient président. En 2019, Zelensky reprend le nom de la série pour en faire une formation politique et se faire élire avec 73 % des voix sur un programme sans concession... humanite.fr 07 octobre 2021

L'OTAN et la France arment les néonazis.

"La France, c'est un ennemi": le vice-président de la Douma évoque la dégradation de la relation Moscou-Paris - BFMTV 24 janvier 2023

Le vice-président de la Douma, chambre basse du parlement russe, a dénoncé sur BFMTV la guerre économique et militaire que les pays occidentaux mènent contre son pays.

Invité lundi soir sur BFMTV, Piotr Tolstoï, vice-président de la Douma, chambre basse du parlement russe, a confirmé cette tension entre Paris et Moscou.

"Bien sûr, la France pour nous c'est un ennemi", a-t-il lancé.

De son point de vue, les justifications sont multiples. *"La France mène contre mon pays une guerre économique depuis déjà huit ans, et la France fournit aux Ukrainiens des matériaux militaires. La France, comme l'Allemagne et d'autres pays de l'Europe qui participent à la guerre, côté ukrainien, de manière militaire",* a ajouté Piotr Tolstoï.

"A cause de l'aide européenne, la guerre dure depuis un an", a-t-il dénoncé. Selon lui, cette implication des pays occidentaux est la raison pour laquelle il est actuellement impossible d'avoir *"des négociations et de terminer la guerre."* *"C'est votre responsabilité et pas la nôtre. Nous on a du temps devant nous, mais pour vous j'ai des doutes".*

Pour lui, les dommages sont particulièrement profonds dans l'imaginaire collectif russe, alors que la France, *"que nous avons toujours considérée comme pays ami",* fournit désormais *"des chars et des canons pour tuer les Russes"*. BFMTV 24 janvier 2023

Allemagne, un autre haut général ose s'exprimer, il est clair et dur !

Un nouveau général allemand a émis un avertissement public que la guerre sur le champ de bataille ukrainien par les armées américaines et de l'OTAN est perdue, et que l'Allemagne sera ensuite perdue si l'avancée des forces russes vers Kiev et Lvov n'est pas stoppée rapidement par un armistice.

Pour lire l'article :

<https://reseauinternational.net/allemande-un-autre-haut-general-ose-s'exprimer-il-est-clair-et-dur/>

Guerre en Ukraine: Lavrov accuse les États-Unis et l'Occident d'avoir fait échouer les négociations - AFP/BFMTV 24 janvier 2023

Lors d'un déplacement en Afrique du Sud lundi, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a dénoncé l'attitude des alliés de Volodymyr Zelensky.

La Russie *"ne refuse pas les négociations avec l'Ukraine"*, a assuré ce lundi Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, lors d'un déplacement à Pretoria, en Afrique du Sud. Près d'un an après le début de la guerre, le chef de la diplomatie russe est revenu sur les premières semaines du conflit, assurant que Kiev et Moscou étaient sur le point de trouver un accord en mars.

Des phases de négociation ont effectivement eu lieu au début de la guerre entre les deux parties. *"Et à la fin du mois de mars, les deux délégations s'étaient entendues sur le principe du règlement de ce conflit"*, a assuré ce lundi Sergueï Lavrov.

Moscou s'est dit plusieurs fois prêt à un "*dialogue sérieux*"

"Mais nos collègues américains, britanniques et certains européens ont dit à l'Ukraine qu'il était trop tôt pour passer un deal, et l'arrangement qui était presque conclu" n'a jamais trouvé les faveurs de Kiev, a dénoncé le ministre russe des Affaires étrangères.

"Ceux qui refusent doivent comprendre que plus longtemps ils refusent, plus il sera difficile de trouver une solution", a ajouté Sergueï Lavrov.

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 28 janvier 2023.

L'heure a sonné de faire « *table rase* » du passé... et de passer au socialisme.

Le POID résume assez bien la situation ou fournit une analyse proche de la mienne déjà formulée dans de précédentes causeries (Ci-dessus).

Editorial de La tribune des travailleurs. Tout se concentre dans la lutte de classe par Daniel Gluckstein

https://abo.latribunedesttravailleurs.fr/web_reader/article?id=6184

Extrait.

Tout se concentre dans la lutte de classe. Une journée de grève et de manifestations a ébranlé le régime. L'organisation de la grève massive le contraindra à reculer. Ou alors à partir.

Les députés de « *gauche* » qui soutiennent la mobilisation des travailleurs et des jeunes seraient avisés de ne pas tomber dans le piège qui leur est tendu par Macron. « *Amender* » ce projet ne servirait qu'à donner un semblant de démocratie à ce coup de force. C'est pourquoi, solidaires des grévistes et des manifestants, les députés de la Nupes devraient y renoncer. Et tout simplement, refuser de siéger à l'Assemblée aussi longtemps que le gouvernement n'a pas cédé.

Le mandat du 19 janvier est clair : retrait total du plan Macron-Borne. Le respect de ce mandat pose la question de la grève générale. Si le gouvernement persiste, les confédérations syndicales qui ont appelé au 19 et au 31 janvier, auront-elles un autre choix, pour le faire céder, que d'appeler dans l'unité au blocage du pays ?

Plus Macron s'accroche à sa contre-réforme, plus la question du pouvoir est posée.

« *Qu'il parte avec sa réforme !* » peut, demain, devenir le mot d'ordre de millions et de millions de femmes et d'hommes mobilisés dans la grève et les manifestations.

Retrait ou chasser Macron et la Ve République !

Retraites: "Le gouvernement est en train de perdre la bataille de l'opinion" - BFMTV 26 janvier 2023

«Une réforme antisociale» : les lycéens rejoignent la mobilisation contre la réforme des retraites - Europe1 26 janvier 2023

"On considère que c'est une réforme qui est antisociale. On n'a pas envie de voir nos parents travailler jusqu'à 64 ans. On veut se battre contre cette réforme, même pour nous en tant que lycéennes et lycéens. Il y a 18% de chômage actuellement chez les jeunes et si on recule l'âge de départ légal à la retraite, ça fera juste augmenter ce chiffre", détaille le délégué national de la Fidl au micro d'Europe 1. Europe1 26 janvier 2023

Réforme des retraites: le gouvernement perd le soutien des retraités - BFMTV 26 janvier 2023

Même si l'exécutif s'est attaché à ne demander aucun effort aux retraités, ces derniers s'opposent désormais, en majorité, au texte du gouvernement. BFMTV 26 janvier 2023

Ils osent tout. Alors qu'ils ont été élu avec entre 15 et 25% des voix des électeurs inscrits.

J-C – Le peuple, Macron-BlackRock et le CAC40 y sont étrangers ou leur ennemi.

Jean-Pierre Raffarin: "La rue n'est qu'une fraction du peuple, ce n'est pas le peuple" - BFMTV 26 janvier 2023

Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre de 2002 à 2005 et soutien d'Emmanuel Macron.

L'idiot qui n'est pas inutile pour tout le monde...

Retraites : pour Jean-Luc Mélenchon "tout le monde sait que c'est une réforme qui est inutile" - BFMTV 26 janvier 2023

Faites tomber les masques. Macron et sa contre-réforme des retraites en quête de légitimité. Pourquoi fournissent-ils une tribune à l'extrême droite ?

Retraites: Marion Maréchal veut une réforme, mais dit comprendre "l'exaspération" des Français - BFMTV 27 janvier 2023

Invitée ce jeudi soir sur BFMTV, Marion Maréchal, vice-présidente exécutive du parti d'extrême droite Reconquête, soutient une réforme des retraites, mais pas exactement celle du gouvernement d'Élisabeth Borne.

Éric Zemmour avait en effet proposé une réforme des retraites avec le report de l'âge légal de départ à 64 ans, la réévaluation des petites retraites, un index senior... autant de propositions présentes dans le projet actuel du gouvernement.

Elle développe alors: *"Il y a un déséquilibre dans le système actuel, mais à l'issue de la mise en place de cette réforme, il n'est absolument pas garanti qu'il y ait une augmentation générale du nombre d'actifs."* La représentante du parti Reconquête veut ainsi une meilleure politique de l'emploi et de la natalité. Un argument déjà avancé par Jordan Bardella (RN) lors d'un débat sur la réforme des retraites organisé sur BFMTV.

Même si elle comprend l'"exaspération" et le "sentiment d'injustice" des Français, majoritairement opposés à la réforme des retraites d'après le dernier sondage "L'Opinion en direct" de l'institut Elabe pour BFMTV mercredi, Marion Maréchal s'oppose aux blocages prévus les prochains jours, notamment le 31 janvier prochain.

"Une fois de plus, on se retrouve avec un blocage [...] C'est l'expression d'une France ultra syndiquée, qui n'est pas tout à fait légitime à porter la voix des Français", considère-t-elle. BFMTV 27 janvier 2023

J-C - *"Une France ultra syndiquée",* Vérifions-le tout de suite.

- La dernière étude de la direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques (Dares), datée du 21 décembre 2021, explique qu'en 2019, « 10,3 % des salariés déclarent adhérer à un syndicat.

Aujourd'hui, la fonction publique compte 18,4 % de syndiqués contre 7,8 % dans le secteur privé. Entre l'âge de 40 et de 49 ans, le pourcentage moyen est de 12,6 % et à partir de 50 ans, il remonte à 14,7 %. Chez les plus jeunes, les moins de 30 ans sont seulement 2,7 % à adhérer à un syndicat. Entre 30 et 39 ans, ce chiffre monte à 8,1 %. lanouvellerepublique.fr 18 octobre 2022

Précisions.

11,2 sont des cadres et seulement 18,7% sont des employés ou des ouvriers , les professions intermédiaires représentent 11,6% des syndiqués dans le privé. (dares.travail-emploi.gouv.fr 21 décembre 2021)

Qui sont les "alliés" derrière lesquels se rangent la Nupes et le PCF pour justifier l'envoi d'armes lourdes au régime néonazi de Kiev ? Des suppôts de nazis de toujours ! La preuve.

J-C - Question : Jusqu'où et depuis combien de temps le mouvement ouvrier nous trahit-il ? On est en droit de se poser la question, non ? Un article plus loin vous fournira d'importantes précisions.

Cela dit on savait déjà que pratiquement tous les régimes occidentaux avaient été complices des nazis pendant et après la guerre, en revanche ce qu'on ignorait, c'est qu'ils n'avaient jamais condamné leur idéologie, pire, ils continueraient de la partager secrètement, ce que la guerre actuelle en Ukraine a mis en lumière.

"Route des rats" : comment des nazis ont réussi à fuir l'Allemagne pour l'Amérique du Sud - caminteresse.fr 26 janvier 2023

Klaus Barbie, Adolf Eichmann, Josef Mengele... À la fin de la Seconde Guerre mondiale, des milliers de soldats SS, de la Gestapo ou du Troisième Reich ont bénéficié des réseaux d'exfiltration nazis mis en place par le Vatican et les renseignements américains.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, 30 000 personnes sont répertoriées par les Alliés comme criminels de guerre sous le Troisième Reich. Au procès de Nuremberg, seuls 24 hauts responsables nazis sont condamnés dont Hermann Göring, bras droit d'Hitler, et Rudolf Hess, successeur désigné à la tête du Reich.

En Allemagne comme dans tous les pays qui ont été occupés, la chasse aux nazis démarre. Beaucoup se cachent, certains décident de fuir l'Europe. À l'aide de puissantes institutions, la *"route des rats"* se met en place et permet à quelque 5 000 hiérarques nazis, allemands, autrichiens, croates et collaborateurs français ou belges d'échapper à la justice.

Alois Hudal, l'évêque de l'ombre

Avant même la fin de la guerre, plusieurs réseaux voient le jour. La plupart débutent en Autriche ou en Italie. Les recherchés peuvent *"compter sur un réseau de passeurs bien organisé (...) via les Alpes autrichiennes jusqu'au Tyrol du Sud, puis dans la ville portuaire de Gênes, et de là vers l'Amérique du Sud"*, raconte un article du journal allemand Der Spiegel, publié en 2017.

Pour la plupart des nazis, la fuite est possible grâce à un homme : Alois Hudal, évêque au Vatican. À la fin de la guerre en Italie, l'homme d'Église est chargé d'aider les prisonniers de guerre et les internés germanophones détenus dans des camps en Italie. Il utilise son pouvoir et son influence pour aider les coupables en fuite à s'envoler vers l'Amérique du Sud.

Comme le raconte L'Express dans une enquête publiée en 1998 et mise à jour en 2006, le catholique négocie entre autres avec le président argentin Juan Perón, admirateur d'Hitler, pour obtenir des visas. Selon l'hebdomadaire Newsweek, 2 000 passeports argentins et 8 000 cartes d'identité vierges sont envoyés par valise diplomatique vers Rome. En Argentine, un comité d'accueil a même pour mission de sélectionner, parmi les candidats à l'exil, ceux qui présentent un intérêt pour le pays de Perón.

La *"Vatican Connection"*

Alois Hudal ne semble pas avoir été le seul à avoir les mains sales. Dans ses Mémoires, l'homme assure avoir agi pour le compte du Saint-Siège, raconte l'Express.

Pour plusieurs historiens dont Ignacio Klich, spécialiste de *"la route des rats"*, cela ne fait aucun doute : *"Le rôle de Hudal pendant la guerre n'aurait pas été possible sans le feu vert du Saint-Siège."* Ce que confirme par la suite la découverte d'un télégramme confidentiel adressé au secrétaire d'Etat américain George Marshall par l'attaché militaire américain à Rome, Vincent La Vista. Dans le papier, ce dernier décrit le Vatican comme *"la principale organisation impliquée dans le déplacement illégal de personnes"*. Selon lui, 21 dignitaires du Saint-Siège sont impliqués dans ce réseau, écrit-il dans le document. Une étude menée par les chercheurs de la Commission pour l'éclaircissement des activités des nazis (Ceana) parle même d'une *"Vatican Connection"*, s'appuyant sur plusieurs preuves écrites.

Ce réseau permet, après la mort d'Hitler, la fuite d'Adolf Eichmann, principal responsable de la mise en œuvre de la Solution Finale, son homologue Alois Brunner ou encore Joseph Mengele, l'un des médecins nazis du camp d'Auschwitz qui mena des expériences médicales des plus sadiques sur des prisonniers.

Les Etats-Unis et l'opération Paperclip

Mais à l'époque, le Vatican n'est pas la seule grande institution à venir en aide aux nazis. Le service de renseignements de l'armée américaine, le Counter Intelligence Corps (CIC), aide ainsi Klaus Barbie à échapper aux autorités françaises. Recruté comme espion à la fin de la guerre, il fuit à l'aide du CIC vers l'Argentine puis la Bolivie. Les renseignements américains sont au courant du passé de celui qu'on appelle *"le boucher de Lyon"*, mais son aide et sa connaissance du communisme sont jugées trop précieuses en pleine Guerre froide.

Le CIC utilise le réseau de Draganovic, nom d'un prêtre croate qui aide les nazis à voyager de l'Autriche vers les pays d'Amérique du Sud. L'objectif ? Assurer l'opération Paperclip en recrutant des scientifiques nazis pour notamment créer des armes chimiques et préparer la conquête spatiale. Si plusieurs nazis furent rattrapés par les tribunaux comme Klaus Barbie ou Adolf Eichmann, d'autres à l'image d'Alois Brunner ont pu profiter injustement d'une paisible retraite loin de l'Europe. caminteresse.fr 26 janvier 2023

Quand les suppôts du néonazisme prônent la "*politique de tolérance zéro*" et osent évoquer la "*dignité des femmes*".

Hôpitaux: le gouvernement demande le retrait des fresques à connotation sexuelle - AFP 25 janvier 2023

Les hôpitaux qui abritent des fresques à caractère pornographique ou sexiste dans les salles de garde vont devoir les retirer, "*dans la concertation*" avec les internes, selon une instruction ministérielle que l'AFP s'est procurée mercredi.

Cette décision s'inscrit dans le cadre de la "*politique de tolérance zéro*" affichée face aux "*violences morales ou sexuelles à l'encontre des étudiants en santé*", fait valoir cette instruction de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS).

Cette note, datée du 17 janvier et révélée par le site d'information Hospimedia, souligne que "*plusieurs contentieux clos ou en cours*" ont visé des fresques. Saisi en référé par l'association Osez le féminisme au nom de la "*dignité des femmes*", le tribunal administratif de Toulouse a ainsi ordonné en décembre 2021 le retrait de certaines décorations des salles de garde du CHU de la ville.

Quand le régime fascisant de Macron reçoit le soutien de la Nupes et du PCF partisans de la guerre contre la Russie.

Il faudrait être naïf ou inconscient pour croire un instant que ceux qui veulent fournir des armes offensives au régime néonazi de Kiev ou de l'OTAN défendent les retraites des travailleurs en France. En fait, avec Macron ils ne s'y opposent pas ou ils estiment que l'envoi de ces armes lourdes serait justifié. Jugez plutôt sur la base des faits ou de leurs déclarations

1- Ce jeudi 26 janvier, l'insoumis Manuel Bompard et le communiste Fabien Roussel ont estimé que la question d'une possible livraison de chars Leclerc à Kiev pour faire face à l'agression russe doit être tranchée par les parlementaires.

Manuel Bompard (LFI) - « *Si on devait prendre une telle décision, on ne peut pas le faire sans un débat à l'Assemblée nationale* »

J-C - Le "*on*" signifie qu'il parle au nom du chef de guerre Macron. Sachant que le parti de Macron associé à LR dispose de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, Bompard (LFI) et Roussel (PCF) cautionnent à l'avance leur décision derrière laquelle ils se rangeraient.

2- À ce stade, le coordinateur de la France insoumise affirme que sa formation ne se prononcera pas « *sans les informations stratégiques et militaires* », justifiant cet envoi.

J-C - Autrement dit, il suffirait que Macron lui fournisse des « *informations stratégiques et militaires* » sur mesure ou fabriquées pour la circonstance pour qu'il les partage.

3- Même chose du côté de Fabien Roussel. « *Cette décision ne peut pas être prise seulement par le président* ».

J-C - Ce qui signifie qu'il entend y être associé.

4- « *On est pour l'envoi de chars et d'armes* », tranche sans la moindre ambiguïté auprès du HuffPost une source parlementaire socialiste. Ce que confirme la députée PS Anna Pic, membre de la Commission défense de l'Assemblée nationale.

J-C - Le PS parti de la guerre, on le sait depuis le 4 août 1914 !

5- Lors de sa traditionnelle séance de vœux à la presse, la maire (PS) de Lille, Martine Aubry, a évoqué, ce jeudi, son soutien total à la livraison « *d'armes offensives* » à l'Ukraine pour lutter contre l'invasion russe.

« *Il ne faut pas hésiter à donner des armes offensives à l'Ukraine, quand on voit les crimes de guerre multiples de la Russie* », assure-t-elle d'une voix martiale. (20minutes.fr 26 janvier 2023)

6- Également membre de la Commission défense de l'Assemblée nationale, le député EELV de Paris Julien Bayou ne dit pas autre chose. « *Nous sommes clairement pour l'envoi de chars en général* », affirme au HuffPost l' élu parisien.

J-C - EELV est parmi les pires va-t-en-guerre au service de la pire réaction au niveau international. C'est la voie de Davos, des Straussiens, de l'Etat profond, de l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialiste, totalitaire. Plus zélé agent de l'OTAN, tu meurs !

- « *Sur le principe, il faut soutenir l'Ukraine et d'un point de vue stratégie, agir de concert avec nos alliés* », Julien Bayou appelle à envoyer « *le plus rapidement possible* » les équipements nécessaires à la défense ukrainienne. Il refuse de « *subordonner un envoi qui n'a que trop tardé à un vote du Parlement* ». (Source : Le HuffPost 26 janvier 2023)

7 - Ukraine : des chars lourds pour la paix ? (Lutte ouvrière 26 janvier 2023)

J-C - Aucune condamnation, cela les ferait même marrer : "*Ils prétendent sans rire que c'est pour aider à assurer la paix*".

De quoi le déni de la Nupes, du PCF et consorts du mouvement ouvrier est-il le nom ?

Le rabbin Mikhaïl Finkel qualifie l'Ukraine de néo-nazi : « *La moitié de ma famille a été tuée dans un pogrom par les banderistes* » - lemediaen442.fr 27 janvier 2023

Le rabbin (et journaliste) Mikhaïl Finkel a été interviewé sur 9TV, une chaîne israélienne russophone, à propos de l'Ukraine. Il a rappelé aux personnes assises dans le studio de quoi et de qui se compose l'Ukraine.

Politologue israélien, docteur en jurisprudence, expert en relations internationales, Mikhaïl Finkel a surpris plus d'un spectateur israélien qui ne se doutait pas de l'horreur qui se cache au sein du gouvernement ukrainien.

« Les héros de l'Ukraine sont Petlioura, qui a tué 200 000 Juifs, le SS Roman Choukhevytch, Stepan Bandera, Iaroslav Stetsko qui a déclaré : “Tous les Juifs doivent être exterminés”, sans oublier Bogdan Khmelnytsky, qui a tué 300 000 Juifs. Chaque année à Kiev, il y avait un défilé de la division SS “Galicie” et notre ministère des Affaires étrangères a protesté contre cela. Ce sont des racailles ! C'est un régime néo-nazi. La moitié de ma famille a été tuée dans un pogrom par les bandéristes et les petliouristes. »

Nous rappelons à nos lecteurs que le 18 avril 2019, Volodymyr Zelensky répondant aux questions de RBC-Ukraine, a donné son avis sur l'agent de la Gestapo, collaborateur nazi sous commandement de la Wehrmacht, Stepan Bandera :

« Il y a des héros indéniables. Stepan Bandera est un héros pour un certain pourcentage d'Ukrainiens, et c'est normal et c'est cool. C'est l'une de ces personnes qui ont défendu la liberté de l'Ukraine. »

Voici le héros super cool de Zelensky : du 30 juin au 5 juillet 1941, a lieu un massacre de milliers de Juifs à Lvov. Les Einsatzgruppen organisaient les pogroms avec l'aide des unités paramilitaires ukrainiennes pro-nazies menées par Stepan Bandera. Inscription des tracts bandéristes qui menaçaient les Juifs : *« Vous avez accueilli Staline avec des fleurs, vos têtes seront jetées aux pieds de Hitler »*. lemediaen442.fr 27 janvier 2023

La Russie exclue des commémorations de la libération d'Auschwitz... le camp de concentration libéré par l'Armée Rouge ! - lemediaen442.fr 27 janvier 2023

Le 27 janvier 1945, l'armée rouge a libéré le camp de concentration et d'extermination nazi d'Auschwitz. Cependant, les représentants de la Russie n'ont pas été invités aux commémorations du 78ème anniversaire de cet événement. Le musée d'Auschwitz a justifié cette absence en évoquant *« l'agression contre une Ukraine libre et indépendante »*.

Piotr Cywinski, directeur du Musée d'Auschwitz, a souligné l'importance de la présence des ruines des bâtiments qui ont servi de symboles à l'extermination des Juifs, rappelant que ces vestiges sont un avertissement poignant pour l'humanité, particulièrement dans le contexte des crimes de guerre actuels en Ukraine. Il a également annoncé que, compte tenu de l'agression contre l'Ukraine, les représentants de la Fédération de Russie n'ont pas été invités à participer aux célébrations de l'anniversaire de la libération d'Auschwitz cette année.

« Compte tenu de l'agression contre une Ukraine libre et indépendante, les représentants de la Fédération de Russie n'ont pas été invités à participer à la célébration de l'anniversaire de la libération d'Auschwitz de cette année », a indiqué à l'AFP Piotr Sawicki, porte-parole du musée.

Cette décision a suscité de la confusion chez les internautes, qui rappellent que les Etats-Unis ont toujours été invités malgré leur rôle dans les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, les millions de morts en Irak ou les multiples guerres menées par l'Occident en Libye, Syrie et Afghanistan.

Dans sa tribune sur Le Point, Arno Klarsfeld met en lumière le fait que certains Ukrainiens continuent de célébrer des nationalistes ayant collaboré avec les nazis :

À Lviv, il y a encore deux ans, des centaines d'hommes ont défilé en uniforme SS de collaborateurs ukrainiens lors d'un événement approuvé par la ville. Ces dernières années, au moins trois municipalités ukrainiennes ont dévoilé des statues pour l'adjoint de Bandera, Yaroslav Stetsko, qui, pendant la Shoah, approuvait « *l'extermination des Juifs* ». La devise des nationalistes ukrainiens collaborateurs de nazis de Bandera affichée dans les rues de Kiev en 1941 était : « *Tes ennemis sont la Russie, la Pologne et les Youpins.* »

Le fait que le musée d'Auschwitz n'ait pas invité les représentants de la Russie aux commémorations de l'anniversaire de la libération du camp est un affront pour le peuple russe qui a libéré le camp et sauvé 7 000 prisonniers. Voici la réaction de la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova :

« *Aussi intelligents soient nos « non-partenaires » européens dans leurs tentatives de réécrire l'histoire d'une manière nouvelle, la mémoire des horreurs du nazisme et des héros-libérateurs soviétiques ne peut être effacée* » lemediaen442.fr

27 janvier 2023

L'UE et ses nostalgiques du nazisme.

Deux États de l'Union européenne vers la rupture des relations diplomatiques avec la Russie - Réseau Voltaire 26 janvier 2023

Franchissant un pas de plus dans les relations avec la Russie, le ministère des Affaires étrangères estonien a confirmé le renvoi de l'ambassadeur russe dans son pays, ce à quoi le ministère russe a répondu en ordonnant à l'ambassadeur estonien de quitter la Russie, au plus tard le 7 février. La rupture des relations diplomatiques, c'est à dire la fermeture des ambassades, serait la dernière étape avant l'entrée en guerre.

Il s'agit de la dernière manche d'un conflit qui a débuté avec l'expulsion de diplomates russes pour mettre les personnels des ambassades russe et estonienne « à parité » (8 diplomates et 15 travailleurs détachés seulement), en réalité une mesure de rétorsion après l'intervention militaire russe en Ukraine. Puis la Russie a expulsé les diplomates estoniens des consulats de Saint-Petersbourg et de Pskov par « *réciprocité* » avec les expulsions dont elle avait fait l'objet.

En décembre 2022, la Banque centrale d'Estonie a commencé à diffuser au public, avec l'accord de la Banque centrale européenne, une pièce commémorative de 2 euros qu'elle avait frappée en juillet. Sur son verso, celle-ci, en hommage à l'Ukraine indépendante, comporte un slogan nazi [1]. En effet, le 30 juin 1941, le « *nationaliste intégral* » Stepan Bandera proclama l'indépendance de l'Ukraine avec l'appui des nazis [2].

Le 23 janvier, Tallinn a annoncé le transfert de 113 millions d'euros d'aide militaire estonienne aux forces armées ukrainiennes, comprenant « *tous les obusiers FH-70 de 155 mm* », ainsi que des obusiers D-30 de 122 mm, des obus d'artillerie et des Carl Gustaf M2 lance-grenades antichars.

Depuis le 9 janvier, l'Estonie réfléchit à étendre sa « *zone maritime exclusive* » en créant une « *zone maritime contiguë* » dans laquelle ses gardes-côtes pourront arraisonner tout navire. Compte tenu de

l'étroitesse de la mer Baltique, Tallinn bloquerait ainsi, en violation du droit international, les entrées et sorties du port de Saint-Petersbourg, la seconde ville de Russie.

En 1939, l'Union soviétique tenta de négocier avec la Finlande un moyen de protéger Leningrad (actuel Saint-Petersbourg), à partir des îles du Golfe de Finlande, d'une invasion nazie, mais les Finlandais ne comprirent pas la préoccupation soviétique. Prise à la gorge, l'URSS envahit une partie de la côte finlandaise (« *guerre d'hiver* »), ce qui fut utilisé par les Occidentaux pour l'exclure de la Société des Nations (ancêtre de l'actuelle Onu).

Prenant exemple sur l'Estonie, la Lituanie a annoncé qu'elle expulsait l'ambassadeur de Russie.

Franchissant un pas de plus dans les relations avec la Russie, le ministère des Affaires étrangères estonien a confirmé le renvoi de l'ambassadeur russe dans son pays, ce à quoi le ministère russe a répondu en ordonnant à l'ambassadeur estonien de quitter la Russie, au plus tard le 7 février. La rupture des relations diplomatiques, c'est à dire la fermeture des ambassades, serait la dernière étape avant l'entrée en guerre.

Il s'agit de la dernière manche d'un conflit qui a débuté avec l'expulsion de diplomates russes pour mettre les personnels des ambassades russe et estonienne « *à parité* » (8 diplomates et 15 travailleurs détachés seulement), en réalité une mesure de rétorsion après l'intervention militaire russe en Ukraine. Puis la Russie a expulsé les diplomates estoniens des consulats de Saint-Petersbourg et de Pskov par « *réciprocité* » avec les expulsions dont elle avait fait l'objet.

En décembre 2022, la Banque centrale d'Estonie a commencé à diffuser au public, avec l'accord de la Banque centrale européenne, une pièce commémorative de 2 euros qu'elle avait frappée en juillet. Sur son verso, celle-ci, en hommage à l'Ukraine indépendante, comporte un slogan nazi [1]. En effet, le 30 juin 1941, le « *nationaliste intégral* » Stepan Bandera proclama l'indépendance de l'Ukraine avec l'appui des nazis [2].

Le 23 janvier, Tallinn a annoncé le transfert de 113 millions d'euros d'aide militaire estonienne aux forces armées ukrainiennes, comprenant « *tous les obusiers FH-70 de 155 mm* », ainsi que des obusiers D-30 de 122 mm, des obus d'artillerie et des Carl Gustaf M2 lance-grenades antichars.

Depuis le 9 janvier, l'Estonie réfléchit à étendre sa « *zone maritime exclusive* » en créant une « *zone maritime contiguë* » dans laquelle ses gardes-côtes pourront arraisonner tout navire. Compte tenu de l'étroitesse de la mer Baltique, Tallinn bloquerait ainsi, en violation du droit international, les entrées et sorties du port de Saint-Petersbourg, la seconde ville de Russie.

En 1939, l'Union soviétique tenta de négocier avec la Finlande un moyen de protéger Leningrad (actuel Saint-Petersbourg), à partir des îles du Golfe de Finlande, d'une invasion nazie, mais les Finlandais ne comprirent pas la préoccupation soviétique. Prise à la gorge, l'URSS envahit une partie de la côte finlandaise (« *guerre d'hiver* »), ce qui fut utilisé par les Occidentaux pour l'exclure de la Société des Nations (ancêtre de l'actuelle Onu).

Prenant exemple sur l'Estonie, la Lituanie a annoncé qu'elle expulsait l'ambassadeur de Russie.

[1] Voltaire, actualité internationale, n°18, 9 décembre 2022.

[2] « *Qui sont les nationalistes intégraux ukrainiens ?* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 15 novembre 2022.

Stratégie de la terreur.

Restez chez vous !

Hospitalisé à cause d'une piqûre d'insecte, il découvre qu'il souffre d'une tumeur cérébrale - Yahoo

Ne parlez plus !

La parole altérée, premier signe de la maladie de Parkinson ? - Yahoo

Inquisition coloniale médiatique.

RDC : dans le Maniema, des femmes dénudées et battues par des miliciens mai-mai pour des jupes "trop courtes" - Les Observateurs 27 janvier 2023

Quand ils sont rattrapés par le régime de terreur qu'ils ont instauré.

Éric Dupond-Moretti "dévasté en tant que père" après le placement en garde à vue de son fils - BFMTV 27 janvier 2023

Éric Dupond-Moretti a commenté ce vendredi le placement en garde à vue de son fils, Raphaël Dupond-Moretti, pour des soupçons de violences conjugales.

Les faits reprochés à Raphaël Dupond-Moretti se seraient déroulés jeudi dans la station de ski de Courchevel, en Savoie. C'est une voisine qui a appelé les gendarmes après avoir entendu des éclats de voix ressemblant à des violences conjugales. Elle a expliqué aux enquêteurs avoir recueilli la compagne ou ex-compagne de Raphaël Dupond-Moretti. Celle-ci lui aurait indiqué avoir reçu des coups de poing, de pied et de sac. BFMTV 27 janvier 2023

J-C – Personne ne nous soupçonnera d'avoir la moindre acointance avec le ministre de l'Injustice.

Dorénavant, le principe de la présomption d'innocence est systématiquement bafoué ou vous êtes littéralement traité comme un accusé dès qu'une plainte a été déposée contre vous. Cela constitue une inversion de la preuve, c'est à vous de prouver que vous n'êtes pas l'auteur des faits qu'on vous reproche ou que vous n'avez aucun lien avec eux, quand bien même ils ne sont pas solidement établis. Si des cas semblables ont fait l'objet d'une jurisprudence, de plus en plus souvent selon le droit anglo-saxon et un ensemble de critères qui ne sont pas du domaine de la justice, le juge s'y référera pour statuer sans tenir compte des circonstances de l'affaire, ce qui débouchera sur des jugements particulièrement injustes, à caractère politique ou idéologique.

Un geste, un mot, une idée peut suffire à ruiner votre vie, briser votre famille, casser votre carrière professionnelle (Oh la vilaine expression !), vous exclure de la société sous ce régime totalitaire, même si vous étiez reconnu innocent ou blanchi à l'issue d'une enquête ou d'un procès, pour autant ils ne consacraient pas autant d'énergie ou de temps pour vous réhabiliter puisque leur intention

était juste de vous salir, vous anéantir, ils se seront tellement acharnés sur vous, qu'il en restera quelque chose.

Cette histoire pourrait arriver à n'importe qui. Qui lors d'un différend ne s'est pas un jour engueulé avec sa ou son compagne, n'est-ce pas ?

Ils ont fait de la société un monstre d'intolérance et de délation, où les frustrés et les fanatiques décérébrés ne manquent pas, des personnages particulièrement médiocres avides de vengeance jusqu'à la haine aveugle, animés de mauvaises intentions envers tous ceux qui ne leur ressemblent pas, la Terre entière en somme, transformés en apprentis dictateurs sous l'influence de l'idéologie dominante, ils sont prêts à dénoncer quiconque aurait un comportement déviant du discours officiels dicté depuis Davos.

Un simple témoignage ramassé au fond d'une poubelle et à charge, suffit à vous couvrir d'opprobre.

Quand on a une conscience de classe, on ne porte aucun jugement sur nos semblables, parce que ce ne sont pas les exploités et les opprimés qui disposent du pouvoir ou qui détermineraient leurs conditions d'existence ou tous les rapports qui existent dans la société, et qui en subissent les conséquences désastreuses.

La responsabilité de la situation économique et sociale, politique, de tous les maux qui accablent le peuple est imputable au capitalisme pourrissant et non aux travailleurs tout statut social confondu.

Sadisme. Comment vous empoisonnent-ils délibérément ?

Un rapport sénatorial pointe les dangers des aliments ultra-transformés - publicsenat.fr 27 janvier 2023

La situation le justifie : en France, en 2019, 17 % de la population adulte était obèse, soit environ huit millions de personnes. En vingt-cinq ans, cette proportion a doublé, à tel point que certains parlent d'épidémie. Parmi les causes de cette obésité, l'alimentation, et en particulier l'alimentation ultra-transformée.

Les aliments ultra-transformés ont subi « *d'importants procédés de transformation* », ou contiennent des additifs ou des « *substances industrielles* », pour « *imiter ou améliorer leurs qualités sensorielles* ». Ces aliments, nous les croisons tous les jours quand nous faisons nos courses. Tant et si bien que la note relève qu' « *entre 30 et 35 % des calories ingérées par les adultes proviennent d'aliments ultra-transformés* ».

Ces aliments sont souvent à un prix abordable et largement publicisés, marketés pour attirer le consommateur. Pourtant, de plus en plus d'études révèlent les liens existants entre alimentation, en particulier consommation d'aliments ultra-transformés, et maladies chroniques, voire mortalité. Ainsi, la note cite le chiffre suivant : « *En France, 11 % des décès et 6 % des années de vie en bonne santé perdues sont imputables à l'alimentation. Cette dernière est le premier facteur de risque de perte d'années de vie en bonne santé devant l'alcool et le tabac* ».

Les études épidémiologiques sont de plus en plus nombreuses à s'intéresser aux liens entre aliments ultra-transformés et problèmes de santé. Ainsi, une association significative est observée entre leur consommation et les risques de surpoids et d'obésité, de diabète de type 2 ou encore de maladies cardiovasculaires. Mais les études vont plus loin que cela, elles mettent en évidence une association

entre alimentation ultra-transformée et risques de cancer, notamment de cancer du sein.
publicsenat.fr 27 janvier 2023

Même dans un zoo, un cirque, un asile d'aliénés on n'en voudrait pas.

La mairie de Toulouse interdit à des drag-queens de faire la lecture sur la question du genre à des enfants de 3 à 6 ans - lemediaen442.fr 26 janvier 2023

La mairie de Toulouse a annoncé, mardi 24 janvier, avoir déprogrammé un atelier de lecture pour enfants animé par des drag-queens. L'atelier, prévu pour le samedi 18 février à la Médiathèque Cabanis, était destiné aux enfants de 3 à 6 ans et devait être animé par les drag-queens Shanna Banana et Brandy Snap afin d'explorer la question du genre avec les tout petits enfants.

Selon Jean-Luc Moudenc, Maire de Toulouse, la décision a été prise « *dans un souci d'apaisement* » et vise maintenant à « *n'accueillir qu'un public majeur* ». Cette décision a suscité de nombreuses réactions, certains y voient un manque de tolérance et une restriction à la liberté d'expression, d'autres y voient un souci de préserver les enfants de tout ce qui pourrait être considéré comme choquant ou inapproprié.

Le choix du thème de la bande dessinée « *Peau d'Homme* », apologie d'une sexualité débridée dans un contexte transgenre, n'a pas été du goût des toulousains.

Il semble que les parents ne soient pas favorables à l'éducation sur la question du genre auprès de jeunes enfants de 3 ans, rappelant des mémoires douloureuses de la période où François Hollande et son gouvernement voulaient instaurer cette théorie dans les écoles. Rappelons que l'un des pères de cette « *théorie du genre* » est le Dr Alfred Kinsey qui pratiquera avec l'aide Fritz von Balluseck, la torture et la pédophilie sur les nourrissons au nom de la science. Il avait violé des centaines d'enfants. Ce dernier avouera à son procès : « *C'est Kinsey lui-même qui me le demandait* ». Judith Reisman — décédée depuis — avait mené un juste combat : sauver les enfants de ces adultes pervers qui veulent les sexualiser dans les faits depuis la naissance et le faire accepter par la société.

D'après Arthur Cottrel, l'atelier était organisé par l'association ALLÉE (Association Laïque pour les Loisirs et l'Éducation des Enfants), qui gère le CLAE Patte d'Oie pour Toulouse, et hébergé par la MJC Roguet gérée par la Haute-Garonne. L'association reçoit près de 300 000€ de subventions annuelles de la part de la ville pour cela. La publication d'une pétition « *contre les lectures drag à l'intention des jeunes enfants* » a semble-t-il accéléré la mobilisation. La pétition comptait près de 5000 signatures lundi 23 janvier 2023.

Voici une vidéo de la drag-queen Shanna Banana qui souhaitait lire une Bd de genre aux enfants de trois ans :

<https://www.youtube.com/watch?v=Dj7485giFTs&t=150s>

Situation au Pérou.

Pérou : Les raisons de l'infamie - Bolivar Infos 25 Janvier 2023

Dina Boluarte n'est rien de plus qu'une marionnette de ceux qui ont usurpé le pouvoir.

La cruauté, la sottise et le cynisme de Dina Boluarte, la femme qui, soutenue par la classe économiquement dominante du Pérou, a ouvert la vanne de la violence extrême contre le peuple péruvien, impressionne. Déjà, plus de 50 manifestants ont été assassinés de sang-froid par les forces armées dont les membres appartiennent à la même classe marginalisée et pauvre qu'ils répriment. Les discours de Boluarte, chargés de haine et de mensonges sont la faiblesse commune des oligarchies latino-américaines dont la réponse aux revendications de justice et d'équité sont toujours les balles.

Au Pérou, se répète le schéma du double critère imposé par les États-Unis à tout notre continent : leurs discours sur la démocratie et la liberté s'effondrent quand le fléau de la balance s'incline vers l'élection de Gouvernements progressistes dont les propositions s'éloignent des intérêts de l'empire et de ses multinationales. Le destin des pays du tiers-monde est conditionnée par ce paramètre néolibéral qui les empêche de s'élever parce que l'élévation et l'indépendance représentent une réduction des privilèges de ceux qui dominent la planète. Le meilleur exemple en est le cirque du Forum Economique Mondial de Davos où se côtoie le gratin de l'aristocratie économique qui se dispute avec beaucoup de style l'avenir des peuples en se répartissant entre eux la richesse de ceux qui sont loin.

La guerre déclarée au Pérou n'échappe pas à ce schéma. Boluarte, la grande traîtresse, est seulement une pièce du casse-tête et son rôle pathétique se limite à respecter aveuglément les dictats du groupe économique de son pays. La même chose se passe dans d'autres pays latino-américains où l'odeur du colonialisme sature toute initiative destinée à imposer un modèle plus humain, à récupérer le bénéfice de l'exploitation de leurs richesses naturelles et à respecter l'autonomie de ses peuples originaires. Le grand ennemi est, en définitive, le système installé par un empire et grâce à un empire qui, pour sa part, est lui aussi plein de fissures.

Les morts à cause de la violence dans les rues des villes péruviennes sont une preuve de la faiblesse du Gouvernement et du discrédit de ses autorités. Les citoyens exigent de meilleures conditions de vie et cela, aussi bien au Pérou que dans tous nos pays, est une revendication dont les conséquences vont de la répression la plus extrême à l'installation d'une dictature, comme c'est le cas en ce moment au Pérou. Les instruments destinés à renforcer ces Gouvernements répressifs étendent leurs tentacules avec une efficacité surprenante en créant un dôme de silence autour des atrocités commises par les dictateurs, dans ce cas, autour des excès commis par les forces armées sous les ordres de Dina Boluarte. Ainsi, s'installe un silence complice des organismes internationaux soi-disant créés pour défendre la démocratie, la paix et la justice en élevant les raisons de l'infamie comme justification valide des atrocités.

Au milieu de ces scènes de violence, la presse, se tait, éteint ses caméras, s'intéresse à nouveau aux problèmes d'un ordre du jour médiatique imposé par les pays puissants et laisse ses valeurs de côté pour répondre à des intérêts éloignés de sa véritable mission. Ce qui se passe au Pérou est couvert d'un filtre neutre pour ne pas opacifier d'autres campagnes médiatiques d'intérêt géopolitique et économique des pays puissants. Les revendications des peuples sont une gifle impardonnable pour les classes dominantes. Bolivar Infos 25 Janvier 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 30 janvier 2023.

Logique, non ?

Trop de pouvoir aboutit à un abus de pouvoir, à un pouvoir totalitaire. D'où tiennent-ils leur pouvoir sinon du capitalisme. Par conséquent, pour leur retirer, il suffit d'abolir le capitalisme.

Le pouvoir des 1% est illégitime, il doit être aboli.

Partout dans le monde ceux qui gouvernent contre les peuples sont ultra minoritaires ou représentent les intérêts de l'infime minorité qui détient le pouvoir économique, les capitalistes, l'oligarchie financière...

Quand est-ce que la majorité va les chasser et s'emparer du pouvoir ?

Tunisie. Plus de 85% des électeurs ont boycotté les élections législatives.

Selon les premières estimations de l'autorité électorale Isie, à peine 11,3% des électeurs se sont déplacés pour participer au second tour des élections législatives (en légère augmentation par rapport au premier tour [8,8%]). (Source : AFP/euronews 30 janvier 2023)

En France dimanche, lors du second tour de trois législatives partielles, trois députés ont été élus avec respectivement en pourcentage des électeurs inscrits environ 18% (8e circonscription du Pas-de-Calais), 15% (première circonscription de Charente) et 10% (deuxième circonscription de la Marne), un étiqueté Renaissance, un autre LFI et le dernier PS, et tous se félicitent ou crient "victoire", certainement pas de la démocratie ! Comme quoi ils n'en sont pas les représentants. Alors qu'est-ce qu'ils représentent ? Devinez.

En avant vers le socialisme !

L'exercice du pouvoir qu'exerce une minorité ne peut être qu'une dictature imposée à la majorité. Il en va de même des droits dont se prévaut une minorité quelle qu'elle soit dans la société dès lors que la majorité les conteste, les imposer malgré tout à la majorité relève d'un abus de pouvoir ou de la tyrannie, le régime sous lequel nous vivons.

La société et le capitalisme, le régime d'exploitation et d'oppression tels qu'ils existent ne date pas d'hier, ni même d'avant-hier ou de l'Ancien Régime. Il faut remonter au tout début du processus historique qui vit naître notre espèce d'hominidé, puis à l'origine des classes sociales et de l'Etat, pour comprendre comment au fil du temps une succession de minorités ont pu imposer leur domination à la majorité de la population après s'être emparées du pouvoir politique, de telle sorte que ce pouvoir devienne héréditaire ou que d'une minorité il soit transmis à une autre et ainsi de

suite, sans que le peuple ne puisse jamais le revendiquer ou s'en emparer. Le pouvoir politique était devenu la chasse gardée de ceux qui détenaient les richesses ou les moyens de production.

Il en alla ainsi pendant des milliers d'années, jusqu'au jour où après avoir donné naissance à des modes de production successifs, le système économique basé sur la propriété privée des moyens de production parvint au stade où, suite au gigantesque développement des forces productives les conditions objectives allaient être remplies pour satisfaire tous les besoins matériels des hommes, laissant entrevoir la fin du règne de la nécessité, autrement dit leur émancipation collective du système économique reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Compte tenu que la classe dominante ou détenant le pouvoir quand ce processus arriverait à maturité était une classe minoritaire, et qu'elle avait toujours gouverné pour accroître ses richesses et son pouvoir au détriment de la majorité de la population, il serait inconcevable qu'elle lui cède ses privilèges ou son pouvoir ou exige d'elle qu'elle réalise une tâche contraire à sa nature, à sa raison d'être ou qui signerait sa disparition, il faut être sérieux.

Cette fois ce n'est plus à une minorité disposant déjà d'un pouvoir économique que revient la tâche de s'emparer du pouvoir politique pour promouvoir un mode de production supérieur, mais à la majorité des exploités et des opprimés ne disposant d'aucun pouvoir économique bien qu'ils produisent toutes les richesses, il faut donc qu'elles parviennent à réunir au préalable les conditions subjectives pour s'emparer du pouvoir politique et réaliser son émancipation.

Maintenant, il est inconcevable que la masse des exploités et des opprimés parviennent à un niveau de conscience suffisant pour embrasser l'ensemble du processus historique qu'on vient de décrire et déterminent les tâches historiques qu'elle a à accomplir. Aussi, revient-il à une minorité, à ses éléments les plus évolués et déterminés, les plus conscients, de s'organiser et d'organiser les masses afin d'atteindre ces objectifs, s'emparer du pouvoir politique, abolir la Constitution de la Ve République et instaurer une République sociale sur la base des besoins sociaux et des aspirations démocratiques de l'immense majorité des exploités et des opprimés en s'attaquant aux fondements du capitalisme, processus auquel cette majorité du peuple adhèrera librement.

Cette analyse brossée rapidement, les marxistes l'avaient faite dès la fin du XIXe siècle. Je n'y reste pas fidèle par fétichisme ou dogmatisme, mais parce que je ne vois pas sur quelle autre base politique pourrait reposer notre stratégie.

Alors qu'ils arment le régime néonazi de Kiev et soutiennent le régime néofasciste israélien.

Borne présente un plan pour lutter contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations - BFMTV 30 janvier 2023

Le départ de Macron et son gouvernement «n'est plus négociable» !

Retraites : le report de l'âge de départ à 64 ans «n'est plus négociable», prévient Borne - Paris Match 29 janvier 2023

Ils auront menti sur tout !

Réforme des retraites : Élisabeth Borne dénonce la « désinformation » de l'opposition - Le HuffPost 28 janvier 2023

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Fermeture des mairies le 31 janvier : Gérald Darmanin y voit « une forme d'irrespect » - Journal du Dimanche 30 janvier 2023

Un acte « irrespectueux envers les plus pauvres », juge Gérald Darmanin. Journal du Dimanche 30 janvier 2023

Et vive les riches !

Bruno Le Maire défend le rôle des milliardaires en France - LePoint.fr 30 janvier 2023

Les tyrans se lâchent ou osent tout, c'est même à cela qu'on les reconnaît... La méthode de l'inversion accusatoire.

J-C - De quoi Macron-Darmanin sont-ils le nom, sinon du régime capitaliste le plus inégalitaire et injuste, autoritaire et liberticide depuis 1945...

Retraites : « La Nupes ne cherche qu'à bordéliser le pays », dénonce Gérald Darmanin - Journal du Dimanche 28 janvier 2023

À seulement quelques jours de la deuxième mobilisation nationale contre la réforme des retraites, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a critiqué le « gauchisme paresse et bobo » représenté par la Nupes.

« La Nupes, plus les jours passent, plus les électeurs de gauche voient que c'est une arnaque. La Nupes ne cherche qu'à bordéliser le pays », a-t-il lâché. Jean-Luc Mélenchon « et ses amis » « défendent une idée gauchiste, bobo, celle d'une société sans travail, sans effort ».

L'ancien maire de Tourcoing a estimé qu'il y avait toujours « une gauche traditionnelle », celle « des syndicats, qui portent des combats pour sauver les emplois et cherchent à défendre les intérêts de la classe ouvrière et des employés ». Il a poursuivi auprès du journal : « Je les distingue de ceux qui veulent préempter le débat, ce gauchisme paresse et bobo. Ceux-là ont finalement un profond mépris de la valeur travail que défendent les ouvriers et les classes populaires. »

Le ministre de l'Intérieur a enfin assuré que « pour mettre notre système des retraites à l'équilibre », il allait falloir « travailler plus ». « Oui, il faut se lever tôt pour aller travailler, oui, il faut bosser à l'école. Comme on dit chez moi : on n'a rien sans rien », a enfin déclaré Gérald Darmanin au Parisien. Journal du Dimanche 28 janvier 2023

Tout sauf la grève générale, ouf s'écrit Macron !

J-C – Il est de notre devoir de prévenir les travailleurs et militants sur ce qui se trame dans leurs dos.

Un certain nombre d'acteurs politiques au sein du mouvement ouvrier pratiquent un double langage sournois destiné à diviser les travailleurs... tout en prétendant combattre à leur côté ou pour les rassembler.

En réalité, puisqu'aucun d'entre eux n'entend rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, il ne leur reste plus par n'importe quel moyen qu'à aider Macron à faire passer sa contre-réforme. Comment procèdent-ils ?

Au lieu de reconnaître qu'une journée nationale de grève isolée même suivie par des millions de travailleurs ne suffira pas pour obliger Macron à retirer son projet, ils enchaînent les propositions d'actions, sauf le recours à la grève générale qui provoquerait le blocage du pays ou de l'économie, ce qui forcerait Macron à retirer sa mesure scélérate ou pire ou mieux, selon le camp dans lequel on se situe, provoquerait la chute du régime.

J'exagèrerais ? La preuve du contraire.

- Dans l'émission Le Grand Rendez CNEWS, Europe 1 et Les Échos, Fabien Roussel (PCF) a invité la population « à se mobiliser et à montrer pendant une journée (...) une détermination sans faille, pacifique ». (Une « journée » pas plus, mercredi matin tous au boulot ! – J-C)

- Manuel Bompard (LFI) sur BFMTV a appelé à élargir le mouvement : « Si on veut la faire bouger, il faut que la mobilisation dans la rue s'étende, s'élargisse encore et qu'elle soit obligée de retirer cette réforme. » lejdd.fr 29 janvier 2023 (Décidément, ils sont fâchés avec certaines expressions ! – J-C)

Contre la réforme des retraites, Mélenchon appelle les syndicats à une « grande marche » un week-end - Le HuffPost 29 janvier 2023

Une initiative qui permettrait selon lui une plus ample mobilisation, mais qui ne séduit pas toujours les syndicats, frileux à l'idée de s'embarquer vers des champs qui ne seraient pas syndicaux.

« Je forme le vœu que vous soyez le plus possible engagés dans cette action. S'il y a des appels à manifester, manifestez. Nous avons la chance d'avoir tous nos syndicats unis et toutes les organisations de la Nupes unies pour ce 31 janvier », a déclaré Jean-Luc Mélenchon à Villiers-le-Bel lors de la cérémonie de vœux du député La France Insoumise Carlos Martens Bilongo.

« Je forme le vœu que les syndicats permettent, en y appelant, qu'une très grande marche ait lieu pendant un week-end. Pourquoi pendant un week-end ? Parce que pendant la semaine, ne peuvent entrer dans l'action, par la grève, que ceux qui sont au travail. Ce qui n'est pas toujours simple pour eux, mais ils y sont », a poursuivi la figure des Insoumis.

« Mais vous devez penser qu'il y a plus de deux millions d'étudiants, dont seulement un million – la moitié – travaillent, précairement mais travaillent. Vous avez plusieurs millions de retraités, plusieurs centaines de milliers de gens qui ne peuvent pas aller au travail », a argumenté l'ancien candidat à la présidentielle.

« Il faut qu'ils puissent participer à la lutte. Tous ensemble ! Travailleurs salariés, chômeurs, retraités, étudiants, lycéens même s'il le faut, et il le faut, tous ensemble, nous sommes le peuple », a lancé Jean-Luc Mélenchon. Le leader de La France insoumise a accusé le gouvernement *« de mettre sur pied la société de marché intégrale, où tout est marché et tout est marchandise »*. Le HuffPost 29 janvier 2023

TRIBUNE. Retraites : 300 syndicalistes, intellectuels et militants appellent à généraliser la grève - Journal du Dimanche 28 janvier 2023

Extrait

Dans une tribune au JDD, 300 personnalités du monde politique, syndical et intellectuel, dont l'actrice Adèle Haenel et le cheminot Anasse Kazib, appellent à ce que la mobilisation du 31 janvier contre la réforme des retraites soit encore plus importante que celle du 19.

Tout cela indique qu'il est possible de le faire reculer, voire d'arracher des acquis comme la retraite à 60 ans (55 pour les métiers pénibles) avec 37,5 annuités et une augmentation générale des salaires et des pensions. Cependant, sans plan de bataille à la hauteur, Macron, qui joue son mandat sur cette réforme, ne cédera pas.

L'expérience de toutes les mobilisations précédentes, à commencer par le puissant mouvement des retraites de 2010, montre que les journées d'action de 24 heures, même massives, ne suffisent pas. Or, après la date du 19 janvier, l'intersyndicale a annoncé une nouvelle date le 31 janvier, et ce alors que des plans plus ambitieux étaient dans le paysage.

Il est central que cette date soit encore plus importante que le 19 janvier, mais il faut commencer à discuter d'un plan qui permette de poser les bases d'un départ en grève reconductible. Le gouvernement a fixé des échéances parlementaires très resserrées et l'enchaînement de journées espacées risque de laisser se dissiper la colère exprimée le 19.

Pour construire un mouvement reconductible après le 31 janvier, il est cependant indispensable que ces secteurs, qui occupent des positions stratégiques et ont une grande capacité de blocage, soient rejoints par des millions d'autres travailleurs, ainsi que par la jeunesse, pour généraliser la grève. De fait, ceux qui paieront le prix le plus fort sont précisément les travailleuses et travailleurs les plus précaires, les femmes et les jeunes. Le recul de l'âge légal de départ à 64 ans et l'allongement de la durée de cotisations rendra presque impossible à tout salarié ne bénéficiant pas d'une carrière ininterrompue d'avoir droit à une pension complète.

Pour s'organiser dans cette perspective et construire la grève reconductible par en bas, il est fondamental de construire, partout où c'est possible, des assemblées générales sur les lieux de travail et d'études, mais aussi des assemblées générales interprofessionnelles regroupant travailleurs de différents secteurs et jeunes qui se chargent d'étendre la mobilisation aux secteurs les moins mobilisés, d'organiser la solidarité à l'égard des plus précaires, de faire vivre la mobilisation partout en dehors des grandes journées de manifestation et de coordonner l'action des grévistes.

C'est ainsi que nous pourrons briser les obstacles et préparer un 31 janvier encore plus fort que le 19, qui marque le début d'une dynamique de grève reconductible généralisée, pour faire retirer la réforme et imposer une défaite majeure à Macron et son monde.

Pour lire l'intégralité de leur appel.

https://www.lejdd.fr/politique/tribune-retraites-300-syndicalistes-intellectuels-et-militants-appellent-generaliser-la-greve-132085?at_medium=affiliate&at_campaign=Yahoo

La théorie du genre est perverse et sadique.

Oli London, influenceur devenu homme après sa détransition, dénonce l'enseignement « woke » qui cible les enfants - lemediaen442.fr 28 janvier 2023

Le youtubeur Oli London et influenceur britannique — suivi par 1 000 000 personnes sur le réseau social TikTok — a récemment fait des déclarations choquantes sur sa transition de genre en annonçant qu'après avoir vécu six mois en tant que femme coréenne, il souhaitait redevenir un homme. L'histoire de transition de genre (voir vidéo ci-dessous) de Oli London est fascinante et révèle les effets de normalisation de la transition de genre sur les enfants.

Dans une interview avec *Fox News* face à Tucker Carlson, l'influenceur mondialement connu a dénoncé la « *nouvelle norme* » de la politique de genre qui cible les enfants et les adolescents. L'influenceur affirme que les enfants sont enseignés dès l'âge de cinq ans par l'idée que changer de genre est tout fait acceptable « *Il n'est pas surprenant que des gens comme moi et les jeunes veulent changer de genre quand nous avons cette normalisation dans nos écoles dans ce pays. Les enfants sont enseignés dès l'âge de cinq ans, dans certains cas, que c'est normal de changer de genre.* »

« *J'ai commencé à changer, à m'habiller en femme coréenne et j'ai réalisé que c'était une grosse erreur. Et je veux juste être un garçon.* »

Oli London accuse les écoles d'enseigner aux enfants une idéologie radicale qui encourage l'idolâtrie des hommes faibles et vilipende les figures comme Superman ou les astronautes « *Les écoles enseignent sur la masculinité toxique pour affaiblir le genre masculin dominant. L'homme hétérosexuel est érodé.* »

Il a déclaré avoir trouvé le bonheur qu'il recherchait et compris que la transition ne résout pas les problèmes d'identité de genre et d'estime de soi « *J'ai réalisé que c'était une grosse erreur. Et je pense que si j'étais né il y a 40 ans, je n'aurais pas fait cela. C'est ce que la culture woke pousse de nos jours. Ce que nous voyons sur Tik-Tok, c'est la nouvelle norme. Et c'est tellement faux. Cela affecte vraiment nos enfants.* »

Celui qui aujourd'hui se considère pleinement comme un homme, incite les écoles à répondre de cette tendance qui, selon lui, affecte négativement les enfants et les laisse dans la confusion « *Il y a des enfants qui sont confus avec le genre. Beaucoup d'enfants ont de la dysphorie de genre [NDLR, état de malaise ou de désaccord entre le genre perçu ou vécu et le genre assigné à la naissance].* »
lemediaen442.fr 28 janvier 2023

Vidéo. Détransition -- Oli London chez Tucker Carlson - January 27th, 2023

<https://odysee.com/@Elo:84/Oli-London:3?src=embed>

A lire.

Influence de l'information de la Grande-Bretagne sur l'opinion publique en Europe (source : Oriental Review)

Avec le début de l'opération militaire spéciale russe en Ukraine, les médias de l'Union européenne et des États membres de l'OTAN ont commencé à baser la majorité de leurs articles sur les sources des grands quotidiens et tabloïds britanniques, négligeant l'analyse critique de l'information et utilisant la situation actuelle pour promouvoir des informations unilatérales, opposant les approches de politique étrangère de l'Occident collectif et de la Russie.

La diffusion de thèses délibérément fausses et l'ignorance des faits objectifs dans les médias du Vieux Continent soulignent l'utilisation de la partialité comme principal outil de la communauté journalistique occidentale pour atteindre les objectifs de propagande fixés par les services de renseignement de Washington et de Londres : modifier les attitudes et les valeurs publiques des citoyens des pays européens dans le but de préserver l'ordre libéral et occidental-centré, fondé sur l'hégémonie des États-Unis et du Royaume-Uni.

Pour lire l'article en entier :

<https://reseauinternational.net/influence-de-linformation-de-la-grande-bretagne-sur-lopinion-publique-en-europe/>

Paupérisation. Et dire qu'à la question capitalisme stop ou encore, il y en a encore qui hésitent !

En Grande-Bretagne c'est l'enfer : « Des ambulanciers, enseignants, infirmières se rendent à la banque alimentaire. » - lemediaen442.fr 28 janvier 2023

Le quotidien new-yorkais « *The New York Times* » titre la descente aux enfers des britanniques « *Dans la crise du coût de la vie au Royaume-Uni, certains travailleurs ont du mal à nourrir les enfants* ». En ces temps de crise économique, de nombreux travailleurs britanniques se retrouvent dans l'incapacité de nourrir leurs enfants. À Londres, le Hackney Food Bank a fourni des repas à 647 enfants en décembre, contre 330 un an plus tôt.

Selon le NY Times, en Grande-Bretagne, dans l'un des pays les plus riches du monde, les banques alimentaires sont de plus en plus sollicitées et les signes de détresse sont partout. La croissance de l'emploi a réduit le nombre de foyers sans emploi, mais de nombreux travailleurs n'ont pas atteint un niveau de vie décent, les rendant vulnérables lorsque l'inflation a atteint son niveau le plus haut depuis 41 ans. « *C'est atroce que ce soient des travailleurs qui viennent à nous* », a déclaré Vicky Longbone, une pasteure qui dirige une banque alimentaire à Derby, dans le centre de l'Angleterre.

Les mesures d'austérité adoptées par les gouvernements conservateurs ces dix dernières années ont également entamé les prestations versées aux familles à faible revenu, y compris les foyers ouvriers. Les coûts de l'alimentation et du chauffage dû à la guerre en Ukraine ont atteint des records, mettant à rude épreuve les familles les plus défavorisées qui dépensent la grande part de leurs revenus pour les besoins essentiels. « *Vous voyez des ambulanciers, des enseignants se rendre à la banque alimentaire. Qu'est-ce que cela évoque sur une communauté, sur un pays ?* », a déclaré Kingsley Fredrick, qui travaille pour une banque alimentaire dans l'est de Londres.

Même si certains chiffres clés ne sont pas encore disponibles — comme le dernier chiffre annuel de la pauvreté infantile — il est clair que de nombreux travailleurs sont sous une pression sérieuse et qu'il y a de plus en plus de preuves que les enfants ont faim à la maison. Pour Alicia Marcano, 46 ans, infirmière, qui s'est rendue pour la première fois dans une banque alimentaire du quartier de Hackney, dans l'est de Londres, c'est la gêne qui envahit la femme qui écoute attentivement les instructions des volontaires, puis, les yeux baissés, a commencé à emballer des boîtes de haricots, des biscuits et des pâtes. « *C'est un endroit nouveau pour moi* », a-t-elle déclaré.

Comme l'infirmière Alicia Marcano, des ambulanciers, des enseignants, des étudiants... ce sont tous les pays occidentaux qui sont touchés par la cupidité des politiques qui ne rêvent que de guerre et trouvent l'argent nécessaire pour en fournir au président ukrainien Volodymyr Zelensky. On apprend par la suite que les membres de son gouvernement s'enrichissent en achetant des voitures de luxe, des villas somptueuses et s'envolent pour des vacances de rêve pendant que les enfants européens courent après un biscuit. Jusqu'où allons-nous descendre ? lemediaen442.fr 28 janvier 2023

L'Otan a pris le pouvoir.

République tchèque : l'ex-général de l'Otan Petr Pavel élu président. - AFP/lejdd.fr 28 janvier 2023

L'ancien chef du Comité militaire de l'Otan, Petr Pavel, a été élu président de la République tchèque face à l'ancien Premier ministre Andrej Babis.

« *Je vois que des valeurs telles que la vérité, la dignité, le respect et l'humilité ont gagné dans cette élection* », a déclaré Petr Pavel, avant de remercier ses électeurs et ceux qui se sont rendus aux urnes. Le taux de participation dans le pays a été de 70,3 %.

Cet ancien parachutiste et général à la retraite, âgé de 61 ans, succède à Milos Zeman. L'ancien chef d'État était quelque peu controversé. Il entretenait d'étroites relations avec la Russie, jusqu'au début de la guerre en Ukraine en février 2022 où Milos Zeman a brusquement changé de camp.

Ardent défenseur de l'appartenance de la République tchèque à l'Union européenne (UE) et à l'Otan, Petr Pavel a promis d'être un président indépendant de la politique des partis. Il souhaite continuer à apporter son aide à l'Ukraine pour faire face à la guerre contre la Russie. Petr Pavel soutient d'ailleurs la candidature de Kiev pour devenir membre de l'UE. AFP/lejdd.fr 28 janvier 2023

Chars à voile pour l'Ukraine néonazie.

Lula annonce son refus d'envoyer des munitions de chars à l'Allemagne pour les transférer à l'Ukraine - oceanguinee.com

Prudent, le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a rejeté une demande du gouvernement allemand pour la fourniture de munitions de chars, que Berlin envisage de transférer à l'Ukraine. Une information rapportée par le journal brésilien Folha de S.Paulo. La décision a été prise le 20 janvier.

Nous parlons de munitions pour les chars Leopard 1. Selon Folha de S.Paulo, aujourd'hui, seuls quatre pays utilisent ces chars, dont le Brésil.

Il a déclaré que le Brésil pourrait recevoir environ 5 millions de dollars de l'Allemagne pour le transfert de ces munitions, tout en admettant qu'il était possible d'interdire à la RFA de transférer des munitions vers l'Ukraine. M. Lula da Silva a refusé l'Allemagne, estimant qu'*"il n'y a pas lieu de provoquer les Russes"*.

Le néofascisme, c'est aussi cela quotidiennement.

J-C - Leur humanisme est la politesse des oppresseurs.... Condamnation à géométrie variable. Jugez les faits.

Rappel du contexte.

Israël : Nétanyahou nomme le gouvernement le plus à droite de l'histoire du pays - liberation.fr 29 décembre 2022

Sans surprise, Itamar Ben Gvir, chef de file du parti Puissance Juive, provocateur, et condamné à de nombreuses reprises pour incitation à la haine, hérite du ministère de la Sécurité publique, avec un contrôle étendu de la police. liberation.fr 29 décembre 2022

Aryeh Deri, démis de ses fonctions ministérielles, sera vice-Premier ministre - timesofisrael.com 22 janvier 2023

Cette décision fait suite à la décision de la Cour suprême interdisant leader du Shas Deri Aryeh Deri d'occuper ces fonctions de ministre de la Santé et de l'Intérieur. timesofisrael.com 22 janvier 2023

J-C - Vous avez compris qu'il y a un gouvernement d'extrême droite, néofasciste, d'apartheid, raciste en Palestine occupée. Venons-en aux faits des derniers jours.

Cisjordanie : neuf Palestiniens tués lors d'un raid israélien à Jénine - AFP/france24.com 26 janvier 2023

L'armée de l'Etat juif colonial anglo-saxon massacre neuf Palestiniens le 26 janvier lors d'un raid israélien présenté comme une opération contre des activistes islamistes dans le camp de réfugiés de Jénine, une ville du nord de la Cisjordanie occupée, et en blesse des dizaines.

Un dixième Palestinien a été tué par balles par les forces israéliennes jeudi, à Al-Ram près de Jérusalem, dans des conditions non précisées, et plusieurs autres ont été blessés dans d'autres incidents.

L'Autorité palestinienne a dénoncé "*un massacre*" et annoncé mettre fin à la coopération sécuritaire avec Israël, une première depuis 2020.

J-C - Réactions internationales ou condamnations de ce massacre en règle : Nulles ! Normal, la vie d'un Palestinien ne vaut rien pour eux.

France24 - "*Depuis le début de l'année, nous continuons d'observer les niveaux élevés de violence et les tendances négatives qui ont caractérisé 2022*", a regretté dans un communiqué l'émissaire de l'ONU pour le Proche-Orient, Tor Wennesland.

Les décès de jeudi portent à 30 le nombre de Palestiniens, civils ou membres de groupes armés, tués depuis le début de l'année dans des violences avec des forces ou des civils israéliens. AFP/france24.com 26 janvier 2023

J-C - Trois jours plus tard deux Palestiniens ripostaient ou se vengeaient en tuant 7 ressortissants juifs israéliens. Ces deux attaques feront l'objet d'une condamnation unanime des gouvernements des puissances occidentales alliés de l'Etat néofasciste israélien. Jugez les faits.

Ce que l'on sait des deux attaques successives à Jérusalem-Est - AFP/BFMTV 29 janvier 2023

Deux attaques ont été menées par deux Palestiniens dans la ville israélienne de Jérusalem vendredi soir et samedi matin, faisant sept morts et plusieurs blessés.

Le tireur est un Palestinien âgé de 21 ans résident de Jérusalem-Est, qui a ouvert le feu dans la rue vers 20h15 (19h15 heure française) vendredi soir, selon la police. L'homme a été abattu.

Samedi, c'est un adolescent âgé de 13 ans, Palestinien également originaire de Jérusalem-Est, qui a tiré blessant deux personnes. Il a été "*neutralisé et blessé*" par des passants qui détenaient un permis de port d'armes, a déclaré la police israélienne.

J-C - Réactions internationales ou condamnations suite de cette tuerie : En abondance, car voyez-vous, pour eux la vie d'un juif a plus de valeur que celle d'un arabe.

- De Washington à Moscou, de nombreux dirigeants étrangers ont dit leur effroi samedi après les deux attaques successives à Jérusalem-Est. L'Autorité palestinienne s'est abstenue de condamner et a jugé qu'Israël était "*entièrement responsable de la dangereuse escalade*".

L'attentat a été condamné par le président américain, qui a appelé le Premier ministre israélien pour l'assurer de "*l'engagement à toute épreuve des États-Unis pour la sécurité d'Israël*".

Le chancelier allemand Olaf Scholz s'est lui déclaré samedi "*profondément bouleversé*".

Le ministre britannique des Affaires étrangères, James Cleverly a tweeté vendredi soir : "*Nous sommes aux côtés de nos amis israéliens*".

La France condamne "*l'effroyable attaque terroriste*" à Jérusalem-Est, déclare le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. "*Ferme condamnation de cet acte odieux. L'engrenage de la violence doit être évité à tout prix*", a également écrit le président français, Emmanuel Macron, samedi sur Twitter.

Un peu plus tôt, l'ONU avait déjà condamné une attaque "*abjecte*" tandis que les États-Unis l'ont qualifiée d'"*épouvantable*".

"On ne peut mettre fin aux violences répétitives que dans le cadre d'un processus de négociations se basant sur les principes du droit international", estime la diplomatie russe. AFP/BFMTV 29 janvier 2023

L'Etat d'apartheid s'acharne sur le peuple palestinien sans défense.

Israël impose des mesures de rétorsion : destruction des maisons des terroristes de Jérusalem-Est – Euronews 30 janvier 2023

Israël: l'exécutif prend des mesures après les attaques à Jerusalem-Est - RFI 29 janvier 2023

Le cabinet de sécurité israélien a annoncé dans la nuit de samedi à dimanche une série de mesures, dont une privant des «*familles de terroristes*» de certains droits.

Le texte annonce la révocation des droits à la Sécurité sociale des «*familles de terroristes qui soutiennent le terrorisme* » ainsi que la discussion dimanche en Conseil des ministres d'un projet de loi visant à révoquer «*les cartes d'identité israéliennes* » de cette même catégorie de familles.

Les mesures annoncées sont dans la ligne des propositions de ses partenaires politiques d'extrême droite lui ayant permis de revenir au pouvoir fin décembre, à l'issue des législatives du mois précédent.

Mohammad Hassounah a 35 ans. Il habite à Ramallah.

" *Le seul moyen de stopper tout cela, c'est de mettre fin à cet apartheid dans lequel nous vivons. Que voulez-vous attendre d'un enfant qui a vécu toute sa vie sous occupation ? Pensez-vous qu'il vous amènera des fleurs ? Non. Ils ne savent même pas à quoi ressemblent les fleurs.*"

Il évoque le double standard des médias ou de la communauté internationale, qui ne s'intéressent à la situation, dit-il, que lorsque des Israéliens sont tués.

"*Si vous comparez et regardez les chiffres, c'est suffisant pour que vous compreniez la réalité. Le gouvernement israélien peut tuer autant de Palestiniens qu'il veut. En silence, et avec une impunité totale. Personne ne les stoppera, personne ne les sanctionnera et personne ne fera un geste contre Israël. C'est vraiment dévastateur. Je pense que les vies humaines devraient être égales, mais je ne vois pas ça.*"

Il le précise, son espoir ne réside ni dans la communauté internationale, ni dans des gouvernements, mais dans la société civile. «*Nous, Palestiniens, c'est ça qui nous tient en vie* », ajoute-t-il. RFI 29 janvier 2023

J-C - Monsieur Hassounah, nous sommes à vos côtés, nous soutenons inconditionnellement la cause palestinienne ou votre combat contre l'occupant, et nous condamnons l'existence de cet Etat monstrueux, corrompu et criminel d'Israël.

En complément.

Israël : nouvelles manifestations contre la réforme de la justice - euronews 29 janvier 2023

Israël: des journalistes lancent l'alerte sur les projets du gouvernement - RFI 30 janvier 2023

Les réformes décriées proposées par le gouvernement israélien d'extrême droite dirigé par Benjamin Netanyahu ne concernent pas seulement le judiciaire, mais également les médias, et en particulier l'audiovisuel public, la fermeture de KAN, le diffuseur public. RFI 30 janvier 2023

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 31 janvier 2023.

Guerre de classes. Ils le disent eux-mêmes.

Une des officines du néolibéralisme l'avoue : « *La réforme des retraites constitue le deuxième enjeu symbolique de la révolution néolibérale.* »

Slate.fr - Individuation du rapport de la vie au travail. Démantèlement de l'État social. Avec la refonte du code du travail, la réforme des retraites constitue le deuxième enjeu symbolique de la révolution néolibérale. Pour tous les gouvernements néolibéraux, c'est un verrou qu'il faut faire sauter pour imposer un nouveau récit de la vie au travail.

J-C - Ils avaient cru qu'ils étaient en train de gagner la lutte de classes, pas de bol, les faits leur infligent un cinglant démenti, rien n'est joué et notre capacité à abolir le capitalisme est intacte.

Slate.fr - Elle avait fait son temps la manif, pensait-on, détrônée par les mouvements d'occupation des places de 2011 et les nouvelles formes de mobilisation numérique apparues à cette occasion. «*Le Che Guevara du XXI^e siècle, c'est le net*», pouvait ainsi déclarer Alec Ross, le conseiller pour l'innovation d'Hillary Clinton, secrétaire d'État des États-Unis.

J-C - Au passage vous aurez compris que ce sont eux qui sont à l'origine de ces alternatives aux moyens d'expression de la lutte de classe du mouvement ouvrier ou qui les ont propulsées médiatiquement pour détourner les travailleurs et jeunes du combat classe contre classe...

Slate.fr - On l'avait enterrée un peu trop vite. Par leur ampleur, les divers cortèges du 19 janvier contre la réforme des retraites ont déjoué tous les pronostics. Réunies pour la première fois depuis douze ans sous une même banderole, les huit organisations syndicales ont réussi à mobiliser les foules contre le recul de l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans.

En rassemblant 1,12 million de personnes selon le gouvernement et plus de 2 millions selon les syndicats, la journée du 19 janvier s'est d'ores et déjà hissée au deuxième rang des plus grandes mobilisations des trente dernières années, toutes dirigées contre des projets de réformes du régime des retraites (en 1995 sous Alain Juppé, en 2003 face au projet de loi Fillon, puis en 2010 lors de la réforme conduite par Éric Woerth). Rien de tel qu'un million ou deux de manifestants dans les rues pour faire plier le gouvernement.

J-C - Vivre pour travailler et les engraisser jusqu'à notre dernier souffle, voilà le modèle de société qu'ils veulent nous imposer.

Slate.fr - En voulant repousser l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans, en multipliant les cas particuliers d'application de la loi, le gouvernement actuel ne retarde pas seulement l'accès à un droit individuel, il bouche un horizon commun, celui d'une fin désirable de la vie au travail. Tous les ingrédients symboliques d'une explosion sociale sont ici réunis. Slate.fr 30 janvier 2023

Macron, c'est l'extrême droite, le fascisme, le nazisme.

En pleine mobilisation sur les retraites, Emmanuel Macron va se concentrer sur l'Ukraine - BFMTV 31 janvier 2023

Alors qu'une nouvelle journée de grève a eu lieu mardi dans toute la France contre la réforme des retraites, l'emploi du temps du chef de l'État sera consacré à la guerre en Ukraine. Le président recevra en effet à l'Élysée le président du parlement ukrainien et le ministre ukrainien de la Défense.

Ukraine : Emmanuel Macron ne s'interdit pas de fournir des avions de chasse - LePoint.fr 31 janvier 2023

Emmanuel Macron va recevoir Benjamin Netanyahu à Paris le 2 février - BFMTV 31 janvier 2023

En famille. Qu'ont soutenu en réalité les partisans du Brexit ? La City ou le temple de la finance mafieuse du mondialisme !

J-C – Rappelons que je n'ai jamais soutenu le Brexit en expliquant pourquoi, contrairement à la totalité des organisations du mouvement ouvrier. C'est étonnant leur propension à se tromper de cause ou de camp...

Royaume-Uni : Rishi Sunak voit le Brexit comme une « immense opportunité » pour la croissance britannique - AFP/20 Minutes 31 janvier 2023

Le communiqué de Downing Street souligne surtout « l'immense opportunité » de la sortie de l'UE notamment « pour la croissance de l'économie britannique ». Il cite la création de ports francs, des zones considérées hors du territoire douanier du pays et bénéficiant donc d'une fiscalité avantageuse, et les perspectives ouvertes selon lui par la dérégulation post-Brexit.

Trois ans après la sortie de l'UE, un sondage YouGov paru en novembre indique que moins d'un tiers des Britanniques estime que le Brexit était une bonne décision. AFP/20 Minutes 31 janvier 2023

Grande-Bretagne. Ils sont en guerre contre leur propre peuple.

Scandale en Grande-Bretagne : L'armée a espionné les opposants aux restrictions, incluant politiques, journalistes et citoyens - lemediaen442.fr 30 janvier 2023

Le scandale d'espionnage de l'armée britannique a choqué le public en révélant la surveillance des opposants au confinement, que ce soit des politiques, journalistes et citoyens.

Des unités secrètes de l'armée britannique ont espionné les citoyens qui critiquaient les politiques de restriction du gouvernement lors de la pandémie, révèle *The Mail on Sunday*. Les opérateurs militaires de la brigade de « *guerre de l'information* » au Royaume-Uni ont fait partie d'une opération sinistre qui visait les politiques et les journalistes de haut niveau qui ont exprimé des doutes sur la réponse officielle à la pandémie Covid-19.

Des documents obtenus par le groupe de défense des libertés civiles Big Brother Watch ont révélé le travail de cellules gouvernementales telles que l'Unité de « *contre-désinformation* », basée au Département du numérique, de la culture, des médias et du sport, et l'Unité de réponse rapide au Cabinet Office. Cependant, la plus secrète des unités est la 77e Brigade MoD. Selon un lanceur d'alerte qui a travaillé pour la brigade pendant les restrictions, l'unité a dépassé de loin son champ de compétence de cibler les puissances étrangères. lemediaen442.fr 30 janvier 2023

De la part de suppôts du néonazisme, il faut s'attendre au pire...

Pfizer a modifié le virus de la Covid avant l'épidémie - Réseau Voltaire 30 janvier 2023

Une vidéo de Project Veritas montre Jordon Trishton Walker, directeur de la recherche et du développement, des opérations stratégiques et de la planification scientifique de l'ARNm du laboratoire pharmaceutique Pfizer, affirmer que son entreprise avait exploré à l'avance un moyen de faire « *muter* » le Covid pour anticiper le développement de futurs « *vaccins* » [1].

L'entretien laisse entendre que Pfizer aurait pris des risques sanitaires et violé les lois états-uniennes pour mener ses recherches.

En cinq jours, l'enregistrement avait déjà été vu 41 millions de fois sur Twitter, lorsque Pfizer a publié un communiqué. Sans remettre en cause l'authenticité de l'enregistrement, il a précisé ne pas avoir mené de recherche sur le gain de fonction. Il a ajouté : « *Dans un nombre limité de cas lorsqu'un plein virus ne contient aucun gain connu de mutations fonctionnelles, un tel virus peut être modifié pour permettre l'évaluation de l'activité antivirale dans les cellules* » [2].

À ce stade, il n'est pas clair de savoir si Pfizer a ou non rendu le virus plus dangereux avant de concevoir son « *vaccin* ».

Par ailleurs, le laboratoire pharmaceutique doit déjà faire face aux accusations selon lesquelles il savait depuis le début que son vaccin ne protégeait de la transmission, mais a laissé les gouvernements prétendre le contraire sans intervenir. Réseau Voltaire 30 janvier 2023

[1] « *Pfizer Executive : 'Mutate' COVID via 'Directed Evolution' for Company to Continue Profiting Off of Vaccines ...* », Project Veritas, January 25, 2023.

[2] « *Official voice of the US should not be absent on Pfizer undercover video* », Global Times, January 30, 2023.

Un document publié sur le blog des BRICS. L'Inde et Modi dans le colimateur de l'agence anglaise du mondialisme.

Le documentaire de la BBC sur les émeutes du Gujarat est une tentative désespérée de l'establishment britannique pour salir Modi. - infobrics.org January 30, 2023

Ahmed Adel, chercheur en géopolitique et économie politique basé au Caire

Un documentaire de la BBC sur les émeutes de 2002 au Gujarat est une tentative désespérée de l'establishment britannique de susciter des violences communautaires entre hindous et musulmans en Inde en raison du refus du Premier ministre Narendra Modi d'imposer des sanctions à la Russie.

La violence communautaire a éclaté en Inde lorsque 58 pèlerins hindous ont été brûlés à mort lorsque leur wagon de train a pris feu à la gare de Godhra, dans le district de Panchmahal, le 27 février 2002. "*Inde : The Modi on the Gujarat riots of 2002*" traite des troubles sociaux survenus dans l'État d'origine de Modi lorsqu'il était ministre en chef et que les musulmans locaux ont été accusés du crime.

Selon les chiffres officiels, environ 1 100 personnes sont mortes et 2 500 autres ont été blessées dans les violences qui ont duré trois jours. Des militants des droits de l'homme et des dirigeants de l'opposition financés par l'Occident ont accusé le désormais premier ministre de soutenir tacitement les foules hindoues, ce que Modi et son parti au pouvoir, le Bharatiya Janata Party (BJP), ont démenti. En outre, les tribunaux, y compris la Cour suprême de l'Inde, et les équipes d'enquête spéciales, après des années d'investigation, ont conclu que Modi n'était coupable d'aucun crime.

Le documentaire a été interdit en Inde le 22 janvier. Cependant, son contenu, y compris de courts extraits vidéo, a circulé sur les médias sociaux et provoqué un tollé dans ce pays d'Asie du Sud.

"Le parti pris et le manque d'objectivité, ainsi que la persistance d'un esprit colonial, sont visibles de manière flagrante", a déclaré Arindam Bagchi, porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères. "Une pièce de propagande conçue pour pousser un récit discrédité particulier".

Il a ajouté que le documentaire de la BBC est une *"pièce de propagande conçue pour pousser un récit particulier discrédité. Le parti pris, le manque d'objectivité et, franchement, la persistance d'un état d'esprit colonial, sont visibles de manière flagrante."*

Le 23 janvier, plus de 300 anciens juges, bureaucrates et personnalités indiennes ont publié une déclaration commune contre la BBC, accusée de promouvoir l'impérialisme britannique et de *"s'ériger en juge et jury pour ressusciter les tensions entre hindous et musulmans"*.

"Alors que les Hindous et les Musulmans de l'Inde ont accepté la blessure de l'émeute de 2002, en quoi cela regarde-t-il la BBC de raviver les problèmes communaux ?"

Le système judiciaire indépendant de l'Inde ayant reconnu l'innocence de Modi, on peut se demander pourquoi la BBC a produit un documentaire dans le but de le salir près de deux décennies plus tard. Il n'est pas inutile de rappeler que l'Inde a dépassé le Royaume-Uni en tant que cinquième économie mondiale en 2022, qu'elle présidera le G20 en 2023 et que des élections importantes auront lieu dans neuf États, les élections générales étant prévues pour 2024.

Le documentaire est un moyen indirect pour l'establishment britannique de faire pression sur son ancienne colonie sur certaines questions, notamment l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine. Le fait que l'Inde ait adopté une position neutre sur les opérations militaires russes et

refuse d'imposer des sanctions à Moscou, tout en approfondissant ses liens économiques et sécuritaires, a énormément frustré Londres.

La stratégie de défense et la politique étrangère de l'Inde sont désormais axées sur la défense des intérêts du pays. On pensait qu'en rejoignant le QUAD avec les États-Unis, l'Australie et le Japon pour tenter de contenir la Chine, l'Inde perdait son indépendance et rejoignait l'orbite de Washington. Cependant, la guerre en Ukraine a rapidement dissipé cette croyance.

L'Inde est devenue le plus grand importateur maritime de pétrole russe depuis que l'UE a imposé des embargos et que le G7 a plafonné les prix des exportations.

Selon Poten & Partners, une société mondiale de courtage et de conseil en énergie, les exportations vers l'Inde sont passées de pratiquement rien avant l'opération militaire russe à 1,2 million de barils par jour en novembre de l'année dernière.

Citant des données provenant de sources industrielles, Reuters rapporte que la Russie est devenue le troisième fournisseur de pétrole de l'Inde en 2022, représentant environ 15 % du total des achats, entraînant la part de l'OPEP au plus bas depuis plus d'une décennie.

"Les importations de pétrole de l'Inde en provenance de Russie continueraient à augmenter cette année encore, principalement en raison des rabais et si les pays occidentaux ne prennent pas d'autres mesures strictes visant le pétrole russe", a déclaré un responsable d'un raffineur indien qui a refusé d'être nommé car il n'était pas autorisé à parler aux médias.

L'Inde ne cherche pas seulement à obtenir le meilleur accord pétrolier possible, mais elle essaie également de réduire sa dépendance vis-à-vis de la région du Golfe, compte tenu des sensibilités géopolitiques et des relations traditionnellement étroites du Pakistan avec les pays islamiques de la région. La Russie répond à cet objectif, car elle fournit à l'Inde du pétrole bon marché et constitue manifestement une source alternative d'énergie.

Bien que les coffres de la Russie aient sans aucun doute reçu un coup dur lorsque le brut n'a plus pu être exporté directement vers les pays de l'UE et le Royaume-Uni, l'Inde a rapidement comblé le vide et a été récompensée en recevant des remises. Ce fait met immensément en colère l'establishment britannique et c'est pour cette raison qu'ils ont maintenant recours à une propagande médiatique bon marché pour inciter à la violence communautaire en Inde et attaquer Modi.

Source : InfoBrics

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 15 janvier 2023

Je ne suis pas encore mort, la preuve !

Je crois qu'il est important de s'accorder le temps de la réflexion. On croule sous les infos, ce n'est pas cela qui est malsain, mais de se prendre au jeu ou au sérieux, et de vouloir rivaliser en réaction avec des organismes qui disposent de moyens incommensurablement plus importants que les nôtres, on finit par s'épuiser et à y perdre en profondeur d'analyse, bref, c'est une connerie.

Quand on est isolé pour penser, cela présente des avantages et des inconvénients, sans parler des erreurs qu'on peut commettre et que personne ne vous signalera pour les corriger. C'est un exercice qui présente des risques, périlleux, réalisé sans filet, et plus on vise haut, plus la moindre chute sera fatale ! Voyez où en sont rendus tous les partis ou courants politiques.

Quand ils ne sont pas déjà morts, ils sont en état clinique de survie artificielle, et personne n'aura envie de se sacrifier pour les maintenir en vie, ils sont trop gangrenés, tous les organes sont atteints, on ne peut plus rien pour eux, ils sont condamnés, ils sont trop compromis, ils se sont suicidés eux-mêmes, il n'y a rien à en récupérer, vaut mieux tourner définitivement la page et en écrire une nouvelle, propre ou sans taches.

Est-ce que cela existe ? Il faut ne pas se sentir très propre sur soi pour oser poser une telle question, il faut ignorer de quoi est fait le peuple. Certes, personne n'est parfait et heureusement, sinon, entre nous, qu'est-ce qu'on se ferait chier ! Il existe cependant une grande différence entre les crapules en apparence bien disposés à notre égard et qui en réalité sont animées de mauvaises intentions, et les hommes ou les femmes du peuple pour lesquels un tel comportement est étranger et ignoble, j'en fais partie, mais vous n'êtes pas obligés de le croire, je vous le déconseillerais bien, mais vous en ferez un mauvais usage, je vous connais trop bien maintenant !

On se marre bien quand même l'air de rien, non ? En réalité, on n'a jamais été aussi sérieux. Chut ! Tout l'art du camouflage consiste à ne pas le crier sur les toits, car c'est à chacun que revient le privilège d'en prendre conscience. Bref, vous aurez compris qu'il s'agit là d'un exercice de mise en condition psychologique, avant d'affronter la suite qui tiendra plus du quatre-quarts bien consistant à consommer lentement, plutôt que du gâteau au yahourt davantage moelleux, bien que dans les deux cas on risque l'étouffement si on se goinfre !

D'après vous, pourquoi contrairement à mes détracteurs qui se réclament également du mouvement ouvrier, j'avais pris la peine depuis des années de faire soigneusement la distinction entre mondialisation et mondialisme, entre l'économie capitaliste et le système mafieux qui trône à la City de Londres, entre autres ? Ce qu'on vit depuis trois ans a permis d'apporter une réponse à cette question, et ce n'est pas pour des prunes ou un hasard si tous nos dirigeants sont systématiquement passés à côté, c'était délibéré de leur part. Vous me direz que des membres de la réaction étaient parvenus au même constat que moi. Et alors cela démontre quoi ? Absolument rien en ce qui me concerne, car je ne vois pas comment j'aurais pu les empêcher de partager le même constat que moi.

Ceux qui avancent cet argument pour me discréditer sont de misérables manipulateurs, car la question essentielle était ailleurs. A savoir, que les conclusions auxquelles est parvenue la réaction se situent à l'extrême opposé des miennes. J'en veux pour preuve, qu'à ma connaissance aucun de leurs membres ne prônent la rupture avec le capitalisme et ses institutions, mieux, ils sont plus antisocialistes ou anticommunistes que jamais, leurs idéologues vont jusqu'à amalgamer ou identifier le Forum économique mondial et son nouvel ordre mondial totalitaire ou l'Union européenne au communisme, alors que c'est leur pire ennemi avec la classe ouvrière.

De compromissions sordides en trahisons cruelles, ces démagogues professionnels en sont arrivés à justifier au moyen d'arguments frauduleux qui n'avaient rien de scientifique, le programme politique de l'OMS-Gates-Davos-Macron comprenant entre autre la réduction de l'ensemble de la population à l'état de cobaye au profit de l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialiste entraînant rien qu'en France le massacre de plus de 100.000 victimes innocentes et beaucoup plus de blessés parfois à vie.

Vous comprenez pourquoi après cela on ne peut pas leur accorder le moindre sursis ou la moindre réduction de peine, encore moins la moindre confiance, il faudrait être fou, et malheureusement si on en est arrivé là, c'est bien parce que dans le passé on l'a été fou. Pendant plus de 70 ans nos dirigeants se sont fourvoyés en voulant encore faire jouer un rôle historique à des partis ouvriers (PS et PCF) qui figuraient désormais dans le camp de nos ennemis. Ils ont obstinément refusé ce constat, ils ont tordu le cou de la réalité ou déformé les enseignements de la lutte des classes pour qu'ils collent avec leur théorie foireuse dont on voit le résultat désastreux de nos jours. Mélenchon, LFI et la Nupes en sont des caricatures grotesques.

Pour cette raison on nous traitera de révisionnistes, de gauchistes, venant d'eux, qu'est-ce que vous voulez que cela nous foute franchement, quelle légitimité ont-ils, aucune. Sous l'Ancien Régime, hormis tactiquement il était déjà impossible de soutenir la classe montante des capitalistes, parce que d'une manière ou d'une autre elle était vouée historiquement à remplacer au pouvoir l'aristocratie féodale pour exploiter le peuple travailleur, et une fois parvenue au pouvoir, quand la bourgeoisie serait attaquée par les nostalgiques de la monarchie, elle serait tout aussi indéfendable parce qu'aucun retour en arrière ne se produirait jamais, car la roue de l'histoire ne tournera à l'envers, c'est comme le processus biologique propre à tout organisme vivant ou propre à l'évolution des espèces qui n'a jamais été réfutée.

On s'est bercé d'illusions, on a été induit volontairement en erreur, on a fait preuve d'une grande ignorance, on a vécu dans le déni permanent de la réalité au lieu d'être l'expression conscience du mouvement inconscient, on s'est raconté de belles histoires qui ont très mal tourné ou le bilan qu'on a sous les yeux quotidiennement est accablant, catastrophique. Voilà ce que nous devons admettre. Qui y est prêt ? Je l'ignore. De mon côté ma modeste contribution à cet inventaire pour continuer le combat politique sur des bases et des principes sains est restée lettre morte. Je ne prétends pas que j'aurais pu incarner la direction de quoi que ce soit, je ne m'attendais pas à un tel rejet ou mépris, à une telle indifférence générale. Je m'étais dit que cela pourrait être le point de départ d'une réflexion collective pour corriger le tir, mais apparemment cela n'intéresse personne ou plutôt personne n'y croit ou ne croit plus en rien, l'espoir d'un monde meilleur a disparu des perspectives ou objectifs que se fixent les militants, pour eux c'est utopique et cela le restera indéfiniment.

Personnellement je ne suis pas d'accord. Je ne peux pas me résigner, me soumettre ou accepter que l'humanité soit livrée à un tel destin tragique. On doit continuer de se battre sans rien renier de nos idées et de nos principes, on doit demeurer digne de notre idéal, on n'a pas le choix, vaincre ou périr les armes à la main parce que notre cause est juste.

En fonction de mon état de santé, je ferai ce que je pourrai pour participer au combat contre la tyrannie et pour le socialisme. En attendant, je dois impérativement me reposer, davantage dormir, je n'ai plus le choix.

Pour certains la vieillesse est un naufrage ou une régression sans fin qui consiste à tout renier, c'est un comportement que les vieux sont d'autant plus encouragés à adopter de nos jours à cause du nihilisme ambiant qui prévaut, donc il ne faut pas être injuste et leur en vouloir. Il est préférable de montrer l'exemple en demeurant fidèle à nos valeurs ou à nos idéaux, car rien ni personne ne peut justifier que l'immense majorité des hommes demeurent sous l'emprise de l'exploitation et de l'oppression ou soient privés de liberté. Quant à ceux qui d'une manière ou d'une autre s'en accommodent, ils ne sont pas dignes de parler en notre nom ou de représenter nos intérêts. Et si j'ai la prétention de ne pas en faire partie et de l'assumer, c'est en sachant que je ne suis pas le seul à avoir adopté ces aspirations humanistes que partagent tous les exploités et opprimés à travers le monde.

Ci-dessous une courte causerie. Compte tenu de mon état de santé, je ne peux pas vous indiquer quand sera publiée la prochaine causerie. J'ai enregistré dans mon téléphone portable plein d'idées à explorer, on verra cela plus tard. La dernière fois j'ai cru être remis et j'ai rechuté quelques jours plus tard, donc je ne m'avance plus.

Le 18 janvier 2023

Il figure un passage sur la grève de demain dans la causerie.

Mon nouveau traitement ayurvédique et homéopathie sont efficaces apparemment, je suis presque en forme. Cela se voit que je suis beaucoup moins fatigué ou que je dors mieux, je trouve plus facilement mes mots, c'est formidable.

Je me suis aperçu qu'il m'arrivait souvent de vous soumettre des conclusions ou d'adopter des positions sans les avoir suffisamment justifiées. Je veux dire par là, que j'aurais davantage dû me mettre à la place des lecteurs pour éviter d'éventuelles méprises ou incompréhensions, de mauvaises interprétations ou qu'on me prête des intentions qui m'étaient étrangères.

Le problème, c'est qu'on ne pense pas à tout, tout ne nous vient pas à l'esprit d'un coup, il faut y réfléchir à différentes reprises de la journée ou de la nuit même, il faut y revenir plusieurs fois. On n'a pas une réponse toute prête en magasin pour chaque question, heureusement, car c'est le meilleur moyen de se planter !

Dans la causerie j'ai essayé d'aborder la question des perturbateurs endocriniens sous différents angles ou situations, pour ne pas tomber dans l'alarmisme ou au contraire sous-estimer ce grave problème de santé publique, sans concession dans un sens ou un autre. J'ai voulu faire preuve de mesure et m'en tenir à cet exercice, car j'estime que c'est le mieux adapté pour permettre ensuite à chacun d'en penser ce qu'il veut librement, en parfaite connaissance de cause. Pour bien faire, il faudrait procéder de même avec tous les sujets qu'on aborde, mais on n'en a pas le temps le plus souvent, ou alors il faut rester scotché devant l'écran et je m'y refuse dorénavant.

Cela dit, ce que je n'écris pas toujours, je l'ai tout de même en tête quelque part. Je tenais juste à vous montrer ma méthode et que vous soyez assurés que je n'adopte jamais une position sans y

avoir longuement réfléchi avant, je ne balance jamais un truc à la légère ou sans explications. Ce que vous lisez là a valeur de témoignage des intentions qui m'animent en quelque sorte.

Je sais que vous êtes comme moi gavés d'infos qui comportent généralement des éléments disons toxiques ou idéologiques plus ou moins camouflés, difficilement détectables, il y en a un exemple dans la causerie d'aujourd'hui. Souvent il m'arrive de lire un truc et de me dire qu'il y a quelque chose qui ne colle pas sans pouvoir le déterminer spontanément, parce que je suis passé à côté d'un élément ou je n'étais pas suffisamment concentré sur ma lecture ou j'ai été perturbé... Parfois on se demande quel lien ou rapport il existait entre deux éléments, on ne comprend pas forcément au premier abord à quoi voulait en venir l'auteur. Il faut prendre du recul, élargir son champ de vision, etc. c'est tout un travail cognitif et de réflexion à réaliser qu'il faut improviser, et chaque fois ou à chaque sujet ce sera différent. Il faut donc disposer d'une grande disponibilité d'esprit à ce moment précis, si on en manque, on pourra commettre un contresens ou interpréter de travers quelque chose, c'est toujours possible, d'où la nécessité de développer un esprit critique, logique indépendant, libre et de ne faire confiance à personne. Même pas dans nos maîtres à penser, parce que tout ce qu'ils ont pensé, ils l'ont pensé dans un contexte ou à une époque qui n'est pas la nôtre. Donc, aucune pensée n'est superposable en l'état, sauf certaines généralités, elles doivent toujours faire l'objet d'un minutieux toilettage pour qu'elles soient adaptées au présent.

Le mieux, quand c'est possible, c'est de formuler nos propres idées. L'inconvénient, c'est que vous ne bénéficierez pas de la légitimité de vos maîtres. On ne vous accordera pas le même traitement que si vous citiez à tout bout de champ Marx, Engels, etc. là pour le coup vous passeriez pour un dirigeant ou un savant, sinon pour un idiot qui parodie ses maîtres sans l'avouer. Personnellement je m'en tape éperdument. Je fais ce que je peux, je le fais comme je le peux le plus honnêtement du monde, ensuite personne n'est obligé de partager mes idées.

La causerie du 18 janvier 2023 est disponible au format pdf.

Le 22 janvier 2023

Plus le temps de causer, 18h25, je dois préparer le repas des chiens, prendre une douche et peut-être me reposer un peu ! Demain ce sera dimanche !

Le 26 janvier 2023

Today is Republic Day en Inde, jour férié, cela coïncide avec l'entrée en vigueur de la Constitution indienne le 26 janvier 1950. Cela dit, l'Inde est autant une république que le régime français ou états-unien, vous voyez ce que je veux dire, n'est-ce pas ?

Le 28 janvier 2023

Tout se tient.

Il est beaucoup question du nazisme dans cette causerie, plus longtemps dure la guerre de l'OTAN contre la Russie, et plus les puissances occidentales assument ouvertement leur soutien armé à un régime nostalgique du IIIe Reich d'Adolphe Hitler. On se souvient qu'en décembre dernier à l'ONU ils avaient refusé de condamner la diffusion de la propagande nazie. Si certains se demandaient encore pourquoi, désormais ils ont la réponse.

Quand on tient ce discours à un travailleur, il comprend de quoi on lui parle, et il ne cherchera pas à nier ces faits. Il n'en ira pas de même avec des militants qui sont devenus bornés ou dogmatiques, fanatisés, et refuseront toute discussion sur la base des faits, ils seront en meilleure compagnie avec des membres de la Nupes ou du PCF qui sont alignés sur Macron, l'UE ou l'OTAN la branche militaire de Davos, du complexe militaro-industriel-financier de l'oligarchie mondialiste.

Quelque part, pour eux cela doit être rassurant de se placer au côté de l'organisation militaire qui se croit encore la plus puissante de la planète, c'est ce que les médias distillent à longueur de temps, oubliant au passage qu'ils n'ont de cesse de leur mentir, cela doit les arranger.

S'ils n'entendent pas rompre et affronter l'OTAN gage de paix et de démocratie comme chacun sait, comment voudriez-vous qu'ils aillent jusqu'à affronter Macron au risque de menacer la paix sociale sans laquelle leur mode de vie risquerait d'en pâtir ?

Je sais très bien que c'est le genre de propos qu'il ne faut pas tenir devant des militants, surtout quand on espère qu'ils partagent nos idées, ce dont je me fous éperdument, je laisse cette hypocrisie à leurs dirigeants.

De quelle légitimité des dirigeants et des partis politiques du mouvement ouvrier qui soutiennent l'impérialisme français et le régime néonazi de Kiev disposent-ils pour s'exprimer en notre nom, pour prétendre défendre nos intérêts ? Absolument aucune.

Il faut faire avec malgré tout... On connaît par coeur cet argument éculé, c'est lui qui a servi à achever la destruction du mouvement ouvrier. Je ne suis pas d'accord. Si vous pensez de la sorte, c'est parce que vous avez décidé qu'il en serait ainsi uniquement, c'est vous qui creuser votre propre tombe et la nôtre, c'est vous qui adoptez une attitude suicidaire, rien ni personne ne vous y oblige. On nous a raconté aussi que les travailleurs et les militants se servaient du mouvement ouvrier tel qu'il était pour résister, et que c'était grâce à cela que jusqu'à présent on aurait échappé au pire. C'est oublier un peu vite que le pire existe déjà au quotidien pour des millions de travailleurs et leurs familles, et que si la réaction n'atteint pas tous ses objectifs, il n'en demeure pas moins qu'elle n'a cessé de gagner du terrain au cours des dernières décennies, qui oserait le nier ? Par conséquent, l'argument qu'on nous oppose est démagogique, il ne sert qu'à masquer le bilan catastrophique des stratégies adoptées par les différents partis dits ouvriers.

Cela fait des années que je milite pour la refondation du mouvement ouvrier, du syndicalisme, en vain, tous s'en accommodent tel qu'ils sont. Je vais encore passer pour l'empêcheur de danser en rond, chacun s'imaginant qu'on pourrait rebâtir la société avec un mouvement ouvrier aussi décomposé et corrompu, quelle illusion, c'est une pure vue de l'esprit ! Cela dit, le combat politique continue.

Le 31 janvier 2023

Qu'avons-nous fait pour mériter un tel destin ? Rien, justement, c'est peut-être cela le problème.

Comment peut-on accepter de vivre dans une telle société, aussi injuste, aussi pourrie, et espérer accéder au bonheur ? Comment ne pas avoir envie d'apprendre comment un tel monstre de cruauté a-t-il pu voir le jour et fonctionne ? Comment peut-on supporter un mode de vie aussi médiocre et inhumain ? Comment peut-on adopter un mode de penser aussi hypocrite et détestable ? Comment ne pas devenir fou ou une ordure dans un monde pareil ou ne pas avoir envie de se loger une balle dans la tête après tant et tant de malheurs, souffrances, désillusions ?

En adoptant le marxisme et le socialisme, sans être une potion magique, vous atteindrez un niveau de conscience qui vous protégera contre la plupart des méfaits de leur société, et ils vous procureront l'opportunité ou la liberté de tirer le meilleur parti de l'existence et d'en éprouver une grande satisfaction, que vous n'aurez volée à personne. Avouez que ce serait dommage de s'en passer, non ?

Extrait de la causerie.

Guerre de classes. Ils le disent eux-mêmes.

Une des officines du néolibéralisme l'avoue : « La réforme des retraites constitue le deuxième enjeu symbolique de la révolution néolibérale. »

Slate.fr - Individuation du rapport de la vie au travail. Démantèlement de l'État social. Avec la refonte du code du travail, la réforme des retraites constitue le deuxième enjeu symbolique de la révolution néolibérale. Pour tous les gouvernements néolibéraux, c'est un verrou qu'il faut faire sauter pour imposer un nouveau récit de la vie au travail.

J-C - Ils avaient cru qu'ils étaient en train de gagner la lutte de classes, pas de bol, les faits leur infligent un cinglant démenti, rien n'est joué et notre capacité à abolir le capitalisme est intacte.

Slate.fr - Elle avait fait son temps la manif, pensait-on, détrônée par les mouvements d'occupation des places de 2011 et les nouvelles formes de mobilisation numérique apparues à cette occasion. «Le Che Guevara du XXI^e siècle, c'est le net», pouvait ainsi déclarer Alec Ross, le conseiller pour l'innovation d'Hillary Clinton, secrétaire d'État des États-Unis.

J-C - Au passage vous aurez compris que ce sont eux qui sont à l'origine de ces alternatives aux moyens d'expression de la lutte de classe du mouvement ouvrier ou qui les ont propulsées médiatiquement pour détourner les travailleurs et jeunes du combat classe contre classe...

Slate.fr - On l'avait enterrée un peu trop vite. Par leur ampleur, les divers cortèges du 19 janvier contre la réforme des retraites ont déjoué tous les pronostics. Réunies pour la première fois depuis douze ans sous une même banderole, les huit organisations syndicales ont réussi à mobiliser les foules contre le recul de l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans.

En rassemblant 1,12 million de personnes selon le gouvernement et plus de 2 millions selon les syndicats, la journée du 19 janvier s'est d'ores et déjà hissée au deuxième rang des plus grandes mobilisations des trente dernières années, toutes dirigées contre des projets de réformes du régime des retraites (en 1995 sous Alain Juppé, en 2003 face au projet de loi Fillon, puis en 2010 lors de la réforme conduite par Éric Woerth). Rien de tel qu'un million ou deux de manifestants dans les rues pour faire plier le gouvernement.

J-C - Vivre pour travailler et les engraisser jusqu'à notre dernier souffle, voilà le modèle de société qu'ils veulent nous imposer.

Slate.fr - En voulant repousser l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans, en multipliant les cas particuliers d'application de la loi, le gouvernement actuel ne retarde pas seulement l'accès à un droit individuel, il bouche un horizon commun, celui d'une fin désirable de la vie au travail. Tous les ingrédients symboliques d'une explosion sociale sont ici réunis. Slate.fr 30 janvier 2023